



**LA MÉTHODOLOGIE
DE LA BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

**METHODOLOGIE
VAN DE BETALINGSBALANS
VAN DE BELGISCH-LUXEMBURGSE ECONOMISCHE UNIE**

1977



DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABERS STATISTISKE KONTOR
STATISTISCHES AMT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN
STATISTICAL OFFICE OF THE EUROPEAN COMMUNITIES
OFFICE STATISTIQUE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
ISTITUTO STATISTICO DELLE COMUNITÀ EUROPEE
BUREAU VOOR DE STATISTIEK DER EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

Luxembourg-Kirchberg, Boîte postale 1907 — Tél. 43011 Téléx· Comeur Lu 3423
1049 Bruxelles, Bâtiment Berlaymont, Rue de la Loi 200 (Bureau de liaison) — Tél. 735 80 40

Denne publikation kan fås gennem de salgssteder, som er nævnt på omslagets tredje side i dette hæfte.

Diese Veröffentlichung ist bei den auf der dritten Umschlagseite aufgeführten Vertriebsbüros erhältlich.

This publication is obtainable from the sales offices mentioned on the inside back cover.

Pour obtenir cette publication, prière de s'adresser aux bureaux de vente dont les adresses sont indiquées à la page 3 de la couverture.

Per ottenere questa pubblicazione, si prega di rivolgersi agli uffici di vendita i cui indirizzi sono indicati nella 3ª pagina della copertina.

Deze publikatie is verkrijgbaar bij de verkoopkantoren waarvan de adressen op blz. 3 van het omslag vermeld zijn.

**LA MÉTHODOLOGIE
DE LA BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

**METHODOLOGIE
VAN DE BETALINGSBALANS
VAN DE BELGISCH-LUXEMBURGSE ECONOMISCHE UNIE**

Manuscrit terminé en mai 1978
Manuscrit in mei 1978 afgesloten

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Bibliografische data bevinden zich aan het einde van deze publikatie.

La reproduction des données est subordonnée à l'indication de la source.

Het overnemen van gegevens is toegestaan mits met duidelijke bronvermelding.

Printed in Luxembourg 1978

ISBN 92-825-0380-1

Cat.: CA-22-77-742-2E-C

Avertissement

La note méthodologique qui suit a été élaborée par le Département des Etudes de la Banque Nationale de Belgique qui l'a publiée, sous une forme légèrement abrégée, dans le numéro de juin 1978 de son Bulletin mensuel.

Sommaire

	Page		Page
Introduction	5	1.8 Autres	24
		1.81 Travailleurs frontaliers	24
		1.82 Autres	25
I — Principes fondamentaux	7	2. Transferts	25
Remarques préliminaires	7	2.1 Transferts privés	25
1. Le choix du mode de recensement: «règle- ments» ou «transactions»	7	2.2 Transferts publics	25
2. Les principes relatifs à l'évaluation des transactions	9	3. Mouvement des capitaux des pouvoirs pu- blics	26
3. La définition des «résidents» et «non- résidents»	9	3.1 État	26
4. Le principe de l'enregistrement des opéra- tions entre résidents et non-résidents	10	3.11 Engagements	26
5. Le concept du recensement des chiffres bruts ou nets	12	3.12 Avoirs	26
6. La délimitation territoriale	12	3.2 Autres pouvoirs publics	27
7. La ventilation de la balance des paiements par titres principaux	12	4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers	27
8. La ventilation de la balance des paiements par secteurs	13	4.1 Organismes publics d'exploitation	27
9. La ventilation géographique de la balance des paiements	14	4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	27
10. La notion de «solde» de la balance des paie- ments	16	4.3 Secteur privé	27
		4.311 et 4.321 Valeurs mobilières	27
		4.312 et 4.322 Investissements directs	28
		4.313 et 4.323 Immeubles	28
		4.314 et 4.324 Autres (chiffres nets)	28
		5. Erreurs et omissions	28
		6. Financement du total	29
		6.1 Refinancement en dehors des organis- mes principalement monétaires de cré- ances commerciales sur l'étranger	29
		6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires	29
		Pour mémoire: Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	31
II — Définition des postes et établissement de la balance	19	Annexe I: Schéma national de la balance des paiements de l'U.E.B.L. (première version)	33
Remarques préliminaires	19	Annexe II: Tableau de concordance entre le schéma national de la balance des paiements de l'U.E.B.L. (première version) et le schéma unifié O.C.D.E.- F.M.I.	34
1. Transactions sur biens et services	19	Annexe III: Schéma national de la balance des paiements de l'U.E.B.L. (deuxième version): note méthodologique et tableau	36
1.1 Opérations sur marchandises	19	Annexe IV: Méthode d'estimation des exportations et importations de l'U.E.B.L. sur la base des transactions: note métho- dologique et tableau	40
1.11 Exportations et importations	20		
1.12 Travail à façon	22		
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	22		
1.14 Or non monétaire	22		
1.2 Frets	22		
1.3 Assurances pour le transport de marchandises	23		
1.4 Autres frais de transport	23		
1.5 Déplacements à l'étranger	23		
1.6 Revenus de placements et d'in- vestissements	23		
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	24		

Introduction

Les données de base utilisées par la Banque Nationale de Belgique pour établir la balance des paiements de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise sont constituées principalement par les règlements financiers avec l'étranger effectués par l'intermédiaire du système bancaire belge et luxembourgeois.

Ces données sont recueillies par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change, organisme créé par un Arrêté-loi du 6 octobre 1944 en vue d'édicter la réglementation nécessaire pour l'application du contrôle des changes en U.E.B.L. Les banques de l'U.E.B.L., qui ont été agréées par l'Institut du Change à titre d'intermédiaire dans les opérations avec l'étranger, sont tenues, en vertu des instructions qui leur ont été données, de lui remettre périodiquement les relevés et pièces justificatives de leurs opérations.

Pour élaborer la balance des paiements de l'U.E.B.L., les données statistiques ainsi recueillies par l'I.B.L.C. sont rectifiées et complétées sur un certain nombre de points.

La Banque Nationale établit la balance des paiements selon deux schémas conformes, autant que la documentation statistique utilisée le permet, aux principes de la troisième édition (publiée en 1961) du «Manuel de la Balance des Paiements» du Fonds Monétaire International (1):

- a) le schéma national (voir annexe I),
- b) le schéma unifié O.C.D.E.-F.M.I. (voir annexe II).

L'annexe II contient un tableau de concordance entre ces deux schémas.

Les données de la balance des paiements selon le schéma national sont publiées mensuellement dans les tableaux 1 à 3 du chapitre IX de la partie «Statistiques» du «Bulletin de la Banque Nationale de Belgique». Celles établies selon le schéma unifié O.C.D.E.-F.M.I. sont publiées annuellement à

l'occasion de la parution, dans le Bulletin précité, de l'article sur la balance des paiements de l'U.E.B.L.

Le schéma national comporte une deuxième version qui s'écarte, sur certains points, des concepts et définitions du Manuel du F.M.I. Dans cette version, les opérations au comptant des résidents avec l'étranger (seules recensées dans la première version) sont considérées conjointement avec les opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires intérieurs ainsi qu'avec les opérations de change à terme. Cette seconde version du schéma national de la balance des paiements est publiée, trimestriellement, dans le tableau IX-4 du Bulletin de la Banque sous l'intitulé «Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme». La «philosophie» du tableau précité, les principes de sa construction, l'articulation des différentes rubriques, le sens exact des opérations qu'elles recouvrent, leur raccordement avec celles de la première version du schéma national sont exposés à l'annexe III.

La présente information a pour objet d'exposer les concepts, définitions et méthodes utilisés pour l'établissement de la balance des paiements de l'U.E.B.L. telle qu'elle se présentait en 1976. Elle comporte, outre les annexes précitées, deux grandes subdivisions:

- I — Le chapitre «Principes fondamentaux» présente les concepts et définitions de base.
- II — Le chapitre «Définition des postes et établissement de la balance» donne une description des critères distinctifs et de la composition de chaque poste de la balance des paiements.

Les descriptions contenues dans ces deux chapitres se réfèrent exclusivement à la première version du schéma national de la balance des paiements, c'est-à-dire à la présentation traditionnelle de celle-ci.

(1) Une quatrième édition du Manuel (datée de 1977) a été publiée par le Fonds. Elle servira de guide pour l'élaboration des données des balances des paiements de l'année 1979. Les prescriptions du nouveau Manuel restent, pour l'essentiel, semblables à ce qu'elles étaient.

I — Principes fondamentaux

REMARQUES PRÉLIMINAIRES

Un état de balance des paiements peut se définir, d'une façon générale, comme un relevé des transactions économiques internationales d'une économie, c'est-à-dire des biens et services que cette économie a fournis à d'autres économies ou qu'elle a reçus de celles-ci, ainsi que des modifications de ses créances et engagements à l'égard du reste du monde.

La balance des paiements de l'U.E.B.L. est définie comme la statistique qui enregistre toutes les opérations au comptant, tant en francs (belges ou luxembourgeois) qu'en monnaies étrangères, intervenues, au cours d'une période déterminée, entre les résidents de l'U.E.B.L. et les non-résidents. Elle est ventilée par types d'opérations et par secteurs, ainsi que par pays ou groupes de pays étrangers. La ventilation géographique est publiée annuellement à l'occasion de la parution, dans le Bulletin de la Banque, de l'article sur la balance des paiements de l'U.E.B.L.

Ces définitions générales appellent un certain nombre de précisions.

1. LE CHOIX DU MODE DE RECENSEMENT: «RÈGLEMENTS» OU «TRANSACTIONS»

Comme on le sait, les opérations enregistrées dans une balance des paiements peuvent être:

- *les transactions économiques*, même si certaines d'entre elles ne donnent pas lieu à des paiements ou si ces derniers ont été différés ou encore s'ils ont été effectués par anticipation. Les balances ainsi établies à partir des transactions sont appelées «balances sur base de transactions»;
- *les règlements*, c'est-à-dire les transferts monétaires auxquels les transactions donnent lieu et sur lesquels sont établies les «balances sur base de caisse».

Les balances des paiements établies selon ces deux méthodes présentent des différences qui sont dues notamment:

- aux décalages chronologiques dans l'enregistrement des opérations,
- au champ couvert par les opérations enregistrées,
- aux modes de recensement des données.

a) Les décalages chronologiques dans l'enregistrement des opérations apparaissent dans tous les cas où une transaction économique n'est pas réglée au moment où elle est effectuée (par exemple, lors du changement de propriété d'une marchandise ou de son passage à la frontière), mais avant ce moment (cas d'un paiement anticipé) ou après (cas d'un paiement différé).

Ainsi, les balances de transactions enregistrent celles-ci au moment où elles se produisent. Si le paiement s'effectue à crédit, la transaction économique et le crédit qui l'accompagne — lequel constitue un mouvement de capital — sont inscrits immédiatement à la balance, le crédit s'annulant ultérieurement au moment du règlement.

Au contraire, une balance de caisse n'enregistre les transactions qu'au moment où elles font l'objet d'un paiement. Les crédits octroyés à l'occasion des transactions ne sont donc pas recensés.

b) Le champ couvert par les opérations enregistrées dans une balance de transactions est, en principe, plus large que dans une balance de caisse.

Ainsi, les opérations qui ne donnent pas lieu à des règlements (par exemple, les dons en nature) échappent à une balance de caisse, alors qu'elles sont reprises dans une balance de transactions. Par ailleurs, dans une balance de caisse, le recensement de certains flux bruts est rendu difficile du fait que, assez souvent, plusieurs opérations de sens contraire ne donnent lieu qu'au seul règlement du solde (par exemple, règlement du solde d'un compte entre une maison-mère résidente et sa filiale à l'étranger après compensation des recettes et dépenses brutes), ou bien un seul règlement recouvre parfois un ensemble de transactions de nature

différente (par exemple, règlement recouvrant à la fois la valeur d'une marchandise et les frais de transport, d'assurance ou d'autres services liés à cette marchandise).

En définitive, les principales opérations qui, en principe, doivent figurer dans une balance de transactions, mais font défaut dans une balance de caisse, sont les suivantes:

- les transactions de troc;
- les dons en nature;
- les opérations qui font l'objet de compensations;
- les investissements financés par des apports en nature, par des cessions de brevets ou par des bénéfices réinvestis sur place ⁽¹⁾, et les marchandises, brevets et bénéfices qui financent ces investissements;
- les opérations qui donnent lieu à des délais de paiement et, en particulier, les crédits commerciaux accordés ou reçus par des résidents, et qui trouvent leur origine dans des paiements anticipés ou différés par rapport à la date d'exportation ou d'importation des marchandises auxquelles ils se réfèrent;
- les transactions qui sont réglées sans avoir recours au système bancaire local.

c) Les balances de caisse, dans la mesure où elles recensent uniquement des règlements bancaires, présentent une homogénéité et une rigueur comptable dans toutes leurs rubriques. De ce fait, le poste d'«ajustement», qui assure l'équilibre comptable de toutes les inscriptions effectuées ⁽²⁾, doit être, en principe, relativement peu important. Par contre, les balances de transactions — du fait qu'elles utilisent, pour les deux enregistrements opposés auxquels donne lieu la comptabilisation d'une opération en balance des paiements des données qui, étant tirées de sources différentes, peuvent ne pas concorder entre elles — nécessitent l'introduction d'un poste d'«ajustement», souvent très important pour assurer l'équilibre comptable des opérations. Ce poste, que l'on retrouve dans toutes les balances des paiements,

⁽¹⁾ C'est-à-dire les bénéfices que les non-résidents réinvestissent dans le même pays sans, au préalable, les transférer à l'étranger.

⁽²⁾ Par définition, la somme nette de tous les éléments de la balance des paiements est égale à zéro (voir, à cet égard, ce qui est dit à la section 10 du présent chapitre à propos de la détermination du solde de la balance des paiements). Dans la réalité toutefois, lorsque l'on additionne toutes les inscriptions effectuées, le solde en est presque inévitablement un crédit net ou un débit net. Ce solde est le résultat d'erreurs et d'omissions diverses dans le relevé. Aussi, dans la présentation de la balance des paiements, figure normalement un poste distinct appelé «Erreurs et omissions nettes», qui assure l'équilibre comptable des inscriptions enregistrées. Ainsi, si celles-ci se soldent par un crédit, le poste erreurs et omissions constituera un débit de valeur égale et vice versa.

est appelé traditionnellement «Erreurs et omissions nettes» ⁽³⁾.

Le choix de l'un ou l'autre type de balance peut être déterminé par diverses considérations, telles que:

- le souci de se conformer aux recommandations des organisations internationales, et, en particulier, du Fonds Monétaire International, lequel prescrit, dans son Manuel de la Balance des Paiements, d'établir celle-ci sur la base des transactions;
- des raisons de principe, à savoir l'optique dans laquelle on veut examiner les rapports économiques avec l'étranger et les phénomènes que l'on veut mettre en évidence;
- des raisons pratiques liées aux données statistiques disponibles ou au degré de fiabilité de celles-ci.

En fait, la majorité des pays établissent leur balance des paiements — ou tout au moins la rubrique «Opérations sur marchandises» de cette balance — en termes de transactions. Certains États même, notamment les Pays-Bas, la France et l'Italie, établissent deux types de balance — transactions et règlements —, ce qui permet de mettre en évidence les opérations à la fois sous leur aspect réel et sous leur aspect financier. Pour ce faire, ils utilisent, alternativement, deux sources statistiques de base en ce qui concerne l'enregistrement des opérations sur marchandises: les statistiques douanières (pour la balance des transactions) et les relevés des paiements (pour la balance de caisse).

La principale source statistique utilisée pour établir la *balance des paiements de l'U.E.B.L.* est, parce que c'est la source la plus exacte et la plus complète, l'enregistrement par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change des règlements effectués avec l'étranger par l'intermédiaire du système bancaire belge et luxembourgeois. Elle est de nature telle que la balance obtenue est du type «balance de caisse». Cependant, afin de rapprocher jusqu'à un certain point cette balance d'une balance de «transactions», un certain nombre d'ajustements sont apportés aux montants des règlements précités. Ces ajustements affectent essentiellement la rubrique «Exportations et importations de marchandises». Ils concernent:

- les opérations sur marchandises effectuées à crédit, qui peuvent être recensées;
- des achats et ventes de marchandises réglés au moyen de billets de banque;
- certains dons en nature.

⁽³⁾ «Nettes» parce que les erreurs et omissions sont susceptibles de se compenser partiellement.

Dans l'état actuel de la documentation statistique, il n'est pas possible de faire figurer dans la balance des paiements — laquelle doit pouvoir être publiée aussi rapidement que possible après la fin de la période à laquelle elle se rapporte — des chiffres pour les exportations et importations de marchandises, qui soient davantage sur une base de transactions. Cependant, moyennant un délai sensiblement plus long, il est possible d'estimer ces exportations et importations sur une base qui est entièrement de transactions. Les données ainsi estimées sont publiées dans le tableau IX-5 de la partie «Statistiques» du Bulletin de la Banque sous l'intitulé «Exportations et importations de l'U.E.B.L.»⁽¹⁾. La méthode d'estimation est exposée à l'annexe IV.

2. LES PRINCIPES RELATIFS À L'ÉVALUATION DES TRANSACTIONS

En principe, les inscriptions dans la balance des paiements doivent être effectuées au prix du marché, c'est-à-dire le prix auquel s'effectue une transaction entre des parties indépendantes l'une de l'autre, et dans laquelle ne jouent que des considérations commerciales⁽²⁾.

Par ailleurs, les transactions devant être enregistrées dans la balance des paiements sont libellées à l'origine en plusieurs monnaies différentes et ne peuvent être additionnées que si elles sont converties au préalable en monnaie nationale ou en une autre unité de compte. La méthode de conversion la plus souvent appliquée consiste à effectuer la conversion au taux moyen pratiqué sur le marché au cours de la période pendant laquelle les transactions sont enregistrées.

Dans la *balance des paiements de l'U.E.B.L.*, les inscriptions sont constituées en principe par les montants des règlements effectués avec l'étranger par l'intermédiaire du système bancaire belge et luxembourgeois.

Des précisions sur la manière dont sont évaluées et enregistrées les transactions qui ne font pas l'objet d'un règlement bancaire seront données lors de l'examen des rubriques concernées de la balance des paiements.

⁽¹⁾ Ce tableau contient, en outre, une estimation de l'évolution des créances ou dettes commerciales nettes vis-à-vis de l'étranger, obtenue en faisant la différence entre les exportations et importations sur base des transactions d'une part, sur base des règlements d'autre part.

⁽²⁾ Par exemple, les parties d'une transaction ne sont pas indépendantes au sens susdit si ce sont des entreprises affiliées, et les considérations commerciales ne sont pas toujours les seules qui guident les parties. Lorsque la transaction n'a pas de véritable prix du marché, il est donc parfois nécessaire de recourir à une valeur de substitution déterminée par analogie avec des prix du marché correspondants (par exemple, dans les cas de troc, de dons ou de transactions entre entreprises affiliées).

En ce qui concerne le choix de l'unité de compte, toutes les transactions enregistrées sont converties en francs belges⁽³⁾. Les conversions dans la monnaie nationale sont faites sur la base des cours moyens journaliers pratiqués sur le marché réglementé des changes à Bruxelles au cours de la période pendant laquelle les transactions sont enregistrées.

3. LA DÉFINITION DES «RÉSIDENTS» ET DES «NON-RÉSIDENTS»

En général, sont considérées comme résidents d'un pays les personnes physiques et morales dont le centre d'intérêt économique se trouve dans ce pays, qu'elles aient ou non la nationalité du pays en question.

Le traitement des personnes qui ont la nationalité du pays considéré et y vivent en permanence ne soulève aucun problème: il s'agit incontestablement de résidents. De même, ne posent pas de problèmes les personnes qui séjournent temporairement dans le pays, telles que les voyageurs, les membres des forces militaires étrangères et des corps diplomatiques ainsi que les travailleurs frontaliers: il s'agit de non-résidents parce que leur centre d'intérêt économique se trouve à l'étranger. Par contre, il est plus difficile de déterminer la qualité des personnes qui ont un centre d'intérêt divisé, notamment les travailleurs étrangers qui acquièrent un domicile dans le pays, mais qui transfèrent une grande partie de leurs salaires dans leurs pays d'origine où sont restées leurs familles.

La définition des «résidents» et des «non-résidents» utilisée dans la *balance des paiements de l'U.E.B.L.*⁽⁴⁾ correspond, «mutatis mutandis», à la définition générale énoncée ci-dessus.

Est résident toute personne physique qui a sa résidence principale en Belgique ou au Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que toute personne morale dont le siège social est en Belgique ou au Grand-Duché de Luxembourg.

Lorsqu'une personne physique a des résidences dans plus d'un pays, elle est présumée avoir sa résidence principale dans le pays où elle loge la majeure partie du temps.

⁽³⁾ Étant donné le régime d'association monétaire entre la Belgique et le Luxembourg, le franc luxembourgeois a la même valeur que le franc belge.

⁽⁴⁾ Cette définition repose pour l'essentiel sur celle qui est appliquée par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change dans sa réglementation. Selon la terminologie particulière à cette réglementation, les résidents en Belgique sont appelés «régnicoles» et ceux au Grand-Duché de Luxembourg, «résidents».

Si une personne morale a, outre son siège social établi dans un pays déterminé, un siège d'exploitation établi dans un autre pays, ce dernier pays est considéré comme le pays de résidence de cette personne morale pour tous biens dont la gestion relève de ce siège d'exploitation et pour tous actes accomplis par ce siège.

Ainsi, si une personne morale a, outre son siège social établi hors de la Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg, un ou plusieurs sièges d'exploitation en Belgique ou au Grand-Duché de Luxembourg, elle est considérée comme non-résidente pour tous biens dont la gestion relève du siège social et pour tous actes accomplis par ce siège. Elle est considérée comme résidente pour tous biens dont la gestion relève du ou des sièges établis en Belgique ou au Grand-Duché de Luxembourg et pour tous actes accomplis par ce ou ces sièges.

De même, si une personne morale a, outre son siège social établi en Belgique ou au Grand-Duché de Luxembourg, un ou plusieurs sièges d'exploitation à l'étranger, elle est considérée comme résidente pour tous biens dont la gestion relève du siège social et pour tous actes accomplis par ce siège. Elle est considérée comme non-résidente pour tous biens dont la gestion relève du ou des sièges établis à l'étranger et pour tous actes accomplis par ce ou ces sièges.

Sur la base de ces définitions générales, les résidents de l'U.E.B.L. comprennent notamment:

- les voyageurs à l'étranger;
- les membres des corps diplomatiques et des forces armées en service à l'étranger;
- les travailleurs qui effectuent des prestations dans les pays limitrophes ⁽¹⁾ de l'U.E.B.L. ⁽²⁾;
- les travailleurs étrangers appartenant à des pays non limitrophes qui viennent travailler en U.E.B.L. ⁽³⁾;
- le personnel des institutions européennes et internationales établies en U.E.B.L.

Quant aux non-résidents, ils incluent notamment:

- les institutions européennes et internationales établies en U.E.B.L. (les organismes internationaux sont considérés comme résidents d'une zone internationale extérieure aux frontières du pays sur le territoire géographique duquel ils sont établis);

⁽¹⁾ Sont limitrophes de l'U.E.B.L.: les Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne et la France.

⁽²⁾ Ces travailleurs sont, pour la plupart, des ouvriers frontaliers qui rentrent fréquemment en U.E.B.L., où vivent leurs familles et où l'on peut estimer, dès lors, qu'ils ont conservé leur centre d'intérêt.

⁽³⁾ Dans le cas où le pays employeur et le pays d'origine sont géographiquement éloignés l'un de l'autre (pays non limitrophes), on a considéré que le travailleur immigrant a son centre d'intérêt dans le pays où il occupe un emploi. Ce critère, évidemment quelque peu arbitraire, correspond sans doute dans une assez large mesure à la réalité.

- les membres des corps diplomatiques étrangers et des forces armées étrangères en service en U.E.B.L.;
- les travailleurs étrangers en provenance de pays limitrophes qui effectuent des prestations en U.E.B.L.;
- les travailleurs belges et luxembourgeois qui travaillent dans des pays non limitrophes de l'U.E.B.L.

4. LE PRINCIPE DE L'ENREGISTREMENT DES OPÉRATIONS ENTRE RÉSIDENTS ET NON-RÉSIDENTS

En principe, une balance des paiements ne tient compte que des transactions entre résidents et non-résidents. Ceci implique que l'on ne recense normalement pas les variations d'avoirs et d'engagements vis-à-vis de l'étranger, qui résultent de changements de valeur dus à des fluctuations de prix ou de taux de change ⁽⁴⁾.

Il existe cependant des exceptions à ce principe:

- on enregistre, dans la balance des paiements, des éléments qui n'ont, à leur origine, aucune transaction avec l'étranger;
- on enregistre certaines transactions entre résidents;
- on enregistre certaines transactions entre non-résidents;
- on omet certaines transactions entre résidents et non-résidents.

a) Les droits de tirage spéciaux alloués aux États membres du Fonds Monétaire International accroissent les réserves des États et sont, pour cette raison, recensés dans les balances des paiements. Étant donné qu'aucune transaction avec l'étranger n'est à l'origine des allocations ⁽⁵⁾, la contrepartie de celles-ci est enregistrée d'une manière distincte ⁽⁶⁾.

Dans la *balance des paiements de l'U.E.B.L.*, les allocations de D.T.S. ne sont comptabilisées que «pour mémoire» en bas de la balance. De la sorte, le renforcement des réserves de change est enregistré, sans qu'il soit nécessaire de prévoir une contrepartie. Celle-ci, en effet, si elle figurait «au-dessus de la ligne», fausserait la signification du

⁽⁴⁾ Ainsi, dans la balance des paiements de l'U.E.B.L., les mouvements des créances et engagements extérieurs des banques belges et luxembourgeoises et de la Banque Nationale ne comprennent pas les variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

⁽⁵⁾ La transaction ne comporte en effet qu'une seule partie, le résident.

⁽⁶⁾ Plus exactement, l'allocation (crédit) ou l'annulation (débit) elle-même constitue l'inscription de contrepartie, qui correspond respectivement à l'augmentation (débit) ou à la diminution (crédit) des avoirs en droits de tirage spéciaux.

solde de la balance et, si elle était inscrite «au-dessous de la ligne», risquerait d'être interprétée comme compensant l'incidence de l'augmentation des D.T.S. sur les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires.

b) L'enregistrement en balance des paiements de transactions entre résidents a lieu principalement dans les trois cas suivants:

- i) lorsque les importations sont évaluées c.a.f., leur valeur peut comprendre des montants couvrant les frais de transport et d'assurance payés par les importateurs nationaux à des résidents. Dans ce cas, la balance commerciale du pays importateur reprend des opérations entre résidents;
- ii) quand interviennent des transactions entre résidents qui entraînent un transfert de créances sur l'étranger d'un secteur intérieur à un autre (par exemple, cessions de devises par les banques commerciales aux autorités monétaires et vice versa);
- iii) quand une transaction sur or intervient entre deux résidents, dont l'un appartient au secteur monétaire. Cela tient au fait que l'or, lorsqu'il est détenu par le secteur monétaire, est assimilé aux avoirs sur l'étranger.

Dans la *balance des paiements de l'U.E.B.L.*, les dépenses d'importations peuvent comprendre le remboursement, par des importateurs, de certains frets et assurances payés par les exportateurs étrangers à des transporteurs et assureurs résidents. Cette surestimation des dépenses d'importations est compensée, au niveau du solde de l'ensemble des transactions sur biens et services, par le fait que les rubriques «frets» et «assurances» pour le transport de marchandises comprennent, en recettes, les montants perçus par les transporteurs et assureurs résidents.

En ce qui concerne les transactions entre résidents qui déterminent un transfert de créances sur l'étranger d'un secteur intérieur à un autre, ces transactions sont reprises, dans la balance des paiements de l'U.E.B.L., dans le cas, notamment, de l'exemple précité d'une cession de devises entre banques commerciales et banque centrale.

De même, la balance des paiements enregistre certaines entrées de capitaux en provenance de l'étranger qui couvrent, en fait, des transactions entre résidents (par exemple, lorsque des emprunts émis par des résidents à l'étranger sont souscrits par des résidents). Ces entrées, au titre des investissements et placements étrangers en U.E.B.L., ont pour contrepartie des sorties au titre des investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger.

Quant aux transactions sur or qui pourraient in-

tervenir entre deux résidents dont l'un appartient au secteur monétaire, elles sont traitées différemment dans la balance des paiements de l'U.E.B.L. suivant que le résident monétaire considéré est l'institution monétaire centrale ou une banque privée. Dans le premier cas, la transaction est relevée dans la balance des paiements de l'U.E.B.L. Dans le second cas, l'opération n'est pas enregistrée dans la balance, l'or des banques privées étant considéré comme une simple marchandise.

c) L'enregistrement en balance des paiements de transactions entre non-résidents se présente essentiellement dans les deux cas suivants:

- i) lorsque le transport et l'assurance des marchandises exportées sont effectués par des entreprises non résidentes pour compte de l'importateur étranger, la balance commerciale du pays exportateur peut reprendre des opérations entre non-résidents: inclusion dans les recettes d'exportations du remboursement par l'importateur étranger des frets et assurances payés par l'exportateur résident aux transporteurs et assureurs étrangers;
- ii) lorsque les transactions entre non-résidents entraînent le transfert d'engagements du pays qui établit la balance, d'un secteur étranger à un autre (par exemple, cession par des banques commerciales étrangères à une autorité monétaire étrangère de créances sur des banques commerciales résidentes).

Dans la *balance des paiements de l'U.E.B.L.*, les recettes d'exportations peuvent comprendre le remboursement par des importateurs étrangers de certains frets et assurances payés par les exportateurs résidents à des transporteurs et assureurs étrangers. Cette surestimation des recettes d'exportations est compensée, au niveau du solde de l'ensemble des transactions sur biens et services, par le fait que les rubriques «frets» et «assurances» pour le transport de marchandises comprennent, en dépenses, les paiements effectués par les exportateurs, pour le compte des importateurs étrangers, en faveur des transporteurs et assureurs étrangers.

De même, la balance des paiements recense certaines opérations en capital entre des non-résidents dans le cas, par exemple, où des emprunts émis par des non-résidents en U.E.B.L. sont souscrits par des non-résidents. Il y a une sortie au titre des investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger, avec, en contrepartie, une entrée au titre des investissements et placements étrangers en U.E.B.L.

En ce qui concerne les opérations visées sub ii) ci-avant, les données statistiques disponibles permettent d'identifier les engagements des

organismes monétaires vis-à-vis des secteurs officiel et privé étrangers.

d) En ce qui concerne l'omission de certaines transactions entre résidents et non-résidents dans les balances des paiements, aucune opération n'est systématiquement omise, si ce n'est, par exemple, dans les balances de caisse, les transactions de troc ou les dons en nature.

Dans la *balance des paiements de l'U.E.B.L.*, divers ajustements sont apportés aux chiffres des règlements pour inclure des transactions qui ne figurent pas dans les balances de caisse (par exemple, des dons en nature et les opérations sur marchandises assorties de crédits commerciaux qui peuvent être recensés).

5. LE CONCEPT DU RECENSEMENT DES CHIFFRES BRUTS OU NETS

En principe, les données de la balance des paiements sont recensées sur une base brute, c'est-à-dire que chaque opération est enregistrée et non pas seulement les soldes provenant de flux en sens opposé. En ce qui concerne les opérations en capital, ce principe signifie que, tant pour les créances que pour les engagements, les mouvements d'entrée et de sortie sont isolés.

Ainsi, les entrées de ressources réelles et les augmentations de créances (ou les diminutions d'engagements) sont portées au débit, les sorties d'avoirs réels et les diminutions de créances (ou les augmentations d'engagements) sont portées au crédit.

Toutefois, il y a des exceptions à ce principe. Ainsi, en ce qui concerne les opérations courantes, si des marchandises sont achetées à un pays étranger et vendues à un autre sans être importées, ou si des marchandises sont importées (exportées) pour être transformées et ensuite réexportées (réimportées), seul le solde net de ces transactions est inclus dans la balance des paiements.

Dans la *balance des paiements de l'U.E.B.L.*, les opérations courantes sont en principe enregistrées en chiffres bruts. Toutefois, des montants nets sont repris pour les opérations d'arbitrage et de travail à façon (comme cité ci-dessus), ainsi que pour toutes les opérations qui n'ont été réglées que par solde.

Les mouvements des capitaux à long terme (à plus d'un an) des pouvoirs publics, des organismes publics d'exploitation et des intermédiaires financiers du secteur public sont enregistrés en chiffres bruts. Par contre, les mouvements des capitaux à court terme des institutions précitées ne sont repris que pour leurs montants nets.

En ce qui concerne les mouvements de capitaux du secteur privé, une distinction est établie entre, d'une part, les investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger et, d'autre part, les investissements et placements étrangers en U.E.B.L. A l'intérieur de chacune de ces catégories, des flux bruts de capitaux sont enregistrés pour les rubriques «Investissements directs» ⁽¹⁾ et «Immeubles». Par contre, les autres rubriques ne sont reprises que pour leurs montants nets, en raison du manque de signification que représenterait, en ce qui les concerne, l'enregistrement de flux bruts ⁽²⁾.

6. LA DÉLIMITATION TERRITORIALE

Les concepts de «résident» et de «non-résident» ne se conçoivent que par rapport à un territoire déterminé. Pour les besoins de la balance des paiements, on peut se baser sur des critères politiques (territoire national) ou sur des critères économiques, qui peuvent ne pas coïncider avec les critères politiques. Ainsi, le territoire d'un pays au sens de la balance des paiements peut comprendre non seulement le territoire d'un État, mais également celui du ou des pays avec lesquels cet État est associé par des liens économiques ou monétaires (par exemple, dans le cadre d'une union économique ou monétaire).

La délimitation territoriale de la *balance des paiements de l'U.E.B.L.* correspond à un critère économique. En effet, la balance de l'U.E.B.L. se réfère au territoire économique constitué par le territoire de l'État belge et par celui de l'État luxembourgeois à la suite de la signature à Bruxelles, le 25 juillet 1921, du traité d'Union économique entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg.

7. LA VENTILATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS PAR TITRES PRINCIPAUX

Toute analyse des relations économiques internationales exige que les balances des paiements

⁽¹⁾ Toutefois, les prêts et remboursements de prêts qui constituent des flux de capitaux d'investissements directs inclus dans la rubrique citée ne sont repris que pour leurs montants nets. La raison en est que les renseignements dont on dispose ne permettent pas de distinguer les opérations à long terme des simples avances temporaires de fonds. L'enregistrement de flux bruts n'aurait dès lors guère de signification.

⁽²⁾ C'est le cas notamment des transactions en valeurs mobilières étrangères. Les dépenses ne peuvent être assimilées à des placements nouveaux à l'étranger, ni les recettes à des rapatriements de capitaux. Les unes et les autres sont en effet considérablement influencées par les arbitrages sur titres, une recette et une dépense étant enregistrées chaque fois qu'un résident vend un titre étranger pour en acheter un autre. Il s'ensuit que, sauf peut-être si l'on veut apprécier le chiffre d'affaires en valeurs mobilières étrangères, seuls les soldes doivent retenir l'attention.

présentent une ventilation par grands titres basée sur les différents types de transactions qui y figurent. Celles-ci peuvent être classées en cinq catégories:

- achats et ventes de biens et services contre des avoirs financiers (c'est-à-dire échange de biens et services contre des créances ou de l'or monétaire);
- troc (c'est-à-dire échange de biens et services contre d'autres biens et services);
- échange d'avoirs financiers contre d'autres avoirs financiers (par exemple, ventes de titres contre espèces);
- cessions ou acquisitions de biens et services sans contrepartie (par exemple, dons en nature);
- cessions ou acquisitions d'avoirs financiers sans contrepartie (par exemple, dons en espèces).

Ces cinq catégories de transactions économiques donnent lieu à des flux réels ou financiers. Elles sont regroupées généralement sous trois titres principaux:

- les biens et services (y compris les services des facteurs de production) ⁽¹⁾, c'est-à-dire les flux de ressources réelles, qu'il s'agisse de flux en contrepartie d'autres flux (réels ou financiers) ou non;
- les transferts, c'est-à-dire les inscriptions formant la contrepartie comptable des prestations gratuites (sans contrepartie économique) enregistrées ailleurs dans la balance des paiements: ressources réelles (biens, services) et avoirs financiers cédés ou acquis, sans obtenir ou donner en échange ni ressources réelles ni avoirs financiers;
- les mouvements de capitaux: c'est-à-dire les transactions sur avoirs financiers (or monétaire, droits de tirage spéciaux, créances) que ces transactions aient une contrepartie (réelle ou financière) ou non, car elles entraînent une variation de la situation patrimoniale extérieure d'un pays.

Dans la *balance des paiements de l'U.E.B.L.*, cette ventilation en trois titres principaux est appliquée. On y retrouve, en effet:

- les transactions sur biens et services;
- les transferts;
- les mouvements de capitaux.

8. LA VENTILATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS PAR SECTEURS

L'analyse des relations économiques internationales impose, outre une ventilation des

⁽¹⁾ Ces services sont aussi appelés «revenus de facteurs» dans les comptes nationaux.

opérations de la balance des paiements par titres principaux, une ventilation par secteurs. En effet, un même type d'opérations peut être déterminé par des motifs différents selon les secteurs auxquels appartiennent les agents économiques concernés. Traditionnellement, les balances des transferts et des mouvements de capitaux sont ventilées par secteurs, alors que la balance des biens et services ne l'est pas ⁽²⁾.

En règle générale, les schémas de balance des paiements distinguent deux secteurs de base:

- le secteur public;
- le secteur privé.

En outre, les schémas de balance des paiements font, du moins en ce qui concerne les mouvements de capitaux à court terme, la distinction entre:

- le secteur monétaire;
- le secteur non monétaire.

Le secteur monétaire comprend en général:

- les autorités monétaires (banque centrale, fonds de stabilisation des changes et, dans la mesure où il effectue des opérations monétaires, le Trésor);
- les banques commerciales.

L'affectation d'une opération à l'un ou l'autre secteur est fonction le plus souvent de la qualité de l'agent résident. Selon le type d'opération dont il s'agit, l'affectation sectorielle est effectuée en appliquant un des deux critères généraux proposés par le F.M.I.: le critère du «co-contractant résident» ou celui du «débiteur (ou créateur) résident» ⁽³⁾.

La répartition des transactions par secteur pose des problèmes dans deux cas en particulier:

- un résident cède à un non-résident un titre dont il n'est pas le débiteur (par exemple: un titre émis par le gouvernement national est vendu à un non-résident par un résident du secteur privé). Cette opération peut être attribuée au secteur privé auquel appartient le résident qui y a participé, ou au secteur public auquel appartient le débiteur intérieur. Dans le premier cas, on aura appliqué à l'unité résidente le critère du «co-contractant intérieur» et, dans le second, celui du «débiteur intérieur»;
- un résident acquiert une créance sur l'étranger et ensuite la cède à un autre résident appartenant à un secteur intérieur différent (par

⁽²⁾ La seule exception est constituée par le poste «Transactions des pouvoirs publics non reprises ailleurs».

⁽³⁾ Ces critères sont également appliqués pour la ventilation géographique des opérations; ils sont alors respectivement appelés «critère du co-contractant étranger» et «critère du débiteur (ou créateur) étranger».

exemple: une banque commerciale achète un titre public étranger et ensuite le cède à une entreprise). Cette seconde transaction, qui est intervenue entre deux résidents, peut soit être négligée en vertu du critère du «co-contractant intérieur», soit être enregistrée comme achat d'un actif étranger par le secteur «entreprises» et comme vente du même actif par le secteur «banques commerciales», en application du critère du «créditeur intérieur».

Dans la *balance des paiements de l'U.E.B.L.*, la distinction par secteurs est établie de la manière suivante:

- au niveau des transactions sur biens et services: une rubrique «Transactions des pouvoirs publics» est distinguée;
- au niveau des transferts: une ventilation est effectuée entre les transferts privés et les transferts publics;
- au niveau des mouvements de capitaux: une subdivision est établie entre:
 - les capitaux des pouvoirs publics,
 - les capitaux des entreprises et particuliers.

Les pouvoirs publics regroupent les agents économiques qui font partie du secteur «État» au sens des comptes nationaux. Ils sont répartis entre deux sous-secteurs:

- l'État;
- les autres pouvoirs publics.

Les entreprises et particuliers regroupent tous les autres agents économiques, hormis les organismes principalement monétaires. Ce secteur est subdivisé entre deux sous-secteurs:

- les entreprises publiques;
- les entreprises privées et particuliers.

Parmi les entreprises publiques, une distinction est opérée entre:

- les organismes publics d'exploitation ⁽¹⁾,
- les intermédiaires financiers du secteur public ⁽¹⁾.

Sont recensées «au-dessous de la ligne», comme postes de financement de la balance, les opérations des organismes principalement monétaires (belges et luxembourgeois). Une distinction est opérée en ce qui concerne ces organismes entre:

- les banques belges et luxembourgeoises;
- les organismes divers;
- la Banque Nationale de Belgique.

Les organismes divers comprennent l'Office des Chèques Postaux et l'Institut de Réesc compte et de Garantie (pour la partie «monétaire» des opérations de ce dernier organisme, c'est-à-dire celles

⁽¹⁾ Une définition de ces organismes est donnée au Chapitre II «Définition des postes et établissement de la balance» (cf. rubriques 4.1 et 4.2).

qui sont financées au moyen de ressources provenant d'organismes monétaires).

En ce qui concerne les critères d'attribution des opérations aux secteurs, le principe général est celui du «secteur bénéficiaire, ou originaire, des mouvements de fonds recensés»; autrement dit, la balance des paiements s'attache à faire apparaître les secteurs où sont allées les entrées de fonds ou d'où sont venues les sorties.

Le principe général énoncé ci-dessus souffre toutefois des exceptions, notamment dans le cas des transactions sur titres publics belges et luxembourgeois. Tous les achats et souscriptions, par des étrangers, d'obligations émises par le secteur public intérieur sont attribués à ce secteur (même si celui-ci n'est pas le secteur bénéficiaire des entrées de fonds recensées). De la même façon, tous les remboursements à des étrangers et ventes par des étrangers d'obligations du secteur public intérieur sont attribués à ce secteur (même si celui-ci n'est pas le secteur originaire des sorties de fonds recensées).

Par ailleurs, les participations de l'État au Fonds Monétaire International sont attribuées à la banque centrale, conformément aux recommandations du F.M.I.

9. LA VENTILATION GÉOGRAPHIQUE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

La ventilation géographique de la balance des paiements d'un pays présente une valeur analytique. Elle peut, en effet, fournir des précisions quant aux transactions de ce pays, d'une part avec ses principaux partenaires repris individuellement, d'autre part avec des groupes de pays ayant des caractéristiques économiques communes (par exemple, pays industrialisés, pays en voie de développement) ou classés selon leur appartenance à une organisation internationale (par exemple, pays de la C.E.E. ou de l'O.C.D.E.), à une zone monétaire commune (par exemple, pays de la zone sterling), à un cadre géographique (par exemple, pays africains), etc.

L'affectation géographique des opérations recensées dans la balance des paiements peut être fondée sur divers critères:

- la *résidence du co-contractant étranger*: selon ce principe, une opération donnée est attribuée au pays ou au groupe de pays où réside la partie étrangère, qui est le partenaire direct dans cette opération. Ce principe est applicable à toutes les rubriques de la balance des paiements. En ce qui concerne les opérations sur marchandises et services, il peut prendre deux formes: l'attribution géographique peut être liée à l'aspect «financier» des transactions ou à leur aspect «réel», qui ne

coïncident pas si des intermédiaires interviennent. Dans le premier cas, une transaction est attribuée au pays de résidence de l'acheteur ou du vendeur étranger, dans le second, au pays, soit de destination ou de consommation, soit de provenance, d'origine ou de production;

● la *résidence du débiteur (ou du créancier) étranger*: selon ce principe, dont l'application se limite aux mouvements de capitaux, une transaction donnée est attribuée au pays ou au groupe de pays où réside le débiteur ou le créancier étranger, que celui-ci soit ou ne soit pas la partie étrangère participant à la transaction (par exemple, une transaction entre un résident du pays qui établit la balance et un résident de la Suisse sur une valeur mobilière émise par un résident des États-Unis, n'est pas imputée à la Suisse mais aux États-Unis, étant donné qu'une créance sur les États-Unis est acquise par un résident du pays qui établit la balance);

● la *monnaie dans laquelle la transaction est effectuée*: ce principe n'est retenu que lorsque l'information requise pour l'application des deux critères précédents n'est pas disponible (par exemple, pour établir la répartition géographique de certains éléments du poste «Voyages»).

Dans la *balance des paiements de l'U.E.B.L.*, le choix des zones géographiques est basé essentiellement sur la ventilation prévue par le schéma unifié O.C.D.E.-F.M.I., mais on a isolé, en outre, un groupe de pays qui présentent, pour la Belgique, un intérêt particulier: la République du Zaïre, le Rwanda et le Burundi.

La ventilation géographique est la suivante:

- États-Unis,
- Canada,
- Pays membres de la C.E.E.,
- Espagne, Grèce, Turquie,
- Autres pays européens membres de l'O.C.D.E.,
- Japon,
- Australie, Nouvelle-Zélande,
- République Sud-Africaine,
- Pays à économie centralement planifiée ⁽¹⁾,
- Pays producteurs de pétrole ⁽²⁾,
- République du Zaïre, Rwanda, Burundi,
- Autres pays,
- Institutions européennes et internationales,
- Opérations non ventilées.

Le critère utilisé pour ventiler géographiquement la balance des paiements de l'U.E.B.L. a été, en règle générale, le «pays de résidence de l'étranger qui a reçu ou ordonné le paiement». C'est donc

⁽¹⁾ Pays du Comecon, République populaire de Chine, Albanie, Nord-Vietnam, Corée du Nord.

⁽²⁾ Algérie, Antilles néerlandaises, Arabie saoudite, Bahrein, Émirats arabes (Union des), Indonésie, Irak, Iran, Koweït, Libye (République arabe de), Nigéria, Oman, Qatar, Trinidad et Tobago, Venezuela.

l'aspect financier du principe de la résidence du co-contractant étranger qui constitue le critère de base.

Toutefois, les exportations et les importations ont été ventilées selon le pays de destination et celui de provenance, c'est-à-dire en fonction de l'aspect «réel» du principe précité.

Les opérations en billets de banque étrangers et en chèques de voyage étrangers ont été ventilées selon le pays de la banque débitrice finale.

Les paiements pour lesquels on ne disposait d'aucune indication valable concernant le pays de résidence des étrangers qui les avaient reçus ou ordonnés, ont été groupés dans la colonne «Opérations non ventilées». C'est le cas, notamment, des opérations d'arbitrage. En principe, le bénéfice résultant d'une transaction d'arbitrage peut être considéré comme étant réalisé vis-à-vis du pays qui a acheté la marchandise. Mais cette affectation suppose que l'on puisse dégager le bénéfice réalisé sur chaque vente, c'est-à-dire déduire des recettes brutes enregistrées le montant des marchandises achetées ainsi que des autres paiements effectués à l'étranger. En l'absence de renseignements de la sorte, on a repris la totalité des recettes nettes sur opérations d'arbitrage à la colonne «Opérations non ventilées».

Il n'a pas été possible de ventiler géographiquement la totalité des émissions et remboursements, d'effets publics à court terme en monnaies étrangères souscrits à l'origine par des banques situées en U.E.B.L.; on les a, dès lors, répartis par monnaie. Les prélèvements et remboursements sur emprunts publics à plus d'un an ont été ventilés géographiquement, dans la mesure où l'on connaissait le pays de résidence du premier souscripteur étranger.

Il convient de souligner qu'en ce qui concerne les mouvements de capitaux en général, leur ventilation par zone, basée sur le pays de résidence de la personne qui a reçu ou ordonné le paiement, perd de plus en plus de sa signification au fur et à mesure de l'internationalisation des marchés financiers, le pays du donneur d'ordre ou du bénéficiaire n'étant pas nécessairement celui d'où proviennent ou celui où vont les fonds. C'est ainsi, par exemple, que le déficit enregistré au cours d'une année vis-à-vis d'un pays au titre des «investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger: valeurs mobilières» ne signifie pas nécessairement que ce pays ait bénéficié d'un apport de fonds ni même que les résidents de l'U.E.B.L. aient souscrit à des valeurs de ce pays à due concurrence. Il peut, en effet, avoir été influencé considérablement par le mode de versement des fonds récoltés à l'occasion de l'émission d'emprunts internationaux. Une réserve

analogue vaut pour les autres placements et pour les investissements directs en raison, par exemple, des relations financières qui existent entre les différentes filiales d'une maison étrangère ou encore parce que les sociétés à portefeuille ont tendance à s'établir dans certains pays ayant un régime fiscal avantageux. La répartition géographique du mouvement des capitaux doit donc être interprétée avec beaucoup de circonspection, car elle ne constitue, au mieux, qu'une indication partielle sur l'origine ou la destination des capitaux. Lorsque la discordance entre l'origine ou la destination apparentes et l'origine ou la destination réelles des fonds était manifeste, comme dans le cas de transactions entre sociétés à portefeuille établies dans des pays refuges, on a préféré ne pas effectuer de répartition géographique et inclure ces capitaux dans la colonne «Opérations non ventilées».

Par ailleurs, on notera que la rubrique d'«ajustement», qui assure l'équilibre comptable des opérations enregistrées dans la balance géographique des paiements de l'U.E.B.L., comprend, outre les erreurs et omissions proprement dites, ce qu'il est convenu d'appeler les «règlements multilatéraux» ⁽¹⁾. Les chiffres de cette rubrique sont calculés en faisant la différence, pour chaque entité géographique, entre, d'une part, le mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires et le refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger et, d'autre part, le solde des transactions sur biens et services, des transferts et des mouvements des capitaux des pouvoirs publics et des entreprises et particuliers.

10. LA NOTION DE «SOLDE» DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

La statistique de la balance des paiements étant construite comme un système d'enregistrement en partie double, toute transaction enregistrée doit être représentée par deux inscriptions strictement

(1) Ceux-ci, comme on le sait, couvrent essentiellement des règlements en devises tierces. A titre d'exemple, une partie des importations de produits pétroliers en provenance des pays de l'O.P.E.P. est réglée par l'U.E.B.L. en dollars des États-Unis. Cette diminution des avoirs en dollars est inscrite (en crédit) dans la balance avec les États-Unis. Par contre, la dépense figure (en débit) à la rubrique «Importations» dans la balance avec les pays de l'O.P.E.P. On est donc en présence d'une écriture de crédit dans la balance avec les États-Unis et d'une écriture de débit dans la balance avec les pays de l'O.P.E.P., qui n'ont, respectivement, aucune contrepartie; les deux balances sont donc déséquilibrées. Le poste des règlements multilatéraux permet de rétablir, dans chaque balance, l'équilibre rompu en effectuant une écriture de débit dans la première (États-Unis) et de crédit dans la seconde (pays de l'O.P.E.P.). En d'autres termes, les règlements multilatéraux constituent de simples écritures de contrepartie d'opérations enregistrées par ailleurs dans la balance des paiements.

égales mais de signe contraire, l'une positive (crédit), l'autre négative (débit). Par conséquent, le total net de toutes les inscriptions positives et négatives est égal en principe à zéro et les transactions s'équilibrent donc; toute différence qui se dégage en pratique est attribuable aux erreurs et omissions statistiques.

Dès lors, pour faire apparaître — et mesurer — un excédent ou un déficit de la balance des paiements, il est nécessaire d'isoler une partie des opérations dont la somme algébrique est considérée, compte tenu de l'objet de l'étude, comme constituant le solde, intéressant à dégager aux fins de cette étude, de la balance des paiements. Comme la totalité de la balance est équilibrée par construction, le solde des autres opérations a la même valeur absolue, mais un signe opposé. Traditionnellement, les spécialistes de la balance des paiements tracent une ligne horizontale entre les deux catégories d'opérations, divisant ainsi la balance des paiements en postes «au-dessus de la ligne» et en postes «au-dessous de la ligne». Ces derniers sont considérés comme les postes de financement du solde des postes «au-dessus de la ligne».

On peut donc définir un concept d'excédent ou de déficit de la balance des paiements en indiquant soit la catégorie d'opérations enregistrées «au-dessus de la ligne», soit la catégorie d'opérations inscrites «au-dessous de la ligne» ⁽²⁾. Et l'on peut mettre en évidence plusieurs concepts différents en traçant la ligne à différents endroits.

On distingue généralement cinq grands concepts:

- la balance des biens et services,
- la balance courante,
- la balance de base,
- la balance des mouvements non monétaires,
- la balance des règlements officiels.

a) La balance des biens et services est définie comme la somme des balances des biens et des services (y compris les services de facteurs). Le solde de cette balance mesure le transfert net de ressources réelles à destination ou en provenance du reste du monde.

b) La balance courante est traditionnellement définie comme la somme de la balance des biens et services et des transferts. Le solde de cette balance représente les transactions qui augmentent ou diminuent le stock d'avoirs financiers extérieurs nets d'une économie. Considérée du point de vue de l'épargne, la balance courante montre dans quelle mesure un pays exporte une

(2) Lorsque le solde du groupe d'opérations inscrites «au-dessus de la ligne» (ou «au-dessous de la ligne») est nul, la balance des paiements, prise au sens du concept retenu, est «en équilibre».

épargne intérieure ou fait appel à l'épargne étrangère.

c) La balance de base correspond, «au-dessus de la ligne», à la somme de la balance courante et des mouvements de capitaux à long terme et, «au-dessous de la ligne», au total des opérations en capital à court terme et des règlements officiels. Ce concept qui exclut donc, «au-dessus de la ligne», les transactions en capital à caractère instable et qui sont susceptibles de se renverser à bref délai, se veut un indicateur des tendances fondamentales de la balance des paiements. Il repose sur l'idée que les mouvements de capitaux à court terme ne laissent, sur une longue période, que de faibles soldes positifs ou négatifs. Selon ce point de vue, les changements dans le compte extérieur d'un pays, mesurés par les mouvements des règlements officiels, résulteraient, pour une large part, des variations de la balance de base. A l'encontre de cette conception, cependant, on peut faire valoir que les mouvements de capitaux à court terme ont eu souvent une répercussion importante sur la position de réserve de nombreux pays, de sorte que la balance de base seule aurait été un indicateur insuffisant des positions internationales de ces pays.

d) La balance des mouvements non monétaires correspond, «au-dessus de la ligne», à la somme de la balance de base et des mouvements de capitaux non monétaires à court terme (y compris le poste «erreurs et omissions») et, «au-dessous de la ligne», à la somme des opérations en capital à court terme des banques commerciales et des règlements officiels. Cette balance est un indicateur de l'incidence des opérations extérieures sur la liquidité intérieure. Elle représente, comme la balance des règlements officiels, un concept de balance «globale».

e) La balance des règlements officiels correspond, «au-dessus de la ligne», à la somme de la balance des mouvements non monétaires et des opérations en capital à court terme des banques commerciales et, «au-dessous de la ligne», au total des règlements officiels, c'est-à-dire les variations des réserves officielles de change. C'est le concept de «balance globale» le plus couramment utilisé. Dans un système de cours de change fixes, la balance des règlements officiels d'un pays est un indicateur de la position de sa monnaie sur le marché des changes, puisque les pressions de ce marché se reflètent principalement dans les variations des réserves officielles de change. Dans un système de cours flottants, par contre, la balance des règlements officiels est un indicateur beaucoup moins significatif des pressions des marchés des changes, puisque celles-ci se traduisent par des variations des cours de change, des variations des réserves officielles ne se

produisant qu'en cas d'intervention des autorités monétaires.

Dans la *balance des paiements de l'U.E.B.L.*, les opérations isolées pour déterminer le solde global font apparaître dans quelle mesure les transactions avec l'étranger ont donné lieu à une création, ou à une destruction, de liquidités ⁽¹⁾. Ce solde correspond donc à un concept de «balance des mouvements non monétaires».

«Au-dessus de la ligne», le solde global de la balance de l'U.E.B.L. correspond au total des titres suivants:

- Transactions sur biens et services,
- Transferts,
- Mouvement des capitaux des pouvoirs publics,
- Mouvement des capitaux des entreprises ⁽²⁾ et particuliers,
- Erreurs et omissions (nettes).

«Au-dessous de la ligne», ce solde correspond au total des deux rubriques:

- Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de créances commerciales sur l'étranger,
- Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires.

Les montants qui apparaissent à la première rubrique reflètent les variations de l'encours des crédits à l'étranger accordés à leur origine par les banques belges et refinancés soit dans le marché belge auprès d'organismes non monétaires, soit à l'étranger ⁽³⁾.

La seconde rubrique, prise isolément, traduit l'incidence finale de toutes les opérations avec l'étranger sur la position extérieure — en or, en avoirs nets détenus auprès du F.M.I. et sur le F.E.C.O.M., en monnaies étrangères et en francs belges ou luxembourgeois — des systèmes monétaires belge et luxembourgeois, à l'exclusion de leurs créances et engagements réciproques.

Considérées ensemble, les deux rubriques indiquent le financement des transactions avec l'étranger qui a été assuré à l'origine par le système monétaire; il a donné lieu à une création égale d'engagements des organismes principalement monétaires; celle-ci a ensuite été réduite à concurrence du refinancement opéré auprès d'organismes non monétaires. Le montant de ce financement équivaut au total des transactions recensées «au-dessus de la ligne».

⁽¹⁾ Correspondant aux variations des engagements des organismes principalement monétaires.

⁽²⁾ Autres que les organismes principalement monétaires; les capitaux de ceux-ci sont recensés «au-dessous de la ligne».

⁽³⁾ Y compris le Luxembourg. En effet, la rubrique considérée comprend la partie, financée par les banques luxembourgeoises, des crédits commerciaux à l'étranger accordés à leur origine par les banques belges.

II — Définition des postes et établissement de la balance

REMARQUES PRÉLIMINAIRES

Pour définir les divers postes de la balance des paiements, on s'efforcera:

- de dégager, dans la mesure du possible, le critère général qui distingue des autres un poste déterminé, ce qui présuppose que ce poste est homogène;
- d'indiquer quels types d'opérations sont recensés dans un poste déterminé; cette façon de procéder, qui est seule susceptible de convenir pour la description des postes hétérogènes (que sont, par exemple, les postes «autres services» ou «transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs»), est utile aussi à l'analyse des postes homogènes.

Sauf mention expresse, les développements qui suivent se rapportent à la balance des paiements de l'U.E.B.L. selon la première version du schéma national.

1. TRANSACTIONS SUR BIENS ET SERVICES

1.1 Opérations sur marchandises

Sont enregistrés sous cette rubrique:

- tous les règlements intervenus, au cours de la période de référence, entre résidents de l'U.E.B.L. et non-résidents au titre de transactions sur biens meubles, et qui ont été effectués par l'intermédiaire du système bancaire belge et luxembourgeois;
- certaines transactions n'ayant pas fait l'objet de tels règlements mais que l'on incorpore en plus de ceux-ci, afin de corriger, dans une certaine mesure, ce que le recensement des seuls règlements bancaires a d'incomplet. Ces transactions concernent:
 - les opérations sur marchandises qui ont comme contrepartie des crédits commerciaux qui peuvent être recensés,
 - certains dons en nature,
 - des achats et ventes de marchandises réglés au moyen de billets de banque.

L'enregistrement des opérations sur marchandises selon les principes exposés ci-avant a comme conséquence que:

- certaines opérations sur marchandises ne sont pas reprises dans la balance des paiements de l'U.E.B.L.;
- certaines opérations sur marchandises sont reprises sous une rubrique non appropriée;
- certaines opérations sur marchandises sont correctement enregistrées quant au poste, mais non quant à la période de référence;
- certaines opérations qui ne constituent pas des transactions sur marchandises sont reprises avec celles-ci.

a) OPÉRATIONS SUR MARCHANDISES NON REPRISES DANS LA BALANCE DES PAIEMENTS

- les transactions de troc;
- les dons en nature, pour lesquels on ne dispose pas de données permettant de les recenser;
- les opérations sur marchandises qui font l'objet de compensations;
- les opérations sur marchandises qui financent des investissements directs réalisés sous forme d'apports en nature;
- et, de façon générale, les opérations sur marchandises réglées en dehors du système bancaire de l'U.E.B.L. ou financées par des crédits commerciaux qui n'ont pu être recensés.

b) OPÉRATIONS SUR MARCHANDISES REPRISES SOUS UNE RUBRIQUE NON APPROPRIÉE

C'est le cas, notamment, de certaines opérations réglées au moyen de billets de banque et pour lesquelles une estimation n'a pas pu être effectuée ou n'a pu l'être que partiellement. Ces opérations figureront alors sous d'autres rubriques (par exemple, dans les «Déplacements à l'étranger»).

c) OPÉRATIONS SUR MARCHANDISES CORRECTEMENT ENREGISTRÉES QUANT À LA RUBRIQUE MAIS NON QUANT À LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE

C'est le cas du renvoi de marchandises non conformes. Les remboursements effectués sont

recensés parmi les opérations sur marchandises à la date du paiement:

- en cas de retours à des résidents de marchandises non conformes, qui ont donné lieu antérieurement à un règlement bancaire, les montants remboursés par ces résidents sont ajoutés aux règlements d'importations de la période en cours, au lieu d'être soustraits des règlements d'exportations de la période antérieure;
- en cas de renvois à des étrangers de marchandises non conformes, qui ont donné lieu antérieurement à un règlement bancaire, les montants remboursés par ces étrangers sont ajoutés aux règlements d'exportations de la période en cours au lieu d'être soustraits des règlements d'importations de la période antérieure.

d) OPÉRATIONS NE CONSTITUANT PAS DES TRANSACTIONS SUR MARCHANDISES ET QUI SONT REPRISES AVEC CELLES-CI

- i) Étant donné que la balance des paiements de l'U.E.B.L. est basée principalement, ainsi qu'il a été dit, sur les règlements bancaires, les montants des paiements afférents aux opérations sur marchandises reflètent non seulement les mouvements réels de celles-ci, mais également les variations de leurs termes de paiement. Ces variations devraient être recensées comme mouvement de capital et non de marchandises ⁽¹⁾.
- ii) Dans la balance des paiements de l'U.E.B.L., la valeur des marchandises importées et exportées reflète les conditions de règlement de chaque transaction: une opération réglée f.o.b. est reprise à sa valeur f.o.b., une opération réglée c.a.f. est reprise à sa valeur c.a.f. De ce fait, une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises se trouve englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique «Exportations et importations».

Par ailleurs, pour des raisons qui ne sont pas liées aux modalités d'enregistrement adoptées par l'U.E.B.L., des transactions sont omises de la rubrique «Opérations sur marchandises» en conformité avec les instructions du Manuel du F.M.I. Il s'agit:

- des achats et ventes de «provisions de bord». Ces transactions figurent à la rubrique 1.4 «Autres frais de transport»;
- des biens achetés à l'étranger par les pouvoirs publics et, en U.E.B.L., par les gouvernements étrangers et les institutions internationales: ces opérations sont recensées sous la rubrique 1.7

⁽¹⁾ Une estimation de ces variations est faite dans le tableau figurant à l'annexe IV, qui expose la méthode d'estimation des exportations et importations de marchandises sur une base de transactions.

«Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs»;

- de certains achats effectués par les voyageurs qui sont inclus dans la rubrique 1.5 «Déplacements à l'étranger».

1.11 Exportations et importations

Cette rubrique couvre à la fois les règlements bancaires recensés par l'I.B.L.C. et divers ajustements apportés par la Banque Nationale aux montants de ces règlements.

a) RÈGLEMENTS BANCAIRES RECENSÉS PAR L'I.B.L.C.

Sur la base des déclarations des banques agréées belges et luxembourgeoises, l'I.B.L.C. recense les règlements bancaires relatifs, au cours d'une période déterminée, à des biens meubles dont la propriété est transférée d'un résident à un non-résident ou vice versa.

b) AJUSTEMENTS APPORTÉS PAR LA BANQUE NATIONALE

Aux montants des règlements précités, la Banque Nationale apporte certains ajustements en vue de reprendre sous la rubrique 1.11 «Exportations et importations» la valeur de certaines opérations qui, soit échappent aux recensements de l'I.B.L.C., soit sont comptabilisées par ce dernier sous des rubriques ou à des dates non appropriées.

Ces ajustements sont apportés afin de rapprocher, dans une certaine mesure, la balance établie par la Banque Nationale d'une balance sur base des transactions.

1. Ajustements pour opérations non recensées par l'I.B.L.C.

i) Crédits commerciaux accordés ou reçus

Les crédits commerciaux à l'exportation accordés par des résidents et les crédits commerciaux à l'importation reçus par eux au cours d'une période déterminée correspondent à des exportations et à des importations qui ont été effectuées pendant la période considérée, mais dont le règlement n'a pas eu lieu au cours de cette même période. La valeur de ces exportations et importations n'est donc pas recensée par l'I.B.L.C. Pour tenir compte autant que possible de ces opérations, la Banque Nationale ajoute aux montants des règlements d'exportations et d'importations enregistrés par l'I.B.L.C. l'accroissement des exportations et importations effectuées à crédit qui peuvent être recensées; de la même façon, elle soustrait des règlements enregistrés par l'I.B.L.C. la diminution des opérations à crédit qui peuvent être saisies.

En fait, les opérations d'achat ou de vente assorties de crédits commerciaux dont on peut tenir compte sont celles qui ont donné lieu à des variations du montant des engagements d'acceptation des banques belges et luxembourgeoises envers l'étranger, ou de l'encours des crédits d'escompte

et d'acceptation à l'exportation octroyés par des banques belges.

En pratique, les ajustements sont effectués de la manière suivante:

● aux recettes d'exportation recensées par l'I.B.L.C. au cours d'une période déterminée, est ajouté le montant de l'augmentation, au cours de cette période, de l'encours des crédits à l'exportation accordés à leur origine par le système bancaire belge sous forme d'acceptation ou d'escompte d'effets commerciaux; lorsque l'encours de tels crédits a diminué (par suite de remboursements de crédits accordés antérieurement), le montant de cette diminution est soustrait des recettes d'exportations.

En contrepartie du montant net des crédits commerciaux à l'exportation, qui sont ainsi ajoutés aux (ou déduits des) recettes d'exportations recensées par l'I.B.L.C., un montant globalement équivalent est enregistré:

— à la rubrique 6.1 «Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de créances commerciales sur l'étranger», à concurrence de la variation de l'encours des crédits bancaires à l'exportation financés en dehors des organismes précités;

— à la rubrique 6.2 «Mouvement des avoirs extérieurs net des organismes principalement monétaires», à concurrence de la variation de l'encours des crédits bancaires à l'exportation financés par les organismes précités;

● aux dépenses d'importation recensées par l'I.B.L.C. pendant une période déterminée est ajouté le montant de l'augmentation, au cours de cette même période, des engagements d'acceptation des banques belges et luxembourgeoises envers l'étranger; lorsque l'encours de tels engagements a diminué (suite à des remboursements de crédits reçus antérieurement), le montant de cette diminution est soustrait des dépenses d'importation.

En contrepartie du montant net des crédits commerciaux à l'importation, qui sont ainsi ajoutés aux (ou déduits des) dépenses d'importation recensées par l'I.B.L.C., un montant équivalent est enregistré à la rubrique 4.324 «Autres investissements et placements étrangers en U.E.B.L.».

ii) Dons en nature

Il s'agit essentiellement des fournitures de céréales effectuées par le gouvernement belge dans le cadre de l'aide alimentaire aux pays en voie de développement. Ces fournitures, qui sont achetées à des producteurs belges, sont ajoutées aux règlements d'exportations recensés par l'I.B.L.C. En contrepartie de la valeur de ces fournitures, un montant équivalent est inscrit, en dépenses, à la rubrique 2.2 «Transferts publics».

2. Ajustements pour opérations recensées par l'I.B.L.C. sous une rubrique non appropriée

Ces ajustements concernent les achats et ventes de marchandises réglés au moyen de billets de banque.

Dans les statistiques de l'I.B.L.C., les mouvements de billets entre l'U.E.B.L. et l'étranger sont comptabilisés sous une rubrique globale unique «Billets» sans distinction suivant la nature des opérations qu'ils peuvent servir à financer ⁽¹⁾.

En ce qui concerne, en particulier, les opérations d'exportations et d'importations de marchandises, la Banque Nationale apporte aux règlements recensés par l'I.B.L.C. un ajustement qui résulte de son estimation de la part qui revient à de telles opérations dans le total des recettes et dépenses en billets. Cet ajustement concerne les achats et ventes de marchandises, que l'on estime être réglés en billets ⁽²⁾, entre l'U.E.B.L. d'une part, et divers pays étrangers d'autre part.

3. Ajustements pour opérations recensées par l'I.B.L.C. à une date non appropriée

Certains organismes publics d'exploitation financent leurs achats de biens d'équipement à l'étranger, notamment au moyen d'emprunts obtenus directement dans le pays d'achat des biens. Au fur et à mesure qu'ils doivent effectuer des règlements sur les biens achetés, ils prélèvent par tranches sur le montant de l'emprunt mis à leur disposition.

Du fait qu'aucun règlement entre résidents et non-résidents n'a lieu par l'entremise du système bancaire de l'U.E.B.L. au moment des prélèvements effectués par l'organisme public d'exploitation pour payer les biens achetés (les prélèvements sur l'emprunt étant effectués à l'étranger), l'I.B.L.C. ne recense aucune opération. Ce n'est qu'au moment où l'organisme public d'exploitation commence à rembourser le montant de l'emprunt obtenu (c'est-à-dire au moment où les fonds qu'il verse à son créancier transitent par le système bancaire de l'U.E.B.L.) que l'I.B.L.C. comptabilise des achats de marchandises.

La Banque Nationale adopte un traitement autre que celui de l'I.B.L.C. et recense la valeur des achats de biens d'équipement en question au moment où un résident acquiert des droits sur eux et non pas au moment où l'opération donne lieu à une variation des avoirs des banques de l'U.E.B.L. sur l'étranger.

(1) Recettes et dépenses de tourisme, achats et ventes de marchandises, paiements de salaires de travailleurs frontaliers, encaissements de coupons de titres étrangers, constitutions d'avoirs en comote bancaire à l'étranger, etc.

(2) Cette estimation est fondée sur des observations concernant les mouvements anormaux — par leurs fluctuations ou leur ampleur — de billets qui sont enregistrés et que l'évolution ou l'importance du tourisme ne peuvent à elles seules justifier.

1.12 Travail à façon

Sous cette rubrique, la Banque Nationale comptabilise tous les règlements bancaires relatifs à la transformation — en U.E.B.L. pour le compte de non-résidents et à l'étranger pour le compte de résidents — de marchandises n'ayant pas fait l'objet d'un transfert de propriété entre résidents et non-résidents.

Comme le critère de transfert de propriété n'est pas toujours aisé à appliquer, surtout dans le cas des transactions entre une maison-mère et ses filiales, le F.M.I. prescrit de considérer comme des achats et des ventes de marchandises, et non pas comme du travail à façon, toutes les expéditions internationales de marchandises entre une maison-mère et ses filiales en vue de leur transformation; le coût desdites opérations de transformation doit donc être exclu de la présente rubrique et les marchandises ayant fait l'objet de la transformation doivent être reprises pour leur valeur brute sous la rubrique «Exportations et importations».

Ce principe n'est toutefois pas appliqué uniformément dans la balance des paiements de l'U.E.B.L. Un certain nombre de marchandises expédiées entre maisons-mères et filiales sont considérées, en l'absence de statistiques qui permettraient de les identifier, comme donnant lieu à des opérations de transformation; le coût de ces dernières est dès lors enregistré sous la rubrique «Travail à façon».

1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)

Par «Opération d'arbitrage sur marchandises», l'I.B.L.C. (qui recourt à l'expression «opération de transit avec l'étranger») désigne l'achat d'une marchandise à un vendeur établi à l'étranger et la revente de cette marchandise à un acheteur établi à l'étranger, sans considération du fait que la marchandise passe ou non par le territoire de l'U.E.B.L. (1).

Le solde net de cette rubrique est égal à la différence entre, d'une part, le montant des ventes à l'étranger de marchandises achetées à l'étranger par des résidents et, d'autre part, le prix d'achat de ces marchandises augmenté des dépenses à l'étranger, que ces transactions occasionnent aux résidents. Il couvre, par conséquent, la marge bénéficiaire des transitaires belges et luxembourgeois et les frais qu'ils ont payés à d'autres résidents.

(1) A ces opérations, sont assimilées les interventions des résidents autres que les banques agréées dans le paiement, en francs ou en monnaies étrangères, d'opérations sur marchandises traitées entre pays étrangers.

1.14 Or non monétaire

Par or non monétaire, on désigne, en U.E.B.L., les avoirs en or qui ne sont pas détenus par la Banque Nationale. En particulier, l'or que les banques commerciales résidentes conservent pour compte propre est considéré comme de l'or non monétaire et non comme un élément de leurs avoirs extérieurs. Par conséquent, dans la balance des paiements, la rubrique «Or non monétaire» recouvre toutes les transactions sur or qui interviennent entre un non-résident et un résident autre que la Banque Nationale, pour autant que ces transactions aient fait l'objet d'un règlement bancaire.

Par ailleurs, il convient de souligner que l'or en pièces monnayées et en lingots peut être librement négocié en U.E.B.L. et importé ou exporté par toutes voies et sans limitation, à l'initiative de toutes personnes belges et étrangères. Dans la mesure où ces transactions ne jouissent pas de la même liberté dans certains pays étrangers, il est possible que des réexportations d'or non monétaire vers ceux-ci soient incluses dans les recettes d'autres rubriques que celle de l'or non monétaire. De ce fait, un déficit au titre de cette dernière rubrique peut être déterminé, pour une part du moins, par le transit destiné à alimenter la thésaurisation privée d'or à l'étranger.

1.2 à 1.8 Transactions sur services

Dans une balance des paiements basée principalement sur les règlements financiers, un certain nombre de recettes et de dépenses sont compensées et ne figurent donc dans les rubriques que pour leur solde net. Ces compensations, qui affectent les opérations sur marchandises, sont également fréquentes dans le domaine des services: elles peuvent s'opérer aussi bien entre des transactions relevant d'une même rubrique qu'entre des opérations qui devraient être recensées sous des rubriques différentes. De ce fait, il convient de faire preuve de prudence dans l'interprétation des données recensées.

1.2 Frets

Sont comptabilisés sous cette rubrique, les frais de transport de marchandises et les règlements afférents aux transports de marchandises effectués ou reçus par des entreprises de transport ou leurs agents établis en U.E.B.L.

On notera toutefois que les recettes et les dépenses au titre de cette rubrique ne comprennent qu'une partie des frets perçus et payés pour le transport de marchandises; l'autre partie n'a pu être dissociée des exportations et des importations auxquelles elle se rapporte et se trouve

donc englobée dans les recettes et les dépenses de la rubrique 1.11 «Exportations et importations».

Par ailleurs, les recettes comprennent certains frets payés à des résidents à l'occasion d'importations (qui auraient dû normalement être déduits des dépenses de la rubrique 1.11 précitée) ⁽¹⁾ et les dépenses comprennent certains frets payés à des étrangers à l'occasion d'exportations (qui auraient dû pareillement être déduits des recettes de la rubrique 1.11) ⁽²⁾.

1.3 Assurances pour le transport de marchandises

Sont enregistrés sous cette rubrique les règlements pour primes, frais, indemnités et dédommagements relatifs aux assurances de transport de marchandises.

Tout comme pour les frets, les recettes et les dépenses au titre de cette rubrique ne comprennent qu'une partie des assurances perçues et payées pour le transport de marchandises; l'autre partie n'a pu être dissociée des exportations et des importations auxquelles elle se rapporte et se trouve donc englobée dans les recettes et les dépenses de la rubrique 1.11 «Exportations et importations». Elles comprennent, par ailleurs, certaines assurances payées à des résidents ou à des étrangers à l'occasion d'importations ou d'exportations, qui auraient dû normalement être déduites des dépenses ⁽¹⁾ ou des recettes ⁽²⁾ de la rubrique «Exportations et importations».

1.4 Autres frais de transport

Cette rubrique comprend tous les règlements afférents à des activités de transport autres que celle de transport de marchandises: transports de personnes; frais de douane, d'entrepôt, de port, de remorquage, etc.; locations de navires et avions; achats et ventes de provisions de bord; frais d'entretien et de réparation de navires et avions.

⁽¹⁾ Les dépenses d'importations, en effet, peuvent comprendre le remboursement, par des importateurs étrangers, de certains frets et assurances payés par les exportateurs étrangers à des transporteurs et assureurs résidents. Cette surestimation des dépenses d'importations est compensée, au niveau du solde de l'ensemble des transactions sur biens et services, par le fait que les rubriques «frets» et «assurances» comprennent, en recettes, les montants perçus par les transporteurs et assureurs résidents.

⁽²⁾ Les recettes d'exportations, en effet, peuvent comprendre le remboursement, par des importateurs étrangers, de certains frets et assurances payés par les exportateurs résidents à des transporteurs et assureurs étrangers. Cette surestimation des recettes d'exportation est compensée, au niveau du solde de l'ensemble des transactions sur biens et services, par le fait que les rubriques «frets» et «assurances» comprennent, en dépenses, les paiements effectués par les exportateurs, pour le compte des importateurs étrangers, en faveur des transporteurs et assureurs étrangers.

1.5 Déplacements à l'étranger

Cette rubrique retrace l'évolution des recettes et des dépenses de tourisme. Ces chiffres comprennent des frais de voyage (à l'exclusion des frais de transport, comptabilisés sous la rubrique 1.4), de séjour, de cure, d'études.

L'enregistrement de ces montants se fait à partir des règlements bancaires recensés par l'I.B.L.C.; en outre, la Banque Nationale apporte deux ajustements importants.

1. Ajustement pour les opérations en billets

Ainsi qu'on l'a déjà exposé lors de la description de la rubrique 1.11 «Exportations et importations», la Banque Nationale considère que les opérations en billets couvrent non seulement des recettes et des dépenses de tourisme, mais aussi des achats et ventes de marchandises, des paiements de salaires de travailleurs frontaliers, des encaissements de revenus de placements et d'investissements et des mouvements de capitaux. En conséquence, la Banque Nationale procède à des estimations visant à ventiler les mouvements de billets entre ces diverses catégories de transactions.

Ainsi, une partie seulement des opérations en billets est estimée correspondre à des recettes et dépenses de tourisme.

2. Ajustement pour des dépenses au titre de l'assistance technique

Une partie des dépenses d'assistance technique du gouvernement belge est destinée à la formation intellectuelle (bourses d'études) ou professionnelle (stages) en U.E.B.L. de ressortissants de pays en voie de développement. En contrepartie de ces dépenses, qui figurent à la rubrique 2.2 «Transferts publics», la Banque Nationale enregistre un montant équivalent, en recettes, à la présente rubrique. On considère, en effet, que ces fonds ont été dépensés, au cours de leur séjour en U.E.B.L., par les étudiants et stagiaires bénéficiaires de cette forme d'assistance technique.

1.6 Revenus de placements et d'investissements

Sont comptabilisés sous cette rubrique tous les revenus de placements et d'investissements effectués par des résidents à l'étranger et par des non-résidents en U.E.B.L. ⁽³⁾.

⁽³⁾ Cf. Coupons, dividendes, rentes, intérêts (y compris les intérêts bancaires et ceux des emprunts extérieurs de l'État belge, mais à l'exclusion des intérêts dus par des importateurs, des exportateurs ou des transitaires à leurs vendeurs ou leurs acheteurs étrangers et vice versa; ces intérêts sont comptabilisés avec les autres frais commerciaux à la rubrique «Autres» services), produits de la location de biens meubles et immeubles, bénéfices d'exploitation, autres revenus mobiliers.

Il convient toutefois d'attirer l'attention sur les points suivants:

- les dépenses ne représentent que la partie des revenus non réinvestie dans les entreprises dont ils émanent; les recettes, quant à elles, ne comprennent que la partie des revenus de placements et d'investissements belges et luxembourgeois à l'étranger qui est rapatriée en U.E.B.L. sous des formes permettant d'identifier la nature de la transaction. En particulier, les bénéfices non distribués des sociétés étrangères en U.E.B.L. et ceux des sociétés belges et luxembourgeoises à l'étranger ne sont pas comptabilisés, faute de données statistiques;
- les données disponibles ne permettent pas d'opérer une distinction entre les revenus d'investissements directs et les autres revenus.

Aux montants des règlements recensés par l'I.B.L.C., la Banque Nationale apporte deux ajustements:

1. Ajustement pour les revenus encaissés ou payés par les institutions européennes établies en U.E.B.L.

Les statistiques de l'I.B.L.C. ne permettent pas d'identifier séparément les revenus perçus ou payés par les institutions européennes établies en U.E.B.L. En conséquence, la Banque Nationale utilise les données détaillées qui lui sont communiquées directement par les institutions précitées. Ces données concernent, d'une part, le montant des revenus que les institutions ont encaissés à la suite de prêts et placements effectués par elles en U.E.B.L. et, d'autre part, le montant des revenus qu'elles ont payés à des résidents détenteurs de titres d'emprunts émis par elles.

2. Ajustement pour des coupons encaissés en billets de banque

La Banque Nationale comptabilise à la rubrique «Revenus de placements et d'investissements» certains paiements en billets qui ont lieu entre l'U.E.B.L. et des pays étrangers. Ces paiements correspondent notamment aux montants estimés des encaissements de coupons par des résidents de l'U.E.B.L. dans les pays précités.

1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs

Il s'agit d'une rubrique résiduelle destinée à l'enregistrement des transactions des pouvoirs publics en biens, services et revenus non classés ailleurs. C'est ainsi que les transactions portant sur le matériel militaire ou concernant les intérêts des emprunts extérieurs de l'État sont enregistrées sous les rubriques appropriées (marchandises, revenus de placements et d'investissements).

Sous cette réserve, la présente rubrique inclut tous les règlements au titre:

- des paiements effectués ou reçus par les gouvernements belge et luxembourgeois et des paiements en faveur ou en provenance de gouvernements étrangers, concernant les représentations diplomatiques et consulaires, les pensions gouvernementales et les dépenses militaires;
- des opérations des institutions internationales établies en U.E.B.L. (Shape, Otan, institutions européennes).

Il ressort de ce qui précède que l'enregistrement des transactions repose sur le critère général suivant: il suffit qu'une des parties à la transaction soit un gouvernement (ou une organisation internationale) pour que la transaction soit recensée à la présente rubrique.

1.8 Autres

Il s'agit ici également d'une catégorie résiduelle comprenant tous les biens, services et revenus qui n'ont pas été classés ailleurs.

Ces transactions sont groupées sous deux intitulés principaux:

1.81 Travailleurs frontaliers

1.82 Autres

1.81 Travailleurs frontaliers

Pour l'établissement de la balance des paiements, les citoyens de pays étrangers, travaillant en U.E.B.L., sont considérés comme résidents de leur pays de provenance, si celui-ci est limitrophe de l'U.E.B.L. (¹), et comme résidents de l'U.E.B.L. dans le cas contraire. Réciproquement, les travailleurs belges et luxembourgeois à l'étranger restent résidents de l'U.E.B.L. du point de vue de la balance des paiements, si le pays qui les emploie est limitrophe de l'U.E.B.L.; ils sont considérés comme non-résidents dans le cas contraire.

Les résidents belges et luxembourgeois qui effectuent des prestations dans les pays limitrophes de l'U.E.B.L. sont, en effet, pour la plupart, des travailleurs frontaliers, qui rentrent fréquemment en U.E.B.L., où vivent leur famille, et où l'on peut estimer, dès lors, qu'ils ont conservé leur centre d'intérêt. Des considérations semblables peuvent être faites en ce qui concerne les travailleurs étrangers en provenance de pays limitrophes, qui effectuent des prestations en U.E.B.L.

Sont ainsi enregistrés sous la présente rubrique les règlements recensés par l'I.B.L.C. en

(¹) Sont limitrophes de l'U.E.B.L.: les Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne et la France.

provenance ou à destination de la France, de la République fédérale d'Allemagne et des Pays-Bas, au titre essentiellement de salaires et traitements, pensions (non gouvernementales) et prestations sociales.

A ces règlements sont ajoutés, en recettes, les montants estimés des rapatriements de salaires effectués en billets en provenance des pays limitrophes précités.

1.82 *Autres*

Cette rubrique regroupe les règlements recensés sous les intitulés principaux suivants:

- Redevances pour brevets et licences de fabrication et de marques, droits d'auteurs et de reproduction;
- Locations de films cinématographiques;
- Abonnements et cotisations;
- Services techniques et de gestion ⁽¹⁾;
- Courtages, commissions, frais de publicité et frais commerciaux divers;
- Contrats d'entreprises ⁽²⁾;
- Assurances ⁽³⁾.

2. TRANSFERTS

Sont regroupées sous ce titre les inscriptions formant la contrepartie comptable des prestations gratuites (c'est-à-dire sans contrepartie économique) enregistrées ailleurs dans la balance des paiements: ressources réelles (biens, services)⁽⁴⁾ et avoirs financiers cédés ou acquis sans obtenir ou donner en échange ni ressources réelles, ni avoirs financiers.

2.1 Transferts privés

Cette rubrique comprend les transferts non gouvernementaux, c'est-à-dire les transactions entre des agents économiques autres que les pouvoirs publics. Elle couvre trois grandes catégories de transactions:

- les transferts des migrants ⁽⁵⁾;

⁽¹⁾ Ce poste couvre les rétributions payées en contrepartie de l'assistance technique fournie par des entreprises étrangères à des résidents et vice versa, ainsi que les participations d'entreprises dans les frais de gestion de leur maison-mère.

⁽²⁾ Travaux exécutés à l'étranger par des résidents ou en U.E.B.L. par des non-résidents.

⁽³⁾ Il s'agit de toutes les assurances à l'exclusion des assurances pour le transport des marchandises (incluses dans la rubrique 1.3), des assurances vie, des assurances de capitalisation et des assurances crédit (incluses dans les rubriques 4.314 et 4.324).

⁽⁴⁾ Y compris les services des facteurs de production (revenus de facteurs).

⁽⁵⁾ Les transferts des migrants représentent les contreparties des flux de biens et des variations des avoirs financiers dues à la migration (changement de résidence) de particuliers d'une économie à l'autre.

- les envois de fonds des travailleurs;
- les autres transferts non gouvernementaux.

Sont recensés par l'I.B.L.C., au titre de «transferts de migrants», les transferts de fonds propres par des résidents de nationalité étrangère allant s'installer à l'étranger et les fonds transférés par des résidents de nationalité belge ou luxembourgeoise allant s'établir à l'étranger, ou par toutes personnes venant s'établir en U.E.B.L.

Les «envois de fonds des travailleurs» recensés par l'I.B.L.C. sont constitués par les paiements, en provenance ou à destination des pays non limitrophes de l'U.E.B.L. ⁽⁶⁾, au titre essentiellement de salaires, traitements, pensions (non gouvernementales) et prestations sociales diverses, ainsi que par les secours et soutiens versés à leur famille par les travailleurs étrangers occupés en U.E.B.L. A ces règlements, sont ajoutés les montants estimés des fonds transférés dans leur pays d'origine par les fonctionnaires étrangers des organismes internationaux établis en U.E.B.L. ainsi que les rémunérations dont disposent en Belgique les Belges exerçant des activités d'assistance technique dans les pays en voie de développement.

Les «autres transferts non gouvernementaux» compris dans la présente rubrique sont constitués par les dons, lots, héritages, etc. recensés par l'I.B.L.C.

2.2 Transferts publics

Cette rubrique groupe tous les transferts gouvernementaux sans contrepartie, c'est-à-dire les transactions:

- soit entre le gouvernement belge ou luxembourgeois et un gouvernement étranger (ou une organisation internationale),
- soit entre le gouvernement belge ou luxembourgeois et des non-résidents autres que des gouvernements (ou des organisations internationales),
- soit entre des gouvernements étrangers (ou des organisations internationales) et des résidents

⁽⁶⁾ Ainsi qu'il a été dit, pour l'établissement de la balance des paiements, les citoyens belges et luxembourgeois qui travaillent dans des pays non limitrophes de l'U.E.B.L. sont considérés comme résidents du pays employeur. Réciproquement, les travailleurs étrangers originaires de pays non limitrophes qui viennent travailler en U.E.B.L., sont considérés comme des résidents. Dans le cas où le pays employeur et le pays d'origine sont géographiquement éloignés l'un de l'autre, on peut considérer en effet que le travailleur a son centre d'intérêt principal dans le pays où il occupe un emploi. On admet dès lors que tous les travailleurs en provenance de pays lointains (non limitrophes) transfèrent leur centre d'intérêt dans le pays employeur, et que les sommes qu'ils versent dans leur pays d'origine sont des économies et non des revenus. En conséquence, ces sommes sont enregistrées sous le présente rubrique.

autres que le gouvernement belge ou luxembourgeois.

Ainsi, sont enregistrés sous cette rubrique:

- les contributions des États belge et luxembourgeois aux organisations internationales;
- les dépenses d'assistance technique de l'État belge en faveur des pays en voie de développement;
- les impôts et amendes dus à l'État belge et à l'État luxembourgeois ou à des États étrangers;
- les dons effectués ou reçus par le gouvernement belge ou luxembourgeois;
- les transferts entre résidents et institutions européennes. Il s'agit notamment des versements du Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole aux agriculteurs résidents, et des contributions versées à la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier par les entreprises charbonnières et sidérurgiques de l'U.E.B.L.

3. MOUVEMENT DES CAPITAUX DES POUVOIRS PUBLICS

Cette rubrique groupe les opérations des agents économiques qui font partie du secteur «État» au sens des comptes nationaux, à savoir l'ensemble formé par le pouvoir central, les pouvoirs locaux et les organismes de sécurité sociale (à l'exception des fonds de pension).

Les opérations des pouvoirs publics sont réparties entre les postes «État» et «Autres pouvoirs publics».

3.1 État

Les opérations en capital de l'État sont constituées essentiellement par les prêts, participations et emprunts de l'État au sens strict, c'est-à-dire le Trésor ⁽¹⁾.

3.11 Engagements

Les engagements de l'État envers l'étranger sont répartis entre les rubriques 3.111 «Amortissements contractuels» et 3.112 «Autres opérations» ⁽²⁾.

Les «Amortissements contractuels» correspondent aux remboursements sur emprunts à long terme effectués selon une procédure d'amortissements échelonnés.

⁽¹⁾ Aux dettes de l'État sont toutefois assimilées les dettes du Fonds des Routes.

⁽²⁾ Une répartition des engagements selon leur terme (à plus d'un an et à court terme) est publiée annuellement dans le Bulletin de la Banque à l'occasion de la parution de l'article sur la balance des paiements de l'U.E.B.L.

Les «Autres opérations» comprennent, en dépenses, les remboursements (non contractuels) de dettes et, en recettes, les entrées au titre des engagements à court et à long terme contractés par l'État.

On notera ici que le mouvement des engagements de l'État envers l'étranger ne doit pas être confondu avec celui de la dette publique en monnaies étrangères. D'une part, les engagements de l'État envers l'étranger comprennent la dette publique en francs que l'on sait être logée à l'étranger. D'autre part, la dette publique en monnaies étrangères ne représente pas, à due concurrence, un engagement de l'État envers l'étranger, car une partie de cette dette est logée dans les banques en Belgique. Un engagement de l'espèce correspond à une transaction entre un résident (le Trésor belge) et d'autres résidents (les banques belges), et n'est donc pas recensé comme tel dans la balance des paiements. Toutefois, pour financer leur portefeuille de titres de la dette publique en monnaies étrangères, les banques belges contractent normalement des engagements en devises envers leurs correspondants étrangers. Dans la balance des paiements, ce recours indirect de l'État aux marchés étrangers, du fait qu'il implique un endettement des banques envers l'étranger, se traduit par une diminution de leurs avoirs extérieurs nets, qui trouve, toutes autres choses étant égales, sa contrepartie dans une progression de ceux de la Banque Nationale (le Trésor cède en effet à la Banque les monnaies étrangères qu'il a acquises des banques). En d'autres termes, la souscription par les banques belges d'une dette en monnaies étrangères de l'État ne se traduit, dans la balance des paiements, que par une modification de la répartition des avoirs extérieurs nets entre les divers organismes monétaires ⁽³⁾.

3.12 Avoirs

Les avoirs de l'État sur l'étranger comprennent essentiellement les prêts à des États étrangers et les participations au capital d'organismes financiers internationaux (autres que le Fonds Monétaire International) ⁽⁴⁾.

⁽³⁾ Si l'augmentation du portefeuille des banques belges (au lieu de correspondre à une dette nouvelle de l'État) représente un simple rapatriement d'une dette en monnaies étrangères logée à l'étranger, les engagements du Trésor envers l'étranger se réduisent et la balance des paiements enregistre, dans ce cas, en contrepartie de la diminution des avoirs extérieurs nets des banques, une dépense au titre des engagements de l'État.

⁽⁴⁾ Une ventilation des avoirs selon leur terme est publiée annuellement dans le Bulletin de la Banque lors de la parution de l'article sur la balance des paiements de l'U.E.B.L.

3.2 Autres pouvoirs publics

Les «Autres pouvoirs publics» sont essentiellement les pouvoirs locaux (provinces et communes) ainsi que les organismes de sécurité sociale (à l'exception des fonds de pension).

Les opérations de ces pouvoirs publics sont réparties entre les rubriques 3.21 «Engagements» et 3.22 «Avoirs». ⁽¹⁾

4. MOUVEMENT DES CAPITAUX DES ENTREPRISES ET PARTICULIERS

Le secteur «Entreprises et particuliers» comprend toutes les entreprises (autres que les organismes principalement monétaires), tant privées que publiques, et les particuliers.

Les entreprises publiques sont groupées sous deux rubriques distinctes: «Organismes publics d'exploitation» et «Intermédiaires financiers du secteur public».

Les entreprises privées et les particuliers sont groupés dans la rubrique «Secteur privé».

4.1 Organismes publics d'exploitation

Cette rubrique comprend les entreprises publiques non financières, c'est-à-dire les organismes non financiers exerçant une activité d'entrepreneur, mais qui sont placés sous la tutelle ou l'autorité de l'État ou des pouvoirs subordonnés (par exemple, la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Sabena, la Régie des Télégraphes et des Téléphones).

Les opérations recensées concernent essentiellement, en recettes, le produit des emprunts contractés à l'étranger par ces organismes et, en dépenses, les remboursements de ces emprunts ⁽²⁾.

4.2 Intermédiaires financiers du secteur public

Cette rubrique englobe:

- les organismes publics de crédit non monétaires, c'est-à-dire les intermédiaires financiers de statut public exerçant des fonctions non monétaires, dont l'objet est essentiellement d'accorder des crédits spécifiques (par exemple, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie);

⁽¹⁾ Tout comme pour l'État, une ventilation des opérations des autres pouvoirs publics, suivant leur terme, est publiée dans l'article annuel du Bulletin de la Banque consacré à la balance des paiements de l'U.E.B.L.

⁽²⁾ Tout comme pour les pouvoirs publics, une ventilation des opérations suivant le terme est effectuée dans l'article annuel du Bulletin consacré à la balance des paiements de l'U.E.B.L.

- les placeurs institutionnels du secteur public, c'est-à-dire les intermédiaires financiers de statut public, dont la mission première est de recueillir et de gérer des fonds de façon à leur allouer une rémunération (par exemple, la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, les fonds de pension);
- le Fonds des Rentes, organisme public chargé de la régularisation du marché des titres du secteur public et de celui de l'argent au jour le jour.

Les opérations de ces organismes avec l'étranger consistent essentiellement en des emprunts d'argent au jour le jour ou sous forme d'émissions d'obligations. Une ventilation des opérations selon le terme est effectuée dans l'article annuel déjà cité du Bulletin de la Banque.

4.3 Secteur privé

Le secteur privé comprend toutes les entreprises privées (autres que les organismes principalement monétaires) et les particuliers.

Les opérations en capital de ce secteur font l'objet d'une répartition entre, d'une part, les investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger (rubrique 4.31) et, d'autre part, les investissements et placements étrangers en U.E.B.L. (rubrique 4.32). Chacune de ces deux catégories de capitaux est ensuite ventilée entre les sous-rubriques «Valeurs mobilières», «Investissements directs», «Immeubles» et «Autres».

On notera que ne sont pas recensés, faute de données statistiques, les flux de capitaux au titre d'opérations imputées d'investissement direct correspondant aux bénéficiaires non distribués des sociétés (cf: rubrique 1.6 «Revenus de placements et d'investissements»).

4.311 et 4.321 «VALEURS MOBILIÈRES» (CHIFFRES NETS)

Ces rubriques recouvrent, suivant l'expression consacrée, les investissements de portefeuille. Cette catégorie de placements comprend tous les achats et souscriptions, ventes et remboursements de titres étrangers ⁽³⁾ (rubrique 4.311) ou belges et luxembourgeois ⁽⁴⁾ (rubrique 4.321), mentionnés

⁽³⁾ Il faut entendre ici par titres étrangers les actions, parts et obligations émises par des États, organismes et sociétés étrangères ou par des organisations internationales, quelle que soit la monnaie en laquelle ces titres sont émis.

⁽⁴⁾ Il faut entendre ici par titres belges et luxembourgeois les actions, parts et obligations émises par le secteur privé belge ou luxembourgeois, quelle que soit la monnaie en laquelle ces titres sont émis.

Les obligations émises par le secteur public belge ou luxembourgeois sont recensées, avec les autres capitaux du secteur public, sous les rubriques 3.1 (État), 3.2 (Autres pouvoirs publics), 4.1 (Organismes publics d'exploitation) et 4.2 (Intermédiaires financiers du secteur public).

comme tels par le résident qui est partie à la transaction. Si des opérations en valeurs mobilières sont déclarées être une acquisition ou une cession de participations, elles sont incluses dans les rubriques 4.312 et 4.322 «Investissements directs».

On notera, par ailleurs, que les chiffres des transactions en valeurs mobilières sont des chiffres nets. En effet, les recettes et les dépenses brutes sont considérablement influencées par les arbitrages de titres (opérations simultanées d'achats et de ventes de titres différents) que l'on ne peut assimiler à des placements nouveaux, ni à des rapatriements de capitaux. Il s'ensuit que, sauf peut-être si l'on veut apprécier le chiffre d'affaires en valeurs mobilières, seuls les soldes des rubriques doivent retenir l'attention.

4.312 et 4.322 «INVESTISSEMENTS DIRECTS»

Ces rubriques comprennent les transferts de fonds auxquels ont donné lieu les constitutions ou liquidations de sociétés, les acquisitions ou cessions de participations dans des sociétés ainsi que les octrois de prêts et d'avances ou les remboursements de ceux-ci.

Selon les principes du Manuel de la Balance des Paiements du F.M.I., tous les investissements destinés à créer ou accroître une forme d'intérêt permanent dans une entreprise doivent être considérés comme des investissements directs. L'investissement direct est donc caractérisé par le fait que l'investisseur jouit d'un certain contrôle sur la gestion de l'entreprise dans laquelle est effectué l'investissement.

Les constitutions ou liquidations de sociétés, ainsi que les acquisitions ou cessions de participations entrent indubitablement dans cette catégorie. En ce qui concerne les prêts, le schéma unique de la balance des paiements adopté par le Fonds Monétaire International et l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques considère comme investissements directs ceux de ces prêts qui sont accordés à des entreprises dites «associées». Les statistiques dont on dispose ne permettent toutefois pas d'établir cette distinction et tous les prêts ont, dès lors, été considérés comme des investissements directs. Les statistiques disponibles ne permettent pas davantage de distinguer les opérations de prêt à long terme des simples avances temporaires de fonds. En raison du peu de signification que représenterait l'enregistrement de flux bruts pour cette dernière catégorie de mouvements de capitaux, l'ensemble des prêts et avances octroyés et remboursés est comptabilisé en chiffres nets dans les rubriques 4.312 et 4.322 considérées.

4.313 et 4.323 «IMMEUBLES»

Sont comptabilisés sous ces rubriques tous les achats et ventes d'immeubles sis à l'étranger (rubrique 4.313) et en U.E.B.L. (rubrique 4.323), sans distinction quant au caractère commercial ou non commercial de ces immeubles.

4.314 et 4.324 «AUTRES» (CHIFFRES NETS)

Les autres mouvements de capitaux du secteur privé recensés sous ces rubriques comprennent essentiellement les opérations suivantes: les constitutions et rapatriements de dépôts (à l'exclusion de dépôts auprès de banques en U.E.B.L.); les souscriptions d'assurances-vie, d'assurances de capitalisation et d'assurances-crédits, et les capitaux et valeurs de rachat de telles assurances; les avals, cautions et garanties se rapportant aux opérations en capital; en outre, la rubrique 4.324 comprend les opérations de transit de capitaux effectuées par le canal des sociétés holdings établies au Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que les montants des crédits à l'importation financés par des places étrangères qui ont pu être recensés.

En raison du peu de signification que représenterait l'enregistrement de flux bruts pour l'ensemble des mouvements de capitaux précités (1), ceux-ci ne sont repris que pour leurs montants nets dans les rubriques 4.314 et 4.324 considérées.

5. ERREURS ET OMISSIONS

Il s'agit d'une rubrique d'ajustement qui assure l'équilibre comptable entre, d'une part, le total des transactions recensées «au-dessus de la ligne» (opérations courantes et mouvements de capitaux des secteurs non monétaires) et, d'autre part, les postes de financement de ce total (opérations des organismes monétaires belges et luxembourgeois). Cette rubrique recouvre, à côté des écarts comptables et erreurs et omissions proprement dites, diverses opérations qui, faute de pouvoir être identifiées d'une manière suffisamment précise, n'ont pu être ventilées entre les rubriques appropriées de la balance des paiements.

(1) Ainsi, les opérations des sociétés holdings luxembourgeoises (dont la fonction est de recueillir à l'étranger, notamment sous forme d'émissions d'obligations, des capitaux destinés aux sociétés fondatrices étrangères ou à leurs filiales établies à l'étranger) donnent lieu à d'importants flux bruts (entrées de capitaux en U.E.B.L. suivies de sorties). Ces flux n'ont de signification que pour leurs montants nets, car il s'agit de simples transits de capitaux.

6. FINANCEMENT DU TOTAL

6.1 Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de créances commerciales sur l'étranger

Les montants qui apparaissent à cette rubrique reflètent les variations de l'encours des crédits commerciaux en francs à l'étranger accordés à leur origine par les banques belges et refinancés soit dans le marché belge auprès d'organismes non monétaires, soit à l'étranger ⁽¹⁾.

6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires

6.21 Banques belges et luxembourgeoises

6.211 FRANCS BELGES ET LUXEMBOURGEOIS

6.212 MONNAIES ÉTRANGÈRES ⁽²⁾

6.22 Organismes divers

6.23 Banque Nationale de Belgique ⁽²⁾

Une ventilation des avoirs extérieurs nets des organismes précités, par principales catégories de créances et d'engagements, est publiée dans le Bulletin de la Banque à l'occasion de la parution de l'article annuel sur la balance des paiements de l'U.E.B.L. Cette ventilation est effectuée suivant le schéma ci-après:

A. Créances de:

1. Banque Nationale de Belgique

1.1 Or

Est comptabilisée sous cette rubrique l'encaisse en or de la Banque qui se trouve soit à la Banque même, soit sous dossier chez d'autres banques centrales à l'étranger.

1.2 Fonds Monétaire International

1.21 Participation

En vertu de la loi du 9 juin 1969, la Banque est autorisée à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres les droits que possède l'État belge comme membre du Fonds Monétaire International au titre de la partie de sa quote-part dans le Fonds qui excède les avoirs en francs belges de celui-ci. Bien qu'ils s'accompagnent d'encaissements et de souscriptions de certificats de trésorerie belge par le

Fonds, les prélèvements opérés par cet organisme sur ses avoirs en francs et les reconstitutions de ceux-ci apparaissent dans la balance des paiements de l'U.E.B.L. comme des variations de créances de la Banque Nationale et non pas comme des mouvements de capitaux de l'État, du fait que, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, la Banque assure, pour compte et à la décharge de l'État, le financement des opérations avec le F.M.I.; elle supporte les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. et reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le Fonds. Ce procédé de comptabilisation est conforme aux instructions du Manuel de la Balance des Paiements du F.M.I., qui considère toutes les opérations d'un pays avec le Fonds comme du ressort des organismes monétaires.

Le montant du compte «Participation» représente la contrevaletur de ce qu'il est convenu d'appeler les droits de tirage dans la «tranche or» et dans la «super-tranche or».

1.22 Prêts

Sous cette rubrique apparaissent les prêts consentis par la Banque au F.M.I., à la décharge de l'État belge, en application des Accords Généraux d'Emprunt.

1.23 Droits de tirage spéciaux

En vertu de la loi du 9 juin 1969, la Banque est autorisée à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres les droits de tirage spéciaux que possède l'État belge en sa qualité de participant au compte de tirage spécial du Fonds Monétaire International, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'État belge dans ce domaine.

1.24 Avances

Aux termes d'un accord conclu avec le Fonds Monétaire International et approuvé par le gouvernement, la Banque s'est engagée à participer au financement de l'aide dite «oil facility», que le Fonds a créée en faveur de ses membres éprouvant des difficultés de financement de leurs importations de pétrole. La participation de la Banque prend la forme d'avances octroyées pour son compte propre au Fonds.

1.3 Fonds Européen de Coopération Monétaire

Ce Fonds, créé par un règlement du Conseil des Communautés Européennes du 3 avril 1973, est entré en activité le 1^{er} juin 1973.

La Banque fait figurer séparément dans ses situations, ses créances sur, et ses engagements envers, le Fonds Européen de Coopération

⁽¹⁾ Y compris le Luxembourg. En effet, la rubrique 6.1 considérée comprend la partie, financée par les banques luxembourgeoises, des crédits commerciaux à l'étranger accordés à leur origine par les banques belges.

⁽²⁾ Les mouvements des avoirs et engagements en monnaies étrangères recensés sous cette rubrique ne comprennent pas les variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

Monétaire, nés de l'application des dispositions sur le rétrécissement des marges de fluctuation des monnaies des pays membres, dans la mesure où, faute d'avoir la même échéance, les créances et engagements en cause ne sont pas compensables, sauf accord entre les parties.

1.4 Crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation

Est comptabilisé sous cette rubrique le portefeuille d'effets et acceptations en francs belges, représentatifs de crédits à l'exportation, accordés à leur origine par les banques belges et financés par la Banque.

1.5 Autres

1.51 En monnaies étrangères

Le montant inscrit à cette rubrique correspond à la contrevaletur des avoirs en monnaies étrangères en compte auprès des correspondants de la Banque à l'étranger, ou ayant fait l'objet de placements à court terme à l'étranger.

Est également comptabilisé sous cette rubrique le concours financier à moyen terme que l'État belge a accordé à l'Italie, en vertu de la directive du Conseil des Communautés Européennes adoptée le 17 décembre 1974 et dont la Banque assure le financement pour le compte de l'État conformément à la convention intervenue à la même date entre celui-ci et la Banque.

1.52 En francs

Sont comptabilisées sous cette rubrique les avances en francs consenties par la Banque, en vertu d'accords de paiement, à des pays non membres de la C.E.E. ⁽¹⁾.

2. Organismes divers: crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation

Ces crédits sont constitués par le portefeuille d'effets et d'acceptations en francs belges, représentatifs de crédits à l'exportation accordés à leur origine par les banques belges et financés par l'Institut de Réescompte et de Garantie au moyen de ressources empruntées à des organismes monétaires.

3. Banques belges et luxembourgeoises:

3.1 Obligations

Il s'agit de titres d'emprunts étrangers, à long terme essentiellement, du secteur public, et de sociétés et organismes privés, libellés pour la plus grande partie en monnaies étrangères.

⁽¹⁾ Ont été également comptabilisés dans le passé, sous cette rubrique, les certificats de la Trésorerie américaine libellés en francs dits «Bons Roosa».

3.2 Crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation

Sont recensés ici les crédits à l'étranger (exportation et autres), en francs belges et en devises, octroyés sous forme de crédits de caisse, d'escompte et d'acceptation par les banques et financés par celles-ci.

3.3 Autres

3.31 En monnaies étrangères

3.32 En francs

Les «autres créances» en monnaies étrangères et en francs des banques comprennent des avoirs auprès de banques, maisons-mères, succursales et filiales étrangères, des avances à ces mêmes institutions et des créances sur des non-résidents autres que les crédits déjà recensés sub 3.2.

B. Engagements de:

1. Banque Nationale de Belgique

1.1 Envers le F.M.I.

Il s'agit de la partie de la souscription en francs de la Belgique au F.M.I., qui est maintenue par celui-ci en compte à la Banque. Elle représente 0,25% de la quote-part de la Belgique dans le Fonds.

1.2 Envers le Fonds Européen de Coopération Monétaire

Voir rubrique 1.3 de l'actif.

1.3 Envers des institutions internationales non monétaires

Sous cette rubrique sont comptabilisés les engagements de la Banque envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et le F.E.C.O.M.

1.4 Envers d'autres institutions officielles

Sont recensés ici les engagements de la Banque envers des banques centrales et institutions officielles étrangères ainsi que ceux contractés au titre des accords internationaux ⁽²⁾.

1.5 Autres

Il s'agit des engagements de la Banque envers l'étranger, autres que ceux déjà cités (par exemple, envers des banques privées étrangères).

⁽²⁾ Sont comptabilisés à ce titre les avoirs en francs, d'une part, des signataires de l'accord instituant une garantie de change entre les banques centrales des pays membres de l'O.C.D.E., d'autre part, des institutions des pays avec lesquels il existe des accords de paiement.

2. Organismes divers: engagements envers des institutions internationales non monétaires

Ces engagements sont constitués par les avoirs en francs du Fonds européen de développement de la Communauté Économique Européenne auprès de l'Office des Chèques Postaux.

3. Banques belges et luxembourgeoises

3.1 Envers des institutions officielles

Sous cette rubrique sont recensés les engagements des banques envers des organismes officiels étrangers (gouvernements, banques centrales, offices de change).

3.2 Autres

Il s'agit des engagements envers des non-résidents autres que les institutions officielles citées sub 3.1.

Pour mémoire: Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations

Le mode de comptabilisation adopté par l'U.E.B.L. en ce qui concerne l'enregistrement des

allocations de droits de tirage spéciaux est le suivant:

- les allocations de D.T.S. sont reprises dans la statistique des encours des créances de la Banque Nationale sur l'étranger; par contre, la contrepartie de ces allocations ne figure pas dans les engagements de la Banque Nationale envers l'étranger. De cette manière, l'incidence des allocations de D.T.S. sur les avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale apparaît pleinement.
- dans la statistique des mouvements de ces mêmes avoirs extérieurs nets, les allocations de D.T.S. ne sont comptabilisées que «pour mémoire» en bas de la balance des paiements. De la sorte, le renforcement des réserves de change est enregistré, sans qu'il soit nécessaire de prévoir une contrepartie. Celle-ci, en effet, si elle figurait au-dessus de la ligne, fausserait la signification du solde de la balance et, si elle était inscrite au-dessous de la ligne, risquerait d'être interprétée comme compensant l'incidence de l'augmentation des D.T.S. sur les avoirs extérieurs nets.

Schéma national de la balance des paiements de l'U.E.B.L. (première version)

1. Transactions sur biens et services:

- 1.1 Opérations sur marchandises:
 - 1.11 Exportations et importations ⁽¹⁾
 - 1.12 Travail à façon
 - 1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)
 - 1.14 Or non monétaire
- 1.2 Frets ⁽²⁾
- 1.3 Assurances pour le transport de marchandises ⁽²⁾
- 1.4 Autres frais de transport
- 1.5 Déplacements à l'étranger
- 1.6 Revenus de placements et d'investissements
- 1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs
- 1.8 Autres
 - 1.81 Travailleurs frontaliers
 - 1.82 Autres

Total 1

2. Transferts:

- 2.1 Transferts privés
- 2.2 Transferts publics

Total 2

3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics:

- 3.1 État ⁽³⁾
 - 3.11 Engagements:
 - 3.111 Amortissements contractuels
 - 3.112 Autres opérations
 - 3.12 Avoirs
- 3.2 Autres pouvoirs publics:
 - 3.21 Engagements
 - 3.22 Avoirs

Total 3

4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁽⁴⁾ et particuliers:

- 4.1 Organismes publics d'exploitation
- 4.2 Intermédiaires financiers du secteur public
- 4.3 Secteur privé:
 - 4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger:
 - 4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets)
 - 4.312 Investissements directs
 - 4.313 Immeubles
 - 4.314 Autres (chiffres nets)
 - 4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L.:
 - 4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets)
 - 4.322 Investissements directs
 - 4.323 Immeubles
 - 4.324 Autres (chiffres nets)
 - 4.33 Investissements et placements non ventilés (chiffres nets)

Total 4

5. Erreurs et omissions (nettes)

Total 1 à 5

6. Financement du total:

- 6.1 Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de créances commerciales sur l'étranger
- 6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires:
 - 6.21 Banques belges et luxembourgeoises:
 - 6.211 Francs belges et luxembourgeois
 - 6.212 Monnaies étrangères ⁽⁵⁾
 - 6.22 Organismes divers
 - 6.23 B.N.B. ⁽⁵⁾
 - p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations

⁽¹⁾ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

⁽²⁾ Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte, et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 «Exportations et importations» (cf. note 1).

⁽³⁾ Y compris le Fonds des Routes.

⁽⁴⁾ Autres que les organismes principalement monétaires.

⁽⁵⁾ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

**Tableau de concordance entre
le schéma national de la balance des paiements de l'U.E.B.L. (première version)
et le schéma unifié O.C.D.E.-F.M.I.**

SCHÉMA UNIFIÉ O.C.D.E.-F.M.I.

A. BIENS ET SERVICES (1 à 8)

- 1. Marchandises:**
 - 1.1 Exportations et importations
 - 1.2 Autres opérations sur marchandises
- 2. Or non monétaire**
- 3. Frets et assurances sur les transports internationaux de marchandises:**
 - 3.1 Frets
 - 3.2 Assurances
- 4. Autres transports:**
 - 4.1 Transports de voyageurs
 - 4.2 Transports divers
- 5. Tourisme et voyages**
- 6. Revenus d'investissements:**
 - 6.1 Revenus d'investissements directs
 - 6.2 Autres investissements privés
 - 6.3 Autres investissements publics
- 7. Transactions gouvernementales, non comprises ailleurs:**
 - 7.1 Militaires
 - 7.2 Autres
- 8. Autres services:**
 - 8.1 Assurances autres que sur marchandises
 - 8.2 Revenus du travail
 - 8.3 Services divers

B. TRANSFERTS (9 et 10)

- 9. Secteur privé:**
 - 9.1 Remises d'émigrants
 - 9.2 Autres transferts privés
- 10. État**

C. CAPITAUX ET OR MONÉTAIRE (11 à 16)

- 11. Capitaux privés à long terme (y compris la totalité des investissements directs):**
 - 11.1 Investissements directs
 - 11.2 Autres actions ordinaires
 - 11.3 Autres valeurs mobilières
 - 11.4 Autres crédits commerciaux
 - 11.5 Autres avoirs et engagements

**SCHÉMA NATIONAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE
L'U.E.B.L. (PREMIÈRE VERSION)**

1. TRANSACTIONS SUR BIENS ET SERVICES (1.1 à 1.8)

- 1.1 Opérations sur marchandises:**
 - 1.11 Exportations et importations
 - 1.12 Travail à façon et 1.13 Opérations d'arbitrage
 - 1.14 Or non monétaire
- 1.2 et 1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises:**
 - 1.2 Frets
 - 1.3 Assurances pour le transport de marchandises
 - 1.4 Autres frais de transport
 - 1.4 Autres frais de transport (en partie)
 - 1.4 Autres frais de transport (en partie)
 - 1.5 Déplacements à l'étranger
 - 1.6 Revenus de placements et d'investissements
- 1.6 Revenus de placements et d'investissements**
- 1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs**
- 1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs (en partie)**
- 1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs (en partie)**
- 1.8 Autres:**
 - 1.82 Autres (en partie)
 - 1.81 Travailleurs frontaliers
 - 1.82 Autres (en partie)

2. TRANSFERTS

- 2.1 Transferts privés**
- 2.1 Transferts privés**
- 2.2 Transferts publics**

3., 4. ET 6. MOUVEMENT DES CAPITAUX ET FINANCEMENT

- 4. MOUVEMENT DES CAPITAUX DES ENTREPRISES ET PARTICULIERS (en partie)**
 - 4.312 et 4.322 Investissements directs
 - 4.311 et 4.321 Valeurs mobilières (en partie)
 - 4.311 et 4.321 Valeurs mobilières (en partie)
 - 4.313 et 4.323 Immeubles — 4.314 et 4.324 Autres (en partie) — 4.1 et 4.2 Organismes publics d'exploitation et Intermédiaires financiers du secteur public (en partie)

12. Capitaux privés à court terme (autres que les investissements directs):

- 12.1 Crédits commerciaux
- 12.2 Autres avoirs et engagements

13. Autorités locales:

- 13.1 Avoirs et engagements à long terme
- 13.2 Avoirs et engagements à court terme

14. État:

- 14.1 Émissions à long terme à l'étranger
- 14.2 Autres valeurs mobilières à long terme
- 14.3 Prêts à long terme entre États
- 14.4 Autres prêts à long terme
- 14.5 Autres avoirs et engagements à long terme
- 14.6 Avoirs et engagements à court terme

15. Institutions monétaires centrales

- 15.1 Position au F.M.I.
- 15.2 Or
- 15.3 Avoirs en D.T.S.
- 15.4 Autres avoirs librement utilisables
- 15.5 Autres réserves
- 15.6 Engagements envers des institutions officielles ⁽²⁾
- 15.7 Autres prêts à long terme
- 15.8 Autres prêts à court terme
- 15.9 Autres avoirs et engagements à l'égard de l'étranger

16. Autres institutions monétaires

- 16.1 Or
- 16.2 Autres avoirs librement utilisables
- 16.3 Engagements envers des institutions officielles ⁽²⁾
- 16.4 Prêts à court terme
- 16.5 Autres avoirs et engagements à court terme
- 16.6 Prêts à long terme
- 16.7 Autres avoirs et engagements à long terme

6.1 et 4. Refinancement et mouvement des capitaux des entreprises et particuliers (en partie)

6.1 Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de créances commerciales sur l'étranger et 4.324 Autres (en partie)

4.1 et 4.2 Organismes publics d'exploitation et Inter-médiaires financiers du secteur public (en partie) — 4.314 et 4.324 Autres (en partie)

3.2 Autres pouvoirs publics

3.22 et 3.21 Autres pouvoirs publics: avoirs et engagements (en partie)

3.22 et 3.21 Autres pouvoirs publics: avoirs et engagements (en partie)

3.1 État:

3.11 État: engagements (en partie)

3.12 État: avoirs (en partie)

3.12 État: avoirs (en partie)

3.11 État: engagements (en partie)

6.23 Banque Nationale de Belgique ⁽¹⁾

A.1.21-22-24 et B.1.1

A.1.1

A.1.23

A.1.51

A.1.3 et 1.52

B.1.2 et 1.4

A.1.4 et B.1.3 et 1.5

6.21 et 6.22 Banques belges et luxembourgeoises et organismes divers ⁽³⁾

A.3.3

B.3.1

A.2 et 3.2 et B.2 et 3.2

A.3.1

D. RÉCAPITULATION

17. Biens et services (1 à 8)

18. Transferts (9 et 10)

19. Avoirs sur l'étranger (11 à 16, à l'actif)

20. Engagements envers l'étranger (11 à 16, au passif)

21. Allocations de D.T.S.

22.

23.

24. Solde de l'ensemble des opérations comptabilisées (17 à 21)

25. Erreurs et omissions, nettes

1. TRANSACTIONS SUR BIENS ET SERVICES (1.1 à 1.8)

2. TRANSFERTS

3., 4. et 6. CAPITAUX ET FINANCEMENT (à l'actif)

3., 4. et 6. CAPITAUX ET FINANCEMENT (au passif)

POUR MÉMOIRE: MOUVEMENT DES D.T.S. RÉSULTANT D'ALLOCATIONS

1 À 4., 6 ET RUBRIQUE «POUR MÉMOIRE»

5. ERREURS ET OMISSIONS (nettes)

⁽¹⁾ Les numéros des rubriques de détail des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. sont ceux du schéma publié annuellement dans le Bulletin de la Banque à l'occasion de la parution de l'article sur la balance des paiements de l'U.E.B.L. (voir chapitre II, p. 29 et suivantes de la présente méthodologie).

⁽²⁾ A l'exclusion des institutions internationales non monétaires.

⁽³⁾ Les numéros des rubriques de détail des avoirs extérieurs nets des organismes considérés sont ceux du schéma publié annuellement dans le Bulletin de la Banque à l'occasion de la parution de l'article sur la balance des paiements de l'U.E.B.L. (voir chapitre II, p. 30 et suivantes de la présente méthodologie).

Schéma national de la balance des paiements de l'U.E.B.L. (deuxième version)

La première version du schéma national de la balance des paiements de l'U.E.B.L. est établie conformément aux principes généraux du «Manuel de la Balance des Paiements» du Fonds Monétaire International. Elle recense toutes les opérations au comptant, tant en francs (belges ou luxembourgeois) qu'en monnaies étrangères, entre les résidents de l'U.E.B.L. et les non-résidents. Elle fait figurer «au-dessous de la ligne», comme postes de financement de la balance, les opérations des organismes monétaires belges et luxembourgeois, en vue, notamment, de faire apparaître dans quelle mesure les transactions avec l'étranger ont donné lieu à une création, ou à une destruction, de monnaie.

Mais on peut, également, s'assigner un autre objectif, à savoir mettre en évidence l'ensemble des opérations qui ont pu avoir, directement ou indirectement, une incidence sur les marchés des changes et qui ont, de ce fait, éventuellement amené la banque centrale à intervenir. A cette fin:

1. Il convient de considérer conjointement les opérations au comptant des résidents avec l'étranger recensées dans la balance des paiements (première version), les opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires nationaux, et les opérations de change à terme. En effet, des opérations au comptant avec l'étranger sont, dans un certain nombre de cas, effectuées parce que des opérations appartenant aux deux autres catégories ont été faites.

C'est le cas, par exemple, lorsque les banques souscrivent des certificats en monnaies étrangères du Trésor belge et qu'elles financent cette souscription en s'endettant auprès de leurs correspondants étrangers, ou lorsqu'elles vendent des monnaies étrangères à terme à des importateurs résidents désireux de se couvrir contre le risque de change et que, pour ne pas prendre elles-mêmes un risque de ce genre, elles se constituent un avoir en monnaies étrangères à l'étranger.

Au surplus, la prise en considération des opérations appartenant aux deux catégories précitées permet de faire ressortir, dans toute leur ampleur, les phénomènes que l'on désire mettre en évidence, et notamment les opérations à caractère spéculatif. Par exemple, des résidents, qui veulent spéculer à la hausse d'une monnaie étrangère, peuvent atteindre cet objectif en constituant des dépôts en devises auprès des banques ou en achetant des devises à terme à celles-ci; de même, des étrangers peuvent spéculer à la hausse du franc, non seulement en accumulant des avoirs en compte auprès des banques, mais aussi en faisant, avec celles-ci, des opérations à terme de manière à avoir des francs à recevoir.

2. Il convient de comptabiliser «au-dessous de la ligne», comme seuls postes de contrepartie de toutes les autres transactions, le mouvement des réserves de change de la Banque, définies comme ses avoirs extérieurs nets sans les crédits commerciaux, et celui de ses avoirs et engagements résultant des opérations à terme auxquelles elle est partie; la prise en considération de ces dernières opérations se justifie par le fait que les opérations de change à terme des autres agents économiques sont recensées «au-dessus de la ligne»

avec les autres transactions; certaines des opérations en cause sont conclues entre ces agents et la Banque.

C'est en tenant compte des principes énumérés ci-avant que la seconde version du schéma national de la balance des paiements a été établie. Elle est publiée dans le tableau 4 du chapitre IX de la partie «Statistiques» du Bulletin de la Banque Nationale de Belgique. Ce tableau, qui est repris à la présente annexe, a pour intitulé: «Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme».

Dans les lignes qui suivent, on décrira les principes généraux de comptabilisation des opérations, l'articulation des différentes rubriques du tableau et le contenu des opérations qu'elles recouvrent.

I — PRINCIPES GÉNÉRAUX DE COMPTABILISATION DES OPÉRATIONS

La prise en considération, dans le tableau, des opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et des opérations de change à terme a été effectuée conformément aux règles générales de comptabilisation suivantes:

1. Les opérations en monnaies étrangères des banques avec les résidents donnent lieu à deux écritures: l'une dans le chef du résident, l'autre dans le chef de la banque. Par exemple, le placement de certificats en devises par le Trésor auprès d'une banque donne lieu à une entrée de fonds pour le Trésor (inscription au crédit de la rubrique 3.2 du tableau représentant la dette du Trésor) et à une sortie pour la banque (inscription au débit de la rubrique 6.1 traduisant la constitution d'une créance par la banque).

2. Les opérations à terme sont comptabilisées suivant les mêmes règles que les opérations au comptant:

- dans le cas d'opérations à terme des banques ou de la Banque avec des non-résidents, sont comptabilisés, à la fois, les monnaies étrangères à livrer, ou à recevoir, et les francs à recevoir, ou à livrer, par ces organismes. Par exemple, un engagement d'une banque de livrer, contre devises, des francs belges à terme à un non-résident donne lieu à une inscription au crédit de la rubrique 5.3 (représentant l'acquisition de francs belges à recevoir à terme par le non-résident) et à une inscription au débit de la rubrique 6.2 (traduisant la constitution, par la banque, d'un avoir consistant en des devises à recevoir à terme);

- dans le cas d'opérations à terme des banques ou de la Banque avec des résidents, seul le volet monnaies étrangères des opérations est comptabilisé, mais il fait l'objet de deux inscriptions: la première, au titre de devises à recevoir, ou à livrer, par les résidents, la seconde, au titre de devises à livrer, ou à recevoir, par les banques ou la Banque. Par exemple, une vente de monnaies étrangères à terme par une banque à un résident donne lieu à un débit à la rubrique 4.212 (traduisant l'acquisition d'un avoir par le résident) et à un crédit à la rubrique 6.2 (représentant l'engagement de la banque).

II — ARTICULATION DES RUBRIQUES ET CONTENU DES OPÉRATIONS

Rubriques 1 et 2: Elles sont reprises, telles quelles, de la balance des paiements (première version).

Rubrique 3: Sous cette rubrique, figurent le mouvement des capitaux des pouvoirs publics avec l'étranger (rubrique 3 de la balance des paiements (première version) constituant le poste 3.1 du tableau) et les opérations en monnaies étrangères, au comptant (poste 3.2) et à terme (poste 3.3), des pouvoirs publics précités avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois.

Rubrique 4: Elle regroupe pareillement le mouvement des capitaux des entreprises (autres que les organismes monétaires) et des particuliers avec l'étranger (rubrique 4 de la balance des paiements (première version) constituant le poste 4.1 du tableau) et celui des opérations en monnaies étrangères des entreprises et particuliers précités avec les banques belges et luxembourgeoises (poste 4.2); une distinction est établie, parmi ces opérations, entre les avoirs et les engagements au comptant et à terme.

Rubrique 5: Elle recense les opérations, en francs belges ou luxembourgeois, des non-résidents avec les banques et les autres organismes monétaires.

Une première catégorie d'opérations (poste 5.1) a des rapports directs avec le commerce extérieur: elle concerne essentiellement les crédits commerciaux en francs belges dont les importateurs étrangers ont bénéficié; sont recensés les crédits financés à leur origine par les banques belges, qu'ils soient encore financés par celles-ci ou qu'ils aient été refinancés auprès d'autres organismes monétaires ou en dehors de ceux-ci.

Les postes 5.2 et 5.3 regroupent les autres opérations des non-résidents avec les organismes monétaires, par lesquelles les premiers modifient leurs avoirs et engagements en francs vis-à-vis des seconds. Ils peuvent le faire indifféremment de deux façons: par exemple, soit en vendant des monnaies étrangères au comptant, de manière à se constituer immédiatement une créance en francs (poste 5.2), soit en vendant des monnaies étrangères à terme, de façon à recevoir, à la date de liquidation, des francs (poste 5.3).

Comme ce sont souvent les non-résidents qui prennent l'initiative des opérations recensées à la rubrique 5, tout au moins pour ce qui est des postes 5.2 et 5.3, les libellés de cette rubrique ont été établis en se plaçant à leur point de vue, plutôt qu'à celui du secteur intérieur (les organismes monétaires) partie à l'opération.

Rubrique 6: Elle enregistre la variation du solde des avoirs et des engagements en monnaies étrangères des banques, vis-à-vis des résidents et des non-résidents, tant au comptant (poste 6.1) qu'à terme (poste 6.2).

Rubrique 7: Elle reprend, sous le poste 7.1, les erreurs et omissions figurant dans la première version de la balance des paiements (rubrique 5) et, sous le poste 7.2, les écarts de nature diverse dus à la prise en considération des statistiques des opérations en devises des résidents avec les organismes monétaires et de celles des opérations de change à terme. Certes, toutes ces opérations, y compris celles figurant dans la balance des paiements (première version) sont définies de telle sorte que, en principe, les inscriptions prévues au crédit et au débit s'équilibrent. Mais, comme les données de base de ces inscriptions peuvent être incomplètes ou inexactes ou encore constituées de sources différentes, pas nécessairement concordantes, le poste «Erreurs et omissions» est prévu pour équilibrer l'état des crédits et des débits enregistrés.

Rubrique 8: Cette rubrique constitue le poste de contrepartie de l'ensemble des transactions et mouvements de fonds recensés dans le tableau. Elle reprend les divers postes constituant ce que l'on appelle communément les réserves de change de la Banque ⁽¹⁾. Celles-ci sont considérées conjointement, dans la rubrique 8, avec les avoirs et engagements de la Banque résultant des opérations à terme auxquelles elle est

partie. Ces opérations modifient le total de la rubrique lorsqu'elles sont effectuées avec des résidents; ainsi, lorsque la Banque vend des monnaies étrangères à terme au Trésor, ce type d'opérations donne lieu à des inscriptions aux postes 8.42 et 3.3. Par contre, le total de la rubrique n'est pas affecté lorsque lesdites opérations interviennent avec des non-résidents; ainsi, une opération à terme avec une banque centrale étrangère donne lieu à des inscriptions de signe contraire aux postes 8.42 et 8.52.

Dans les lignes qui suivent, on se propose d'illustrer, à l'aide de deux exemples, le mécanisme par lequel les opérations en monnaies étrangères des banques avec les résidents et leurs opérations à terme, peuvent influencer la situation de la Banque. On admet, par hypothèse, que les banques veillent à maintenir inchangée leur position nette en monnaies étrangères, comptant et terme réunis.

1^{er} exemple: Le Trésor place des certificats en monnaies étrangères auprès des banques pour un montant de 100 et se couvre à terme auprès de la Banque.

La comptabilisation de ces opérations du Trésor et de celles qu'elles déclenchent va entraîner les inscriptions suivantes dans le tableau

1. Le Trésor place les certificats auprès des banques:

3.2 + 100: dette en monnaies étrangères du Trésor envers les banques;
6.1 - 100: créance en monnaies étrangères des banques sur le Trésor.

2. Les banques, pour financer la créance en monnaies étrangères qu'elles acquièrent sur le Trésor du fait de leur souscription de certificats, contractent une dette en devises envers leurs correspondants étrangers. Le Trésor vend à la Banque les monnaies étrangères que l'émission de certificats lui procure (on notera que si les banques ne s'endettaient pas à l'étranger, les créances de la Banque n'augmenteraient pas; dans ce cas en effet, les banques devraient acheter sur le marché des changes les monnaies étrangères nécessaires à la souscription des certificats de trésorerie et cet achat compenserait la vente par le Trésor du produit de l'émission de ses certificats):

6.1 + 100: dette en monnaies étrangères des banques envers l'étranger;
8.41 + 100: créance en monnaies étrangères de la Banque sur l'étranger (cette inscription constitue la contrepartie de celle qui est faite au poste 6.1, mais elle porte le même signe parce qu'elle est faite «au-dessous de la ligne»).

3. Pour se couvrir contre le risque de change, le Trésor achète des devises à terme à la Banque:

3.3 - 100: monnaies étrangères à recevoir à terme, par le Trésor, de la Banque;
8.42 - 100: monnaies étrangères à livrer à terme par la Banque au Trésor (cette inscription appelle une remarque similaire à celle qui a été faite sous 2) à propos du poste 8.41).

Il convient de remarquer que, finalement, la position nette en monnaies étrangères de la Banque est, par solde, inchangée:

8.41 + 100: créance en monnaies étrangères sur l'étranger;
8.42 - 100: monnaies étrangères à livrer à terme au Trésor.

2^e exemple: Un non-résident vend à terme des monnaies étrangères, pour un montant de 100, à une banque.

Cette opération et d'autres qu'elle déclenche vont entraîner les inscriptions suivantes dans le tableau.

1. Le non-résident acquiert le droit de recevoir des francs à terme et la banque, celui de recevoir des monnaies étrangères à terme:

5.3 + 100: francs à recevoir à terme, par le non-résident, de la banque;
6.2 - 100: monnaies étrangères à recevoir à terme, par la banque, du non-résident.

2. Afin de ne pas modifier sa position nette en monnaies étrangères, la banque, acquéreur de devises à terme, contracte

⁽¹⁾ Définies comme ses avoirs extérieurs nets sans les crédits commerciaux (ceux-ci sont inclus, dans le tableau, dans le poste 5.1)

une dette en monnaies étrangères envers l'étranger. Elle vend à la Banque le produit de cet endettement:

- 6.1 + 100: dette en monnaies étrangères de la banque envers l'étranger;
 - 8.41 + 100: créance en monnaies étrangères de la Banque sur l'étranger (cette inscription appelle la même remarque que celle qui a été faite à propos du même poste dans le premier exemple).
3. Lorsque le mécanisme des accords de swap avec la Federal

Reserve Bank of New York est utilisé, la Banque, pour se couvrir contre les risques de change, accompagne les achats de monnaies étrangères auxquels elle procède, d'opérations de vente à terme. Dans ce cas, deux écritures supplémentaires apparaissent dans le tableau:

- 8.42 – 100: monnaies étrangères à livrer à terme à la Federal Reserve Bank;
- 8.52 + 100: francs à recevoir à terme de la Federal Reserve Bank.

Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme (*)

1. Transactions sur biens et services (rubrique 1 de la balance des paiements, première version)

2. Transferts (rubrique 2 de la balance des paiements, première version)

3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics:

3.1 Rubrique 3 de la balance des paiements (première version)

3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises

3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.

4. Mouvement des capitaux des entreprises (1) et particuliers:

4.1 Rubrique 4 de la balance des paiements (première version)

4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises:

4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs:

4.211 Créances en monnaies étrangères

4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme

4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements:

4.221 Endettement en monnaies étrangères

4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme

5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires:

5.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des engagements sous forme de crédits commerciaux financés à leur origine par les banques belges

5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les autres engagements au comptant

5.3 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourgeois à livrer à terme

6. Position de change (2) des banques belges et luxembourgeoises:

6.1 Augmentation (-) ou diminution (+) de la position au comptant (3)

6.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de la position à terme

7. Erreurs et omissions:

7.1 Rubrique 5 de la balance des paiements (première version)

7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents

Total 1 à 7

8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. (Augmentation (+); diminution (-)):

8.1 Encaisse en or

8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. (4)

8.3 Avoirs nets sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire

8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères:

8.41 Avoirs au comptant (5)

8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme

8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents:

8.51 Avoirs nets au comptant (6)

8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme

(*) Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les étrangers, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

Les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises et de la B.N.B. ont été convertis en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

(1) Autres que les organismes principalement monétaires.

(2) Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

(3) Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 4.1 du présent tableau.

(4) Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.

(5) Y compris le concours financier à moyen terme C.E.E.

(6) Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 5.1.

Méthode d'estimation des exportations et importations de l'U.E.B.L. sur la base des transactions

La méthode d'estimation des exportations et importations de marchandises sur base des transactions est, en substance, la suivante: pour la majeure partie des paiements, on connaît l'époque approximative où l'exportation ou l'importation a eu lieu; il est possible, dès lors, de reconstituer les exportations et les importations d'une période donnée, en isolant, parmi les paiements faits avant (pour les prépaiements), pendant et après cette période, ceux qui se rapportent à des transactions faites pendant celle-ci. En principe, les transactions d'une période ne peuvent être reconstituées de la sorte que, lorsqu'elles ont toutes été payées, c'est-à-dire (compte tenu de l'existence de transactions payables à moyen et à long terme) après plusieurs années parfois. En pratique, on a, pour chaque période, reconstitué les transactions ayant donné lieu à paiement dans les sept mois et évalué les autres transactions sur la base des paiements de la période, en tenant compte, toutefois, en ce qui concerne les exportations, de l'évolution des encours de Creditexport⁽¹⁾ durant la période; les transactions ainsi estimées figurent dans les colonnes (7), (8) et (9) du tableau en annexe. En comparant ces transactions aux chiffres des paiements qui figurent dans les colonnes (4), (5) et (6) du tableau, on obtient l'estimation de l'évolution des créances ou dettes nettes liées aux exportations [colonne (10)], aux importations [colonne (11)] et à l'ensemble de ces transactions [colonne (12)].

Les chiffres des paiements précités diffèrent, notons-le, de ceux qui figurent dans la balance des paiements de l'U.E.B.L.⁽²⁾ En effet, ces derniers chiffres, qui sont repris, pour mémoire, dans les colonnes (1) à (3) du présent tableau, comprennent certaines opérations à crédit qui sont ajoutées, pour établir la balance des paiements, aux règlements bancaires; ce sont les chiffres de ces règlements exclusivement qui sont évidemment utilisés pour effectuer la comparaison avec les transactions estimées, les chiffres de la balance des paiements constituant, en quelque sorte, un stade intermédiaire entre lesdits règlements et lesdites transactions.

L'avantage de cette méthode d'estimer les exportations et importations sur une base de transactions et les variations des créances commerciales nettes sur l'étranger est qu'elle utilise exclusivement les statistiques des paiements. Les méthodes d'estimation qui font appel aux statistiques douanières ne peuvent donner de résultats satisfaisants en raison des discordances profondes qui existent en Belgique entre ces statistiques et celles des paiements⁽³⁾: l'écart entre les transactions ainsi obtenues et les règlements refléterait ces discordances tout autant, sinon plus, que les variations des créances commerciales; en d'autres termes, et en se plaçant du point de vue de la balance des paiements dans son ensemble, on ne pour-

rait pas assimiler l'écart en cause, dans sa totalité, à des opérations en capital, mais on devrait en incorporer une partie dans les opérations sur biens et services autres que les exportations et importations, notamment, sous la forme d'une adaptation très importante des rubriques «Frets» et «Assurances» pour le transport de marchandises⁽⁴⁾. Mais par ailleurs, on ne dispose d'aucune indication sérieuse pour faire une telle ventilation, de sorte qu'en partant des statistiques douanières, on ne pourrait évaluer de façon un tant soit peu approximative ni le total des opérations sur biens et services sur base des transactions, ni les variations des créances commerciales.

Sur le plan de l'analyse économique, il y a intérêt manifeste à disposer de chiffres de transactions pour les exportations et importations et, d'une façon plus générale, pour la balance courante. Étant corrigées de l'influence des variations des créances commerciales, les évolutions constatées résultent de facteurs conjoncturels et de facteurs structurels. En évaluant l'incidence des premiers, on peut essayer de déterminer si la balance est fondamentalement en équilibre ou en déséquilibre, ce qui constitue une indication particulièrement utile pour la politique économique.

Quant aux variations des créances commerciales nettes sur l'étranger, elles peuvent résulter de l'une ou l'autre des causes suivantes:

1. Le développement même des courants d'échange: en effet, le délai moyen du paiement des exportations étant, dans le cas de l'U.E.B.L., plus long que celui des importations, la masse des créances commerciales des entreprises sur leurs clients étrangers est plus importante que celle de leurs dettes envers leurs fournisseurs, et tout accroissement des courants d'échange élargit l'écart entre la première de ces masses et la seconde.
2. Les modifications dans les délais de paiement: par exemple, par suite de changements dans la structure par pays, ou par produits, des échanges commerciaux; pour conquérir ou conserver un marché; pour profiter d'une différence de taux d'intérêt ou d'une modification escomptée du cours d'une monnaie (ce dernier phénomène étant ce que l'on appelle les "leads and lags" proprement dits).

La méthode, même si elle ne permet pas, dans son état actuel, d'estimer séparément les variations des créances résultant des diverses causes énumérées ci-avant, permet de quantifier globalement les mouvements de capitaux dus aux effets conjugués de celles-ci. Elle offre donc des possibilités d'analyse très intéressantes. Elle présente toutefois certaines insuffisances.

Le souci de disposer des transactions, ainsi reconstituées «ex post», dans un délai pas trop éloigné oblige à négliger le reclassement des paiements relatifs à des transactions qui ont

⁽¹⁾ L'Association pour la Coordination du Financement à Moyen Terme des Exportations Belges (Creditexport), a.s.b.l., a été créée en 1959 par un certain nombre d'institutions publiques de crédit et les banques s'intéressent particulièrement aux opérations du commerce extérieur. Elle a constitué un pool pour le financement collectif, à concurrence des quotes-parts des membres dans le pool, des exportations à moyen et long terme de biens d'investissement dont le paiement s'échelonne sur une période de plus de deux ans à partir de la livraison. Le financement s'effectue par la mobilisation des effets de commerce représentatifs d'exportations que les banques peuvent présenter au pool.

⁽²⁾ Cf. tableaux de l'annexe I (rubrique 1.11) et de l'annexe II (rubrique 1.1)

⁽³⁾ Ces discordances sont décrites à la fin de la présente note (cf. Addendum).

⁽⁴⁾ La nécessité de cette adaptation vient de ce que les importations douanières sont enregistrées en valeur c.a.f. (coût, assurance et fret) et les exportations douanières en valeur f.o.b. (franco à bord), tandis que les règlements bancaires sont en partie c.a.f. et en partie f.o.b., tant en ce qui concerne les importations que les exportations.

eu lieu plus de sept mois avant le mois du paiement; pour ces transactions, on a dû faire, ainsi qu'il a été dit, certaines hypothèses.

Un second inconvénient est qu'il n'a pas été possible d'utiliser, pour effectuer le travail de reclassement, les dates précises auxquelles les transactions ont eu lieu. Des démarches ont été entreprises, qui devraient permettre d'éliminer cette lacune à plus ou moins brève échéance.

Une troisième limite de la méthode résulte du fait que la balance des «transactions» qu'elle permet d'établir concerne exclusivement, ainsi qu'il a déjà été dit, les exportations et les importations proprement dites de marchandises, à l'exclusion donc des autres opérations sur biens et services. A cet égard, toutefois, il est vraisemblable que le mouvement des créances ou des dettes commerciales nettes vis-à-vis de l'étranger résultant des seules opérations d'exportations et d'importations occupe une place prépondérante par rapport aux mouvements des créances et dettes résultant des autres opérations sur biens et services. Dès lors, en ajoutant les exportations et importations sur base de transactions aux autres opérations sur biens et services sur base de caisse, il est possible d'arriver à une approximation raisonnable de la balance globale des biens et services sur base de transactions.

ADDENDUM: DISCORDANCES ENTRE LES STATISTIQUES DOUANIÈRES ET CELLES DES PAIEMENTS

Les discordances entre les statistiques douanières et celles des paiements sont dues à diverses causes:

- les importations douanières sont enregistrées en valeur c.a.f. (coût, assurance, fret), tandis que les exportations douanières sont inscrites f.o.b. (franco à bord). Par contre, les statistiques de paiements sont en partie c.a.f. et en partie f.o.b., tant en ce qui concerne les importations que les exportations;
- les statistiques douanières comprennent séparément les importations temporaires suivies d'exportations, de même que les exportations temporaires suivies d'importations.

Dans les statistiques de paiements, seules les recettes et les dépenses nettes de travail à façon sont enregistrées;

- les statistiques douanières couvrent tous les envois et réceptions de marchandises, quel que soit le mode de règlement (compensation, notes de crédit, billets de banque, etc.), ainsi que les opérations de troc et les dons en nature. Les statistiques de paiements ne comprennent que les opérations ayant fait l'objet d'un règlement bancaire (sous réserve des ajustements effectués par la Banque Nationale pour tenir compte d'opérations réglées en billets, ou par le moyen de crédits consentis avec le concours des banques belges ou encore de certains dons en nature);
- de ce fait, les statistiques de règlements sont influencées par l'évolution des délais de paiement, et, singulièrement, par les modifications de caractère spéculatif de ces délais («leads and lags»);
- pour les transactions réglables en devises étrangères, le décalage entre la date d'importation ou d'exportation et la date du paiement peut entraîner des différences entre les deux statistiques, pour des valeurs déclarées identiques, en ce qui concerne l'enregistrement des mouvements en francs belges. En période d'instabilité des cours de change, les écarts dus aux taux de conversion différents utilisés dans les deux statistiques peuvent atteindre des montants non négligeables;
- d'une manière générale, les marchandises sont enregistrées dans les statistiques douanières au prix du marché. Celui-ci peut s'écarter du prix de la facture qui est le montant pris en compte dans les statistiques de paiements;
- les statistiques douanières comprennent les transactions sur l'or non monétaire. Dans la balance des paiements, celles-ci sont reprises sous une rubrique séparée;
- les statistiques douanières ne recensent pas les achats et ventes d'énergie électrique, alors que ceux-ci figurent dans les statistiques de paiements;
- par ailleurs, les statistiques douanières présentent certains éléments d'incertitude depuis la décision prise en avril 1969 par la Conférence intergouvernementale du Benelux de supprimer les formalités douanières à la frontière belge-néerlandaise.

EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L.

Paiements, transactions et variations des créances ou des dettes commerciales nettes vis-à-vis de l'étranger

Paiements d'exportations et d'importations (y compris certaines opérations à crédit) recensés dans la balance des paiements de l'U.E.B.L. (1)			Paiements d'exportations et d'importations, à l'exclusion des opérations à crédit			Estimation des transactions d'exportations et d'importations			Variations (2) des créances ou dettes commerciales nettes vis-à-vis de l'étranger		
Exportations (1)	Importations (2)	Solde (3)	Exportations (4)	Importations (5)	Solde (6)	Exportations (7)	Importations (8)	Solde (9)	A l'exportation (10) = (7) - (4)	A l'importation (11) = (5) - (8)	Total (12) = (9) - (6) = (10) + (11)

(1) Cf. Schéma national (première version), rubrique 1.11

(2) Signe + : augmentation de créances nettes ou diminution de dettes nettes.
Signe - : diminution de créances nettes ou augmentation de dettes nettes.

Waarschuwing

De hierna volgende methodologische nota werd samengesteld door de Studieafdeling van de Belgische Nationale Bank die deze, in een enigszins ingekorte versie, heeft gepubliceerd in het juni 1978 nummer van haar Maandschrift.

Inhoudsopgave

	Blz.		Blz.
Inleiding	45	1.8 Overige	64
		1.81 Grensarbeiders	64
		1.82 Overige	65
I — Hoofdbeginselen	47	2. Overdrachten	65
Inleidende opmerkingen	47	2.1 Overdrachten van particulieren	65
1. De keuze van de methode van optekening: op kasbasis of op transactiebasis	47	2.2 Overdrachten van de Staat	66
2. Beginselen met betrekking tot de raming van de transacties	49	3. Kapitaalverkeer van de overheid	66
3. Definitie van de „ingezetenen” en „niet- ingezetenen”	49	3.1 Staat	66
4. Uitgangspunt van de registratie van de operaties tussen ingezetenen en niet- ingezetenen	50	3.11 Verplichtingen	66
5. Beginsel van de optekening in bruto- of nettocijfers	52	3.12 Vorderingen	67
6. Territoriale afbakening	52	3.2 Andere overheid	67
7. Indeling van de betalingsbalans naar hoofd- rubrieken	53	4. Kapitaalverkeer van de bedrijven en parti- culieren	67
8. Indeling van de betalingsbalans naar sectoren	53	4.1 Overheidsbedrijven	67
9. Geografische indeling van de betalings- balans	54	4.2 Financiële instellingen van de over- heidssector	67
10. Het begrip „saldo” van de betalingsbalans	56	4.3 Particuliere sector	67
		4.311 en 4.321 Effecten	68
		4.312 en 4.322 Directe investeringen	68
		4.313 en 4.323 Onroerende goederen	68
		4.314 en 4.324 Overige	68
		5. Vergissingen en weglatingen	69
		6. Financiering van het totaal	69
		6.1 Herfinanciering van commerciële vorderingen op het buitenland buiten de instellingen met overwegend geld- scheppend karakter	69
		6.2 Mutaties in het netto buitenlands actief van de instellingen met overwegend geldscheppend karakter	69
		Pro memorie: Beweging van de bijzondere trek- kingsrechten die voortvloeien uit de toewijzingen	71
II — Definitie van de posten en opmaken van de balans	59	Bijlage I: Nationaal schema van de betalings- balans van de B.L.E.U. (eerste versie)	73
Inleidende opmerkingen	59	Bijlage II: Tabel met verwijzing van het nationale schema van de betalingsbalans van de B.L.E.U. (eerste versie) naar het geünificeerde O.E.S.O.-I.M.F.-schema en omgekeerd	74
1. Goederen- en dienstenverkeer	59	Bijlage III: Nationaal schema van de betalings- balans van de B.L.E.U. (tweede versie)	76
1.1 Goederenverkeer	59	Bijlage IV: Ramingsmethode van de uitvoer van goederen op transactiebasis	80
1.11 Uitvoer en invoer	60		
1.12 Loonwerk	62		
1.13 Arbitrage	62		
1.14 Niet-monetair goud	62		
1.2 Vrachtkosten	62		
1.3 Verzekeringskosten voor het goe- derenvervoer	63		
1.4 Andere vervoerkosten	63		
1.5 Reisverkeer	63		
1.6 Opbrengsten uit beleggingen en in- vesteringen	63		
1.7 Niet elders vermelde overheids- transacties	64		

Inleiding

De basisgegevens waarvan de Nationale Bank van België gebruik maakt om de betalingsbalans van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie (B.L.E.U.) op te maken, bestaan hoofdzakelijk uit het financiële betalingsverkeer met het buitenland via de Belgische en Luxemburgse banken.

Deze gegevens worden verzameld door het Belgisch-Luxemburgs Instituut voor de Wissel, een instelling die bij Besluitwet van 6 oktober 1944 werd opgericht om de voorschriften uit te vaardigen die voor de toepassing van de deviezencontrole in de B.L.E.U. vereist zijn. De banken van de B.L.E.U. die het Instituut voor de Wissel heeft erkend als tussenpersoon in het verkeer met het buitenland, zijn ertoe gehouden de staten en bewijsstukken van hun operaties periodiek aan het Instituut te doen toekomen.

Om de betalingsbalans van de B.L.E.U. samen te stellen, worden de B.L.I.W.-gegevens met betrekking tot een aantal punten verbeterd en aangevuld.

De Nationale Bank stelt de betalingsbalans op volgens twee schema's die, voor zover de gebruikte statistische documentatie het toelaat, overeenstemmen met de beginselen van de in 1961 gepubliceerde derde uitgave van het „Manuel de la Balance des Paiements” van het Internationale Monetaire Fonds ⁽¹⁾:

- a) het nationale schema (zie bijlage I)
- b) het geünificeerde O.E.S.O.-I.M.F. schema (zie bijlage II).

Bijlage II omvat een tabel waarin deze twee schema's met elkaar in overeenstemming worden gebracht.

De gegevens van de betalingsbalans volgens het nationale schema worden maandelijks gepubliceerd in de tabellen 1 tot 3 van hoofdstuk IX van het deel „Statistieken” van het „Tijdschrift van de Nationale Bank van België”. Die welke zijn

berekend volgens het geünificeerde O.E.S.O.-I.M.F. schema worden jaarlijks in genoemd Tijdschrift gepubliceerd, samen met het artikel over de betalingsbalans van de B.L.E.U.

Het nationale schema omvat een tweede versie die, wat sommige punten betreft, afwijkt van de begrippen en definities van het Handboek van het I.M.F. In deze versie worden de contante transacties van de ingezetenen met het buitenland (de enige die in de eerste versie zijn opgetekend) in aanmerking genomen, samen met de transacties in buitenlandse geldsoorten van de ingezetenen met de binnenlandse geldscheppende instellingen en samen met de valutatermijntransacties. Deze tweede versie van het nationale schema van de betalingsbalans wordt om de drie maanden gepubliceerd in tabel IX-4 van het Tijdschrift van de Bank onder de titel „Operaties met het buitenland, operaties in buitenlandse valuta's van de ingezetenen met de Belgische en Luxemburgse banken en valutatermijntransacties”. De „filosofie” van de bovengenoemde tabel, de beginselen volgens welke zij is samengesteld, de geleding van de verschillende rubrieken, de juiste betekenis van de operaties welke deze omvatten, en de verbinding met die van de eerste versie van het nationale schema, zijn uiteengezet in bijlage III.

Onderhavige uiteenzetting heeft tot doel de begrippen, definities en methodes te beschrijven waarvan gebruik werd gemaakt om de betalingsbalans van de B.L.E.U. over 1976 op te stellen. Behalve de bovengenoemde bijlagen omvat zij drie grote onderverdelingen:

- I—Het hoofdstuk „Hoofdbeginselen” zet de basisbegrippen en -definities uiteen.
- II—Het hoofdstuk „Definitie van de posten en opmaken van de balans” geeft een beschrijving van de onderscheiden kenmerken en van de samenstelling van iedere post van de betalingsbalans.

De beschrijving in deze twee hoofdstukken heeft uitsluitend betrekking op de eerste versie van het nationale schema van de betalingsbalans, d.w.z. de traditionele indeling ervan.

⁽¹⁾ Een vierde editie van het „Manuel” werd in 1977 gepubliceerd. Ze zal als leidraad dienen voor de samenstelling van de gegevens van de betalingsbalansen van het jaar 1977; de voorschriften van het nieuwe „Manuel” blijven in wezen gelijk aan de vroegere.

I — Hoofdbeginselen

INLEIDENDE OPMERKINGEN

Een betalingsbalans kan, algemeen gezien, worden omschreven als een staat van de internationale economische transacties van een volkshuishouding, d.w.z. van de goederen en diensten die deze volkshuishouding aan andere volkshuishoudingen heeft geleverd of die ze ervan heeft ontvangen, evenals van de veranderingen in haar vorderingen en schulden tegenover het buitenland.

De betalingsbalans van de B.L.E.U. is de statistiek waarin worden opgetekend alle contante operaties, zowel in (Belgische of Luxemburgse) frank als in buitenlandse valuta's, die in de loop van een bepaalde periode plaats hadden tussen de ingezetenen van de B.L.E.U. en de niet-ingezetenen. Zij is ingedeeld naar soort van operaties en naar sectoren, evenals naar land of groepen van landen. De geografische indeling wordt jaarlijks gepubliceerd in het Tijdschrift van de Bank waarin het artikel over de betalingsbalans van de B.L.E.U. verschijnt.

Deze algemene definities vergen een zeker aantal nauwkeuriger omschrijvingen.

1. DE KEUZE VAN DE METHODE VAN OPTEKENING: OP KASBASIS OF OP TRANSACTIEBASIS

De in een betalingsbalans geregisteerde operaties kunnen zijn:

- ofwel de economische transacties, zelfs indien sommige ervan geen aanleiding geven tot betalingen of indien deze laatste uitgesteld zijn of vervroegd. De aldus opgemaakte balansen worden „balansen op transactiebasis” genoemd;
- ofwel de betalingen, d.w.z. de geldoverdrachten waartoe de transacties aanleiding geven en op grond waarvan de „balansen op kasbasis” worden opgesteld.

Het verschil tussen de balans op kasbasis en die op transactiebasis is inzonderheid toe te schrijven aan:

- de tijdsverschillen in de registratie van de operaties;
- het gebied waarop de geregisteerde operaties betrekking hebben;
- de wijze van telling van de gegevens.

a) Tijdsverschillen in de registratie van de operaties komen tot uiting in alle gevallen waarin een economische transactie niet betaald wordt op hetzelfde ogenblik als waarop ze plaatsheeft (bv. wanneer een goed van eigenaar verandert of de grens overschrijdt), maar tevoren (vervroegde betaling) of nadien (uitgestelde betaling).

Zo registreren de balansen op transactiebasis de transacties op het ogenblik waarop ze plaatshebben. Wordt de betaling uitgevoerd op krediet, dan worden de economische transactie en het krediet waarmee zij gepaard gaat — dit laatste is een kapitaalbeweging — onmiddellijk in de balans opgenomen: het krediet wordt later geannuleerd, bij de betaling. Een balans op kasbasis registreert de transacties daarentegen pas wanneer ze betaald worden. De kredieten die naar aanleiding van de transacties worden verleend, worden dus niet opgetekend.

b) Een balans op transactiebasis omvat, in beginsel, meer operaties dan een balans op kasbasis.

Zo komen de operaties die geen aanleiding geven tot betalingen (bv. de giften in natura) niet voor op een balans op kasbasis, maar worden zij wel opgenomen in een balans op transactiebasis. Voorts wordt in een balans op kasbasis de registratie van sommige brutostromen bemoeilijkt doordat van verscheidene, elkaar compenserende operaties vrij vaak alleen het saldo wordt betaald (bv. de betaling van het saldo van een rekening tussen een hoofdzetel in de B.L.E.U. en zijn filiaal in het buitenland na verrekening van de bruto-ontvangsten en -uitgaven); soms ook heeft een enkele betaling betrekking op een aantal operaties van uiteenlopende aard (bv. de betaling die tegelijkertijd betrekking heeft op de waarde van een goed, de vervoer- en verzekeringskosten of andere verleende diensten i.v.m. dat goed).

De voornaamste operaties die, in beginsel, moeten voorkomen in een balans op transactiebasis maar die ontbreken in een balans op kasbasis, zijn uiteindelijk de volgende:

- de ruiltransacties,
- de giften in natura,
- de gecompenseerde operaties,
- de investeringen die gefinancierd worden door inbreng in natura, afstand van octrooien, door ter plaatse opnieuw geïnvesteerde winsten ⁽¹⁾ en door de goederen, octrooien en winsten welke die investeringen financieren,
- de operaties waarop betalingstermijnen zijn toegestaan en, meer in het bijzonder, de commerciële kredieten toegestaan of ontvangen door ingezetenen en die hun oorsprong vinden in betalingen die t.o.v. de datum van uit- of invoer van goederen waarop zij betrekking hebben, zijn vervroegd of uitgesteld.
- de transacties die buiten het lokale bankstelsel om worden betaald.

c) Voor zover in de balansen op kasbasis uitsluitend betalingen via banken worden opgetekend, vertonen alle posten, boekhoudkundig gezien, een zekere gelijkmatigheid en strakheid. Daarom behoort de „sluitpost” waardoor alle uitgevoerde inschrijvingen ⁽²⁾ in beginsel in evenwicht worden gebracht, van betrekkelijk weinig belang te zijn. Doordat bij de opstelling van balansen op transactiebasis voor de twee tegengestelde aantekeningen waartoe de boeking van een transactie in een betalingsbalans aanleiding geeft, gebruik wordt gemaakt van gegevens uit verschillende bronnen die niet noodzakelijk overeenstemmen, is er daarentegen vaak een belangrijke „sluitpost” nodig om de operaties boekhoudkundig in evenwicht te houden. Deze post, die men terugvindt in alle betalingsbalansen, wordt traditioneel „Nettovergissingen en -weglatingen” ⁽³⁾ genoemd.

De keuze van de ene of de andere soort van balans kan worden bepaald door allerlei overwegingen zoals:

⁽¹⁾ D.w.z. de winsten die de niet-ingezetenen opnieuw investeren in hetzelfde land zonder ze eerst over te maken aan het buitenland.

⁽²⁾ Per definitie is de nettosom van alle bestanddelen van de betalingsbalans gelijk aan nul (in dit verband zij verwezen naar sectie 10 van dit hoofdstuk over de bepaling van het saldo van de betalingsbalans). Wanneer men alle inschrijvingen optelt, komt men in werkelijkheid echter haast onvermijdelijk tot een nettocredit- of nettodebetsaldo, voortvloeiend uit diverse vergissingen en weglatingen in de staat. In de indeling van de betalingsbalans komt dan ook normaliter een afzonderlijke post „Nettovergissingen en -weglatingen” voor die de geregistreerde inschrijvingen boekhoudkundig in evenwicht brengt. Indien deze laatste sluiten met een creditsaldo, komt de post „vergissingen en weglatingen” met dezelfde waarde voor op het debet en omgekeerd.

⁽³⁾ „Netto” omdat de vergissingen en weglatingen elkaar ten dele kunnen compenseren.

- het streven om de aanbevelingen van de internationale organisaties op te volgen en, meer in het bijzonder, die van het Internationale Monetaire Fonds dat in zijn handboek van de betalingsbalans voorschrijft dat deze moet worden opgesteld op transactiebasis;
- principiële redenen, te weten het oogpunt van waaruit men de economische betrekkingen met het buitenland wil onderzoeken en de verschijnselen die men in het licht wil stellen;
- praktische redenen in verband met de beschikbare statistische gegevens of met de graad van betrouwbaarheid ervan.

In feite stellen de meeste landen hun betalingsbalans — of althans de post „Goederenverkeer” van deze balans — samen op transactiebasis. Sommige landen, met name Nederland, Frankrijk en Italië maken zelfs twee soorten balansen op — een op transactiebasis en een op kasbasis — wat de mogelijkheid biedt de operaties tegelijkertijd te belichten uit een reëel en een financieel oogpunt. Daartoe gebruiken zij afwisselend twee bronnen van basisstatistieken voor de registratie van het goederenverkeer: de douanestatistieken (voor de balans op transactiebasis) en de betalingsstaten (voor de balans op kasbasis).

De voornaamste statistische bron waarvan gebruik wordt gemaakt voor de samenstelling van de *betalingsbalans van de B.L.E.U.* is de registratie door het Belgisch-Luxemburgs Instituut voor de Wissel van de betalingen die via het Belgisch en Luxemburgs banksysteem worden verricht. Het is de meest juiste en de volledigste bron en de balans die aan de hand daarvan wordt opgesteld is er een van het type „op kasbasis”. Om deze balans tot op zekere hoogte te kunnen vergelijken met een balans op transactiebasis, worden in de bedragen van de bovengenoemde betalingen evenwel een aantal aanpassingen aangebracht. Deze aanpassingen gelden in hoofdzaak de post „Uitvoer en invoer van goederen”. Zij hebben betrekking op:

- de op krediet uitgevoerde goederentransacties die kunnen worden opgetekend;
- aankopen en verkopen van goederen door middel van bankbiljetten;
- sommige giften in natura.

Op grond van de huidige statistische documentatie kunnen de uitvoer en invoer van goederen onmogelijk in grotere mate op transactiebasis worden opgenomen: de betalingsbalans moet immers zo vlug mogelijk kunnen worden gepubliceerd na het einde van de periode waarop zij betrekking heeft. Wanneer men over een aanzienlijk langere termijn beschikt is het echter mogelijk die uitvoer en invoer volledig te ramen op transactiebasis. De aldus geraamde gegevens worden

gepubliceerd in tabel IX-5 van het deel „Statistieken” van het Tijdschrift van de Bank onder de titel „Uitvoer en invoer van de B.L.E.U.”⁽¹⁾. De ramingsmethode is uiteengezet in bijlage IV.

2. BEGINSLEN MET BETREKKING TOT DE RAMING VAN DE TRANSACTIES

In beginsel moeten de inschrijvingen in de betalingsbalans worden uitgedrukt in de marktprijs, d.w.z. de prijs waartegen tussen van elkaar onafhankelijke partijen een transactie plaatsheeft waarin alleen commerciële overwegingen spelen⁽²⁾.

Aangezien de transacties die in de betalingsbalans moeten worden opgenomen aanvankelijk gesteld zijn in verschillende valuta's, kunnen zij niet worden opgeteld vooraleer zij omgezet zijn in nationale valuta of in een andere rekeneenheid. De meest gebruikte methode van omzetting bestaat erin de omrekening te doen aan de hand van de gemiddelde marktcoers van de periode tijdens welke de transacties geregistreerd zijn.

In de *betalingsbalans van de B.L.E.U.* bestaan de inschrijvingen in beginsel uit de bedragen van de betalingen aan en van het buitenland via het Belgische en Luxemburgse bankwezen.

Meer bijzonderheden over de wijze van raming en registratie van de transacties die niet via de banken worden betaald, worden verstrekt wanneer de betrokken posten van de betalingsbalans worden onderzocht.

Wat de keuze van de rekeneenheid betreft, worden alle geregistreerde transacties omgezet in Belgische frank⁽³⁾. De omrekeningen in de nationale valuta hebben plaats op basis van de gemiddelde dagkoersen die op de gereguleerde deviezenmarkt in Brussel werden toegepast in de loop van de periode tijdens welke de transacties worden geregistreerd.

3. DEFINITIE VAN DE „INGEZETENEN” EN „NIET-INGEZETENEN”

Over het algemeen worden de natuurlijke en rechtspersonen wier economisch belangencentrum in een bepaald land ligt, beschouwd als ingezetenen van dat land, ongeacht of zij er de nationaliteit van hebben of niet.

De indeling van de personen die de nationaliteit van het betrokken land bezitten en er ononderbroken verblijven, brengt geen enkel probleem mee: het gaat onbetwistbaar om ingezetenen. Zo ook doen de personen die tijdelijk in het land verblijven zoals reizigers, leden van buitenlandse strijdkrachten en van het diplomatieke korps alsmede de grensarbeiders geen problemen rijzen: het zijn niet-ingezetenen omdat hun economische belangen in het buitenland geconcentreerd zijn. Moeilijker is echter de hoedanigheid te bepalen van de personen die een gespreid belangencentrum hebben, o.a. de buitenlandse arbeiders die in het land een domicilie verkrijgen, maar die een groot deel van hun loon overmaken naar hun land van oorsprong waar hun gezin gebleven is.

De definitie van „ingezetenen” en „niet-ingezetenen” waarvan in de *betalingsbalans van de B.L.E.U.*⁽⁴⁾ gebruik wordt gemaakt stemt „mutatis mutandis” overeen met de algemene, hierboven aangehaalde, definitie.

Ingezetene is iedere natuurlijke persoon die zijn voornaamste verblijfplaats heeft in België of in het Groothertogdom Luxemburg, alsmede iedere rechtspersoon waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is in België of in het Groothertogdom Luxemburg.

Wanneer een natuurlijke persoon verblijfplaatsen heeft in meer dan één land, wordt hij geacht zijn voornaamste verblijfplaats te hebben in het land waar hij het meest gehuisvest is.

Heeft een rechtspersoon, behalve zijn maatschappelijke zetel in een bepaald land, een exploitatiezetel in een ander land, dan wordt dit laatste beschouwd als het land van verblijf van die rechtspersoon voor alle vermogens waarvan het beheer afhangt van die exploitatiezetel en voor alle door de zetel verrichte handelingen.

Zo wordt een rechtspersoon, indien hij, behalve zijn maatschappelijke zetel buiten België of het Groothertogdom Luxemburg, een of meer bedrijfszetels in België of het Groothertogdom Luxemburg heeft, beschouwd als niet-ingezetene

⁽⁴⁾ Deze definitie steunt in hoofdzaak op die welke het Belgisch-Luxemburgs instituut voor de Wissel in zijn reglementering toepast. Volgens de daaraan eigen terminologie worden de ingezetenen in België „inlanders” en die van het Groothertogdom Luxemburg „résidents” genoemd.

⁽¹⁾ Deze tabel omvat bovendien een raming van het verloop van de netto commerciële vorderingen of schulden tegenover het buitenland die wordt verkregen door het verschil te maken tussen de uitvoer en de invoer op transactiebasis enerzijds, en op kasbasis anderzijds.

⁽²⁾ De bij een transactie betrokken partijen zijn bv. niet onafhankelijk in bovengenoemde zin indien het gaat om filiaalbedrijven, en commerciële overwegingen zijn niet altijd de enige waardoor de partijen zich laten leiden. Indien de transactie geen werkelijke marktprijs heeft, is het dus soms nodig zijn toevlucht te nemen tot een vervangingswaarde vastgesteld naar analogie met de overeenstemmende marktprijzen (bv. in het geval van ruilhandel, giften of transacties tussen filiaalbedrijven).

⁽³⁾ Ingevolge het stelsel van monetaire associatie tussen België en Luxemburg, heeft de Luxemburgse frank dezelfde waarde als de Belgische.

voor alle goederen waarvan het beheer afhangt van de maatschappelijke zetel en voor alle door die zetel verrichte handelingen. Hij wordt beschouwd als ingezetene voor alle goederen waarvan het beheer afhangt van de in België of in het Groothertogdom gevestigde zetel(s) en voor alle door die zetel(s) verrichte handelingen.

Zo ook wordt een rechtspersoon die, buiten zijn maatschappelijke zetel in België of in het Groothertogdom Luxemburg, één of meer bedrijfszetels heeft in het buitenland, beschouwd als ingezetene voor alle goederen waarvan het beheer afhangt van de maatschappelijke zetel en voor alle door die zetel verrichte handelingen. Hij wordt beschouwd als niet-ingezetene voor alle goederen waarvan het beheer afhangt van de in het buitenland gevestigde zetel(s) en voor alle door die zetel(s) verrichte handelingen.

Op grond van deze algemene definities omvatten de ingezetenen van de B.L.E.U. inzonderheid:

- de reizigers in het buitenland;
- de leden van het diplomatiek korps en van de gewapende strijdkrachten die hun dienst volbrengen in het buitenland;
- de werknemers die arbeiden in landen ⁽¹⁾ die aan de B.L.E.U. grenzen ⁽²⁾;
- de buitenlandse arbeiders die behoren tot niet-aangrenzende landen en in de B.L.E.U. komen werken ⁽³⁾;
- het personeel van de in de B.L.E.U. gevestigde Europese en internationale instellingen.

De niet-ingezetenen omvatten met name:

- de Europese en internationale instellingen in de B.L.E.U. (de internationale instellingen worden beschouwd als ingezetenen van een internationaal gebied dat buiten de grenzen ligt van het land waarin zij geografisch gevestigd zijn);
- de leden van het buitenlands diplomatiek korps en van de buitenlandse gewapende strijdkrachten die hun dienst verrichten in de B.L.E.U.;
- de buitenlandse werknemers afkomstig uit aangrenzende landen die in de B.L.E.U. werken;
- de Belgische en Luxemburgse werknemers die

⁽¹⁾ Aangrenzende landen van de B.L.E.U. zijn: Nederland, de Bondsrepubliek Duitsland en Frankrijk.

⁽²⁾ Deze werknemers zijn meestal grensarbeiders die vaak terugkeren in de B.L.E.U., waar hun gezin woont, en van wie men bijgevolg kan veronderstellen dat zij er hun belangencentrum behouden hebben.

⁽³⁾ Wanneer het werkverschaffende land en het land van oorsprong geografisch van elkaar verwijderd zijn (niet-aangrenzende landen) is men er van uitgegaan dat de immigrerende werknemer zijn belangencentrum heeft in het land waar hij werkt. Deze maatstaf, hoe willekeurig ook, stemt ongetwijfeld in vrij ruime mate overeen met de werkelijkheid.

in andere dan in aangrenzende landen van de B.L.E.U. werkzaam zijn.

4. UITGANGSPUNT VAN DE REGISTRATIE VAN DE OPERATIES TUSSEN INGEZETENEN EN NIET-INGEZETENEN

In beginsel worden in een betalingsbalans alleen de transacties tussen ingezetenen en niet-ingezetenen in aanmerking genomen. Dit betekent dat men normaliter de veranderingen in de tegoeden en verplichtingen tegenover het buitenland voortvloeiend uit waardeveranderingen ten gevolge van prijs- of wisselkoersschommelingen, niet optekent ⁽⁴⁾.

Op die regel zijn evenwel enkele uitzonderingen:

- in de betalingsbalans worden elementen opgenomen waaraan geen enkele transactie met het buitenland ten grondslag ligt;
- men registreert sommige transacties onder ingezetenen;
- men registreert sommige transacties onder niet-ingezetenen;
- men laat sommige transacties onder ingezetenen en niet-ingezetenen weg.

a) De bijzondere trekkingsrechten toegekend aan de lid-staten van het Internationale Monetaire Fonds verhogen de reserves van de landen en worden om die reden in de betalingsbalansen opgenomen. Aangezien aan de toewijzingen geen enkele transactie met het buitenland ten grondslag ligt ⁽⁵⁾, wordt de tegenpost ervan verschillend geregistreerd ⁽⁶⁾.

In de *betalingsbalans van de B.L.E.U.* worden de toewijzingen van B.T.R. alleen maar „pro memorie” onderaan de balans geboekt. Op die wijze is de verhoging van de deviezenreserves geregistreerd zonder dat men hoeft te voorzien in een tegenpost. Deze laatste zou immers, indien hij „boven de streep” voorkwam, de betekenis van het balanssaldo vervalsen en indien hij „onder de streep” was ingeschreven, zou hij kunnen worden verklaard als een compensatie van de weerslag van de verhoging der B.T.R. op de goudvoorraad en nettodeviezenpositie van de geldscheppende instellingen.

⁽⁴⁾ Zo omvatten de bewegingen van de vorderingen en schulden tegenover het buitenland van de Belgische en Luxemburgse banken en van de Nationale Bank in de betalingsbalans van de B.L.E.U. niet de boekhoudkundige veranderingen die voortvloeien uit wijzigingen in de wisselkoersen tussen de Belgische frank en de buitenlandse valuta's.

⁽⁵⁾ De transactie omvat immers maar een enkele partij, nl. de ingezetene.

⁽⁶⁾ Meer bepaald vormt de toewijzing (credit) of de annulering (debet) zelf de tegenpost die overeenstemt met respectievelijk de verhoging (debet) of de vermindering (credit) van de tegoeden in bijzondere trekkingsrechten.

b) Transacties tussen ingezetenen worden hoofdzakelijk in de volgende drie gevallen opgetekend in de betalingsbalans:

- i) wanneer de invoer in cif-termen wordt geraamd, kan de waarde ervan de transport- en verzekeringskosten omvatten betaald door de nationale importeurs aan ingezetenen. In dat geval worden in de handelsbalans van het invoerland operaties onder ingezetenen opgenomen.
- ii) wanneer tussen ingezetenen transacties plaatshebben die een overdracht van vorderingen op het buitenland van een binnenlandse sector naar een andere tot gevolg hebben (bv. afdrachten van deviezen door de handelsbanken aan de monetaire overheid en omgekeerd).
- iii) wanneer een goudtransactie plaatsheeft tussen twee ingezetenen waarvan de ene tot de geldscheppende sector behoort. Dit houdt verband met de omstandigheid dat, wanneer het goud in het bezit is van de geldscheppende sector, het gelijkgesteld wordt met de vorderingen op het buitenland.

In de *betalingsbalans van de B.L.E.U.* kunnen de uitgaven voor invoer de terugbetaling door de importeurs omvatten van sommige vracht- en verzekeringskosten die door de buitenlandse uitvoerders betaald werden aan in de B.L.E.U. gevestigde transporteurs en assuradeurs. Deze overschatting van de invoeruitgaven wordt in het saldo van het gezamenlijke goederen- en dienstenverkeer gecompenseerd doordat de posten „vrachtkosten” en „verzekeringskosten” voor het goederenvervoer aan de kant van de ontvangsten de bedragen omvatten die de in de B.L.E.U. gevestigde transporteurs en assuradeurs geïnd hebben.

Wat de transacties tussen ingezetenen betreft die aanleiding geven tot een overdracht van vorderingen op het buitenland van een binnenlandse sector naar een andere, deze transacties worden in de betalingsbalans van de B.L.E.U. opgetekend, o.a. wanneer handelsbanken deviezen afstaan aan de centrale bank, zoals in het bovenstaande geval.

Zo ook registreert de betalingsbalans sommige kapitaaltoevloeiingen uit het buitenland die in feite transacties onder ingezetenen dekken (bv. wanneer op leningen uitgegeven door ingezetenen in het buitenland is ingeschreven door ingezetenen). Als tegenpost voor deze toevloeiingen uit hoofde van buitenlandse investeringen en beleggingen in de B.L.E.U. is er kapitaaluitvoer uit hoofde van Belgisch-Luxemburgse investeringen en beleggingen in het buitenland.

De goudtransacties die zouden kunnen plaats-

hebben tussen twee ingezetenen waarvan de ene behoort tot de geldscheppende sector, worden in de betalingsbalans van de B.L.E.U. op verschillende wijze behandeld naargelang de betrokken geldscheppende ingezetene de centrale bank is of een private bank. In het eerste geval wordt de transactie opgenomen in de betalingsbalans van de B.L.E.U. In het tweede geval wordt zij niet geregistreerd in de balans aangezien het goud van de private banken beschouwd wordt als een gewone koopwaar.

c) Transacties tussen niet-ingezetenen worden in de betalingsbalans in hoofdzaak in de twee volgende gevallen geregistreerd:

- i) wanneer de uitgevoerde goederen vervoerd en verzekerd worden door niet in de B.L.E.U. gevestigde bedrijven voor rekening van de buitenlandse importeur, kan de handelsbalans van het uitvoerland operaties onder niet-ingezetenen omvatten: de terugbetaling door de buitenlandse importeur van de vracht- en verzekeringskosten betaald door de in de B.L.E.U. gevestigde exporteur aan de buitenlandse transporteurs en assuradeurs is begrepen in de uitvoerontvangsten.
- ii) wanneer de transacties tussen niet-ingezetenen tot gevolg hebben dat verplichtingen van het land dat de balans opstelt, worden overgedragen van een buitenlandse sector naar een andere (bv. wanneer buitenlandse handelsbanken aan een buitenlandse geldscheppende autoriteit vorderingen op in de B.L.E.U. gevestigde handelsbanken afstaan).

In de *betalingsbalans van de B.L.E.U.* kunnen de uitvoerontvangsten de terugbetaling door buitenlandse importeurs omvatten van sommige vracht- en verzekeringskosten betaald door in de B.L.E.U. gevestigde exporteurs aan buitenlandse transporteurs en assuradeurs. Deze overschatting van de uitvoerontvangsten wordt in het saldo van het gezamenlijke goederen- en dienstenverkeer gecompenseerd doordat de posten „vrachtkosten” en „verzekeringskosten” voor het goederenverkeer aan de kant van de uitgaven de betalingen door de exporteurs omvatten voor rekening van de buitenlandse importeurs ten gunste van de buitenlandse transporteurs en verzekeraars.

Zo ook registreert de betalingsbalans sommige kapitaaltransacties onder niet-ingezetenen, bij voorbeeld wanneer op leningen uitgegeven in de B.L.E.U. door niet-ingezetenen, wordt ingeschreven door niet-ingezetenen. Er is dan een uitvoer van kapitaal uit hoofde van Belgisch-Luxemburgse investeringen en beleggingen in het buitenland met als tegenpost een invoer van kapitaal uit hoofde van buitenlandse investeringen en beleggingen in de B.L.E.U.

T.a.v. de onder ii) hierboven bedoelde operaties laten de beschikbare statistische gegevens de identificatie toe van de verplichtingen van de geldscheppende instellingen tegenover de buitenlandse officiële en particuliere sector.

d) Wat de weglating van sommige transacties tussen ingezetenen en niet-ingezetenen in de betalingsbalansen betreft, zij er op gewezen dat geen enkele operatie stelselmatig wordt weggelaten, behalve bij voorbeeld in de balansen op kasbasis de ruiltransacties of de giften in natura.

In de *betalingsbalans van de B.L.E.U.* worden in de cijfers van de betalingen sommige aanpassingen aangebracht om aldus de transacties op te nemen die niet voorkomen in de balansen op kasbasis (bv. de giften in natura en de goederentransacties gekoppeld aan commerciële kredieten die kunnen worden opgetekend).

5. BEGINSSEL VAN DE OPTEKENING IN BRUTO- OF NETTOCIJFERS

In beginsel worden de gegevens van de betalingsbalans opgetekend op brutobasis, d.w.z. dat iedere operatie wordt geregistreerd en niet alleen de saldo's van tegengestelde stromen. Ten aanzien van de kapitaaltransacties betekent dit beginsel dat, zowel voor de vorderingen als voor de verplichtingen, de toe- en wegvloeiingen worden geïsoleerd.

Zo worden de toevloeiingen van reële middelen en de stijgingen van vorderingen (of de verminderingen van verplichtingen) geboekt op het debet, de uitvoer van reële tegoeden en de verminderingen van vorderingen (of de verhogingen van verplichtingen) op het credit.

Op dat beginsel zijn echter uitzonderingen. Zo wordt, wat het lopend verkeer betreft, alleen het nettosaldo van de transacties opgenomen in de betalingsbalans indien goederen worden gekocht in een vreemd land en doorverkocht aan een ander zonder te zijn ingevoerd, of indien goederen zijn ingevoerd (uitgevoerd) om te worden verwerkt en vervolgens opnieuw te worden uitgevoerd (ingevoerd).

In de *betalingsbalans van de B.L.E.U.* worden de lopende transacties in beginsel geboekt in brutocijfers. Voor arbitrages en loonwerk (zoals hierboven vermeld) evenals voor alle operaties die alleen maar per saldo werden betaald, worden evenwel nettobedragen opgenomen.

De bewegingen van lang kapitaal (voor meer dan een jaar) van de overheid, de overheidsbedrijven en de financiële instellingen van de overheidssector worden geregistreerd in brutocijfers. Van de

bewegingen van kort kapitaal van de bovengenoemde instellingen worden daarentegen alleen maar nettocijfers opgenomen.

In de kapitaalbewegingen van de privé-sector wordt een onderscheid gemaakt tussen enerzijds, de Belgisch-Luxemburgse investeringen en beleggingen in het buitenland en anderzijds, de buitenlandse investeringen en beleggingen in de B.L.E.U. Binnen ieder van deze categorieën worden bruto kapitaalstromen geregistreerd voor de posten „Directe investeringen”⁽¹⁾ en „Onroerende goederen”. Van de overige posten wordt daarentegen slechts het nettobedrag opgenomen omdat de registratie van brutostromen slechts weinig betekenis zou hebben⁽²⁾.

6. TERRITORIALE AFBAKENING

De begrippen „ingezetene” en „niet-ingezetene” hebben alleen maar zin met betrekking tot een bepaald grondgebied. Ten behoeve van de betalingsbalans kan men steunen op politieke maatstaven (nationaal grondgebied) of op economische maatstaven die niet noodzakelijk samenvallen met de politieke. Zo kan het grondgebied van een land in termen van betalingsbalans niet alleen het grondgebied van een staat omvatten, maar eveneens dat van het land of van de landen waarmee die staat geassocieerd is door economische of monetaire banden (bv. in het raam van een economische of monetaire unie).

De territoriale afbakening van de *betalingsbalans van de B.L.E.U.* berust op economische criteria. De betalingsbalans van de B.L.E.U. heeft immers betrekking op het economisch grondgebied bestaande uit het grondgebied van de Belgische Staat en dat van de Luxemburgse Staat ten gevolge van de ondertekening te Brussel, op 25 juli 1921, van het Verdrag waardoor tussen België en het Groothertogdom Luxemburg een economische unie tot stand kwam.

(¹) De uitleningen en aflossingen van leningen die kapitaalstromen van directe investeringen vormen en opgenomen zijn in de genoemde post, worden slechts voor hun nettobedrag opgenomen. De reden hiervoor is dat de inlichtingen waarover men beschikt het niet mogelijk maken de langlopende transacties te onderscheiden van de gewone tijdelijke voorschotten van gelden. De registratie van brutostromen zou bijgevolg weinig of geen betekenis hebben.

(²) Dat is met name het geval met de transacties in buitenlandse effecten. De bestedingen kunnen niet worden gelijkgesteld met nieuwe beleggingen in het buitenland evenmin als de ontvangsten kunnen worden gelijkgesteld met repatriëringen van kapitaal. De ene zowel als de andere worden namelijk aanzienlijk beïnvloed door de arbitrage van effecten; telkens als een ingezetene een buitenlands effect verkoopt om er een ander te kopen, wordt er immers tegelijkertijd een ontvangst en een uitgave geboekt. Dit heeft tot gevolg dat, behalve misschien indien men de omzet in buitenlandse effecten wil ramen, alleen de saldo's in aanmerking behoren te worden genomen.

7. INDELING VAN DE BETALINGSBALANS NAAR HOOFDRUBRIEKEN

Voor de analyse van de internationale economische betrekkingen is het noodzakelijk dat de betalingsbalansen ingedeeld worden in grote rubrieken op grond van de verschillende soorten van transacties die er in voorkomen. Deze kunnen worden ingedeeld in vijf categorieën:

- aankopen en verkopen van goederen en diensten tegen financiële activa (d.w.z. omwisseling van goederen en diensten tegen vorderingen of tegen monetair goud);
- ruilhandel (d.w.z. omwisseling van goederen en diensten tegen andere goederen en diensten);
- omwisseling van financiële activa tegen andere financiële activa (bv. verkoop van effecten tegen contanten);
- het afstaan of het verkrijgen van goederen en diensten zonder tegenpost (bv. giften in natura);
- het afstaan of het verkrijgen van financiële activa zonder tegenpost (bv. giften in contanten).

Deze vijf categorieën van economische transacties veroorzaken reële of financiële stromen. Meestal worden zij ondergebracht onder drie hoofdrubrieken:

- goederen en diensten (met inbegrip van de diensten van de produktiefactoren) ⁽¹⁾, d.w.z. de stromen van reële middelen, ongeacht of het gaat om stromen als tegenpost van andere stromen (reële of financiële) of niet;
- overdrachten, d.w.z. de inschrijvingen die de boekhoudkundige tegenpost vormen van kosteloze dienstverleningen (zonder economische tegenpost) die elders in de betalingsbalans worden opgenomen: reële middelen (goederen, diensten) en financiële activa afgestaan of verkregen zonder in ruil ervoor reële middelen of financiële activa te verwerven of te geven;
- kapitaalverkeer, d.w.z. de transacties met betrekking tot financiële activa (monetair goud, bijzondere trekkingsrechten, vorderingen) ongeacht of die transacties al dan niet een (reële of financiële) tegenpost hebben, want zij hebben een verandering in de vermogenspositie van een land tegenover het buitenland tot gevolg.

In de *betalingsbalans van de B.L.E.U.* wordt die indeling in drie hoofdrubrieken toegepast. Men vindt er inderdaad in terug:

- het goederen- en dienstenverkeer;
- de overdrachten;
- het kapitaalverkeer.

⁽¹⁾ Deze diensten worden in de nationale rekeningen ook „factorinkomens” genoemd.

8. INDELING VAN DE BETALINGSBALANS NAAR SECTOREN

Voor de analyse van de internationale economische betrekkingen is, behalve een indeling van de operaties van de betalingsbalans naar hoofdrubrieken, een indeling naar sectoren onmisbaar. Tot een zelfde soort van operaties kan immers worden besloten op grond van verschillende redenen naargelang van de sectoren waartoe de betrokken economische subjecten behoren. Traditioneel zijn de balansen van de overdrachten en van de kapitaalbewegingen ingedeeld naar sectoren, terwijl de balans van de goederen en diensten het niet is ⁽²⁾.

Meestal onderscheiden de betalingsbalansschema's twee basissectoren:

- de overheidssector;
- de privé sector.

Bovendien maken de betalingsbalansschema's, althans wat de bewegingen van kort kapitaal betreft, een onderscheid tussen:

- de geldscheppende sector en
- de niet-geldscheppende sector.

De geldscheppende sector omvat in het algemeen:

- de monetaire overheid (centrale bank, wisselkoersstabilisatiefonds en, voor zover zij monetaire operaties uitvoert, de Schatkist)
- de handelsbanken.

Het onderbrengen van een operatie in de ene of de andere sector hangt meestal samen met de hoedanigheid van het in de B.L.E.U. gevestigde economische subject. Naargelang van de soort van operatie waarover het gaat, gebeurt dat aan de hand van één van de twee door het I.M.F. voorgestelde algemene criteria: het criterium van de „in de B.L.E.U. gevestigde mede-contractant” of dat van de „in de B.L.E.U. gevestigde debiteur (of crediteur)” ⁽³⁾.

In twee bijzondere gevallen doet de indeling van de transacties naar sectoren problemen rijzen:

- een ingezetene staat aan een niet-ingezetene een schuldbewijs af waarvan hij niet de debiteur is (bv. een door de nationale regering uitgegeven effect wordt door een ingezetene van de privé-sector verkocht aan een niet-ingezetene). Deze operatie kan worden ondergebracht in de privé-sector waartoe de ingezetene behoort die eraan heeft deelgeno-

⁽²⁾ De enige uitzondering is de post „Niet elders vermelde overheidstransacties”.

⁽³⁾ Deze maatstaven worden eveneens toegepast voor de geografische indeling van de operaties; zij worden dan respectievelijk „criterium van de buitenlandse mede-contractant” en „criterium van de buitenlandse debiteur (of crediteur)” genoemd.

men, of aan de overheidssector waartoe de binnenlandse debiteur behoort. In het eerste geval heeft men op de ingezetene het criterium van de „binnenlandse mede-contractant” en in het tweede dat van de „binnenlandse debiteur” toegepast.

- een ingezetene verkrijgt een vordering op het buitenland en staat ze vervolgens af aan een andere ingezetene die behoort tot een andere binnenlandse sector (bv.: een handelsbank koopt een buitenlands overheidseffect en staat het vervolgens af aan een onderneming). Deze tweede transactie, die heeft plaatsgehad tussen twee ingezetenen, kan ofwel worden verwaarloosd krachtens het criterium van de „binnenlandse mede-contractant” ofwel worden geregistreerd als aankoop van een buitenlands actief door de sector „bedrijven” en als verkoop van datzelfde actief door de sector „handelsbanken” in toepassing van het criterium van de „binnenlandse crediteur”.

In de *betalingsbalans van de B.L.E.U.* worden de sectoren als volgt onderscheiden:

- t.a.v. het goederen- en dienstenverkeer: er wordt een rubriek „Overheidstransacties” afgescheiden;
 - t.a.v. de overdrachten: deze worden ingedeeld in particuliere overdrachten en overdrachten van de Staat;
 - t.a.v. het kapitaalverkeer: er wordt een onderverdeling gemaakt tussen:
 - de kapitalen van de overheid,
 - de kapitalen van de bedrijven en particulieren.

De overheid omvat de economische subjecten die deel uitmaken van de sector „Staat” in de zin van de nationale rekeningen. Zij worden onderverdeeld in twee subsectoren:

- de Staat,
- de overige overheidsinstanties.

De bedrijven en particulieren omvatten alle andere economische subjecten, met uitzondering van de instellingen met overwegend geldschepend karakter. Deze sector is onderverdeeld in twee subsectoren:

- de openbare instellingen,
- de particuliere bedrijven en particulieren.

Onder de openbare instellingen wordt een onderscheid gemaakt tussen:

- de overheidsbedrijven (¹),
- de financiële instellingen van de overheidssector (¹).

(¹) Deze instellingen worden gedefinieerd in het hoofdstuk II „Definitie van de posten en opmaken van de balans” (zie rubrieken 4.1 en 4.2).

„Onder de streep”, als posten tot financiering van de balans, worden de operaties van de (Belgische en Luxemburgse) instellingen met overwegend geldschepend karakter opgetekend. Wat deze instellingen betreft wordt een onderscheid gemaakt tussen:

- de Belgische en Luxemburgse banken;
- de diverse instellingen;
- de Nationale Bank van België.

De diverse instellingen omvatten het Bestuur der Postchecks en het Herdiscontering- en Waarborginstituut (voor het „geldschepende” deel van de operaties van deze laatste instelling, d.w.z. die welke gefinancierd worden aan de hand van middelen afkomstig van geldschepende instellingen).

Het algemeen beginsel van de toewijzing van de operaties tot bepaalde sectoren is dat deze operaties geboekt worden bij de sector waaraan de opgetekende kapitaalbewegingen ten goede komen of van wie ze afkomstig zijn; m.a.w., de betalingsbalans streeft ernaar te doen uitschijnen welke sectoren kapitaal hebben ingevoerd en vanuit welk kapitaal is uitgevoerd.

Op het hierboven vermelde algemeen beginsel gelden evenwel enkele uitzonderingen, inz. met betrekking tot transacties met Belgische en Luxemburgse overheidseffecten. Alle aankopen en inschrijvingen door buitenlanders van obligaties uitgegeven door de binnenlandse overheidssector worden aan die sector toegewezen (zelfs indien deze laatste niet de sector is waaraan de opgetekende kapitaal invoer ten goede komt). Op dezelfde wijze worden alle aflossingen aan buitenlanders en verkopen door buitenlanders van obligaties van de binnenlandse overheidssector aan deze sector toegewezen (zelfs indien deze laatste niet de sector is waarvan de opgetekende kapitaaluitvoer afkomstig is).

Voorts worden de deelnemingen van de Staat in het Internationale Monetaire Fonds, in overeenstemming met de aanbevelingen van het I.M.F., toegewezen aan de centrale bank.

9. GEOGRAFISCHE INDELING VAN DE BETALINGSBALANS

De geografische indeling van de betalingsbalans van een land heeft een analytische waarde. Zij kan immers nauwkeurige inlichtingen verstrekken over de transacties van dat land, enerzijds met zijn voornaamste individuele handelspartners, anderzijds met groepen van landen die bepaalde economische kenmerken gemeen hebben (industrielanden, ontwikkelingslanden) of ingedeeld naar hun lidmaatschap van een internationale

organisatie (landen van de E.E.G. of van de O.E.S.O.), van een gemeenschappelijk monetair gebied (landen van het sterlinggebied), van een geografisch gebied (Afrikaanse landen), enz.

De geografische bestemming van de in de betalingsbalans opgetekende operaties kan steunen op diverse criteria:

● de „verblijfplaats van de buitenlandse mede-contractant”: volgens dat beginsel wordt een bepaalde operatie ondergebracht bij een land of een groep van landen waar de buitenlandse partij verblijft die bij de gegeven operatie rechtstreeks betrokken is. Dit beginsel is van toepassing op alle rubrieken van de betalingsbalans. Wat het goederen- en dienstenverkeer betreft, kan het twee vormen aannemen: de geografische toewijzing kan in verband worden gebracht met het „financiële” aspect van de transacties of met hun „reëel” aspect, die niet samenvallen indien er tussenpersonen optreden. In het eerste geval wordt een transactie toegewezen aan het land van verblijf van de buitenlandse koper of verkoper, in het tweede aan het land van ofwel bestemming of verbruik, ofwel herkomst, oorsprong of produktie.

● de „verblijfplaats van de buitenlandse debiteur (of crediteur)”: volgens dit beginsel, waarvan de toepassing beperkt is tot de kapitaalbewegingen, wordt een bepaalde transactie toegewezen aan het land of aan de groep van landen waarin de buitenlandse debiteur of crediteur verblijft, ongeacht of deze de buitenlandse partij is die aan de transactie deelneemt (bv. een transactie tussen een ingezetene van het land dat de balans opstelt en een ingezetene van Zwitserland met betrekking tot een effect uitgegeven door een ingezetene van de Verenigde Staten, wordt niet ondergebracht bij Zwitserland, maar bij de Verenigde Staten, aangezien een vordering op de Verenigde Staten in het bezit is van een ingezetene van het land dat de balans opmaakt);

● de „valuta waarin de transactie plaatsheeft”: dit beginsel wordt slechts in aanmerking genomen wanneer de inlichtingen, die voor de toepassing van de voorgaande twee criteria vereist zijn, niet beschikbaar zijn (bv. om de geografische indeling te maken van sommige bestanddelen van de post „Reisverkeer”).

In de *betalingsbalans van de B.L.E.U.* steunt de keuze van de geografische gebieden in hoofdzaak op de indeling zoals voorgeschreven door het geünificeerde O.E.S.O.-I.M.F. schema, maar bovendien heeft men een groep landen die voor België van bijzonder belang zijn, zoals de Republiek Zaire, Rwanda en Burundi, afgescheiden.

De geografische indeling is de volgende:

- Verenigde Staten
- Canada

- Lid-Staten van de E.E.G.
- Spanje, Griekenland, Turkije
- Overige Europese lid-staten van de O.E.S.O.
- Japan
- Australië, Nieuw-Zeeland
- Zuid-Afrika
- Landen met centrale planeconomie ⁽¹⁾
- Olieproducerende landen ⁽²⁾
- Republiek Zaire, Rwanda, Burundi
- Overige landen
- Europese en internationale instellingen
- Niet-ingedeelde operaties

Het criterium waarvan gebruik werd gemaakt om de betalingsbalans van de B.L.E.U. geografisch in te delen was meestal het „land van verblijf van de buitenlander die de betaling heeft ontvangen of er opdracht toe heeft gegeven”. De voornaamste maatstaf is dus het financieel aspect van het beginsel van de verblijfplaats van de buitenlandse mede-contractant.

De uitvoer en de invoer zijn evenwel ingedeeld naar het land van bestemming en naar het land van herkomst, d.w.z. op grond van het „reële” aspect van het bovengenoemde beginsel.

De operaties in buitenlandse bankbiljetten en in buitenlandse reischeques werden ingedeeld volgens het land van de bank van uitgifte.

De betalingen waarvoor men over geen enkele deugdelijke aanduiding beschikte betreffende het land van verblijf van de buitenlanders die ze hadden ontvangen of er opdracht toe hadden gegeven, werden gegroepeerd in de kolom „Niet-ingedeelde operaties”. Dit is o.m. het geval met de arbitrage-operaties. In beginsel kan de winst die daaruit voortvloeit worden beschouwd als zijnde verwezenlijkt tegenover het land dat de goederen heeft gekocht, maar een dergelijke toewijzing veronderstelt dat men de winst op iedere verkoop kan afzonderen, d.w.z. van de geregistreerde bruto-ontvangsten het bedrag van de gekochte goederen aftrekken evenals dat van de overige betalingen in het buitenland. Bij gebrek aan soortgelijke inlichtingen is het totaal van de netto-ontvangsten uit arbitrages opgenomen in de kolom „Niet-ingedeelde operaties”.

Het was niet mogelijk alle uitgiften en aflossingen van kortlopend overheidspapier in buitenlandse valuta's waarop aanvankelijk was ingeschreven door in de B.L.E.U. gevestigde banken, geografisch in te delen; bijgevolg heeft men ze ingedeeld naar valuta. De opnemingen en terugbetalingen op overheidsleningen met een looptijd

⁽¹⁾ Comecon-landen, Volksrepubliek China, Albanië, Noord-Vietnam, Noord-Korea.

⁽²⁾ Algerije, Nederlandse Antillen, Saoedi-Arabië, Bahrein, Verenigde Arabische Emiraten, Indonesië, Irak, Iran, Koeweit, Lybië (Arabische Republiek), Nigeria, Oman, Katar, Trinidad en Tobago, Venezuela.

van meer dan een jaar werden geografisch ingedeeld voor zover men het land van verblijf van de eerste buitenlandse inschrijver kende.

T.a.v. de kapitaalbewegingen in het algemeen zij beklemtoond dat hun indeling naar gebied op basis van het land van verblijf van de persoon die de betaling heeft ontvangen of er opdracht toe heeft gegeven, steeds meer aan betekenis inboet naar mate de internationalisatie van de financiële markten voortschrijdt: het land van de opdrachtgever of van de beneficiënt is immers niet noodzakelijk het land vanwaar de middelen komen of waarheen zij gaan. Zo betekent bij voorbeeld het in de loop van een jaar geregistreerde tekort t.o.v. een land uit hoofde van „Belgisch-Luxemburgse investeringen en beleggingen in het buitenland: effecten” niet noodzakelijk dat dit land geprofiteerd heeft van een toevloeiing van middelen, noch dat de ingezetenen van de B.L.E.U. voor een zelfde bedrag ingeschreven hebben op effecten van dit land. Dat tekort kan namelijk aanzienlijk beïnvloed geweest zijn door de wijze van storting van de middelen die naar aanleiding van de uitgifte van internationale leningen werden aangetrokken.

Een gelijkaardig voorbehoud geldt voor de overige beleggingen en voor de directe investeringen wegens, bij voorbeeld, de financiële betrekkingen die tussen de verschillende filialen van een buitenlandse firma bestaan of nog omdat de houdstermaatschappijen de neiging hebben zich te vestigen in sommige landen die een voordelig belastingstelsel hebben. De geografische indeling van het kapitaalverkeer moet dus niet de uiterste omzichtigheid worden beoordeeld, want in het beste geval is zij maar een gedeeltelijke aanwijzing betreffende de oorsprong of de bestemming van de kapitalen. Wanneer het verschil tussen de schijnbare oorsprong of bestemming en de werkelijke oorsprong of bestemming van de middelen al te duidelijk was, zoals in het geval van transacties tussen houdstermaatschappijen die in toevluchtlanden gevestigd zijn, heeft men er de voorkeur aan gegeven deze kapitalen niet geografisch in te delen en ze op te nemen in de kolom „Niet-ingedeelde operaties”.

Voorts zij erop gewezen dat de rubriek „Aanpassingen”, die ervoor zorgt dat de operaties geregistreerd in de geografische betalingsbalans van de B.L.E.U. boekhoudkundig in evenwicht zijn, behalve de eigenlijke vergissingen en weglatingen de zogenaamde „multilaterale betalingen” omvat (1). De cijfers van deze rubriek worden berekend

(1) Zoals men weet hebben deze in hoofdzaak betrekking op betalingen in deviezen van derde landen. Bij wijze van voorbeeld: een deel van de invoer van aardolie afkomstig van de O.P.E.C.-landen, wordt door de B.L.E.U. betaald in dollars van de Verenigde Staten. Deze vermindering van tegoeden in dollars wordt (op de creditzijde) in de balans met de Verenigde Staten ingeschreven. De uitgave komt

door voor iedere geografische entiteit het verschil te maken tussen enerzijds, de beweging van de nettotegoeden tegenover het buitenland van de geldscheppende instellingen en de herfinanciering buiten deze laatste om van de commerciële vorderingen op het buitenland, en anderzijds, het saldo van het goederen- en dienstenverkeer, de overdrachten en het kapitaalverkeer van de overheid, van de bedrijven en van de particulieren.

10. HET BEGRIIP „SALDO” VAN DE BETALINGSBALANS

Aangezien de statistiek van de betalingsbalans is opgebouwd als een stelsel van dubbele boekhouding moet iedere geregistreerde transactie vertegenwoordigd zijn door twee strikt gelijke maar tegengestelde inschrijvingen, de ene positief (credit), de andere negatief (debet). Het nettototaal van alle positieve en negatieve inschrijvingen is bijgevolg in beginsel gelijk aan nul en de transacties houden elkaar dus in evenwicht; ieder verschil dat in de praktijk tot uiting komt is toe te schrijven aan de statistische vergissingen en weglatingen.

Om een overschot of een tekort op de betalingsbalans te doen uitkomen — en om het te meten — moet een deel van de operaties worden afgezonderd, waarvan de algebraïsche som, rekening houdend met het doel van de studie, wordt beschouwd als zijnde het saldo van de betalingsbalans. Aangezien de totale balans in evenwicht is door de aard zelf van haar constructie, heeft het saldo van de overige transacties dezelfde absolute waarde maar draagt het een tegengesteld teken. Gewoonlijk trekken de betalingsbalansspecialisten een horizontale streep tussen de twee soorten van operaties waardoor zij de betalingsbalans indelen in posten „boven de streep” en posten „onder de streep”. Deze laatste worden beschouwd als de financieringsposten van het saldo der posten „boven de streep”.

Een begrip overschot of tekort op de betalingsbalans kan dus worden gedefinieerd door ofwel de categorie van transacties „boven de streep” ofwel de categorie van transacties „onder de streep”

daarentegen (op de debetzijde) voor onder de rubriek „Invoer” in de balans met de O.P.E.C.-landen. De balans met de Verenigde Staten is dus gecrediteerd en die met de O.P.E.C.-landen gedebiteerd, telkens zonder enige tegenpost; de twee balansen zijn dus niet meer in evenwicht. De post van de multilaterale betalingen maakt het mogelijk in elke balans het verbroken evenwicht te herstellen door een debetboeking in de eerste (Verenigde Staten) en een creditboeking in de tweede (O.P.E.C.-landen). M.a.w. de multilaterale betalingen zijn eenvoudige boekingen van tegenposten van elders in de balans geregistreerde operaties.

aan te duiden ⁽¹⁾. Door de streep op verschillende plaatsen te trekken, kan men verscheidene van elkaar verschillende begrippen naar voren brengen.

Meestal onderscheidt men vijf grote concepten:

- de balans van het goederen- en dienstenverkeer,
- de lopende rekening,
- de basisbalans,
- de balans van de niet-monetaire bewegingen,
- de balans van de officiële betalingen.

a) De balans van het goederen- en dienstenverkeer wordt gedefinieerd als de som van de balansen van de goederen en van de diensten (met inbegrip van de factordiensten). Het saldo van deze balans geeft de netto-overdracht aan van reële middelen bestemd voor of herkomstig van het buitenland.

b) De lopende rekening wordt gewoonlijk gedefinieerd als de som van de balans van het goederen- en dienstenverkeer en van de overdrachten. Het saldo van deze balans vertegenwoordigt de transacties die de hoeveelheid financiële nettotegoeden tegenover het buitenland van een economie vergroten of verminderen. Uit het oogpunt van de besparingen gezien, toont de lopende rekening in welke mate een land binnenlandse besparingen uitvoert of een beroep doet op buitenlandse besparingen.

c) „Boven de streep” stemt de basisbalans overeen met de som van de lopende rekening en van het langlopende kapitaalverkeer en „onder de streep” is zij gelijk aan het totaal van het kortlopende kapitaalverkeer en van de officiële betalingen. Dit begrip, dat „boven de streep” de onstabiele kapitaaltransacties, die op korte termijn kunnen om slaan, uitsluit, wil doorgaan als een indicator van de fundamentele tendensen van de betalingsbalans. Het berust op de gedachte dat het kortlopende kapitaalverkeer over een lange periode slechts geringe positieve of negatieve saldi vertoont. Volgens dat standpunt zouden de veranderingen in de rekening van een land tegenover het buitenland gemeten aan de hand van de bewegingen der officiële betalingen, voor een groot deel voortvloeien uit de veranderingen in de basisbalans. Tegenover die opvatting kan men evenwel doen gelden dat het kortlopend kapitaalverkeer vaak een grote weerslag had op de reservepositie van talrijke landen, zodanig dat de basisbalans alleen een onvoldoende indicator van de internationale posities van de landen zou zijn geweest.

⁽¹⁾ Wanneer het saldo van de groep „boven de streep” (of „onder de streep”) gelijk is aan nul, is de betalingsbalans, in de zin van het in aanmerking genomen begrip, „in evenwicht”.

d) „Boven de streep” stemt de balans van de niet-monetaire bewegingen overeen met de som van de basisbalans en van het kortlopende niet-monetaire kapitaalverkeer (incl. de post „vergissingen en weglatingen”) en „onder de streep” is zij gelijk aan de som van het kortlopende kapitaalverkeer van de handelsbanken en van de officiële betalingen. Deze balans is een indicator van de weerslag van de operaties met het buitenland op de binnenlandse liquiditeit. Zoals de balans van de officiële betalingen vertegenwoordigt zij een begrip van „totale” balans.

e) De balans van de officiële betalingen stemt „boven de streep” overeen met de som van de balans van de niet-monetaire bewegingen en van het kortlopend kapitaalverkeer der handelsbanken en „onder de streep” met het totaal van de officiële betalingen, d.w.z. de veranderingen in de officiële deviezenreserves. Dit is het begrip „balans” waarvan het meest gebruik wordt gemaakt. In een stelsel van vaste wisselkoersen is de balans van de officiële betalingen van een land een indicator van de positie die haar valuta op de wisselmarkt inneemt, aangezien de druk van die markt zich in hoofdzaak weerspiegelt in de veranderingen van de officiële deviezenreserves. In een stelsel van zwevende wisselkoersen, daarentegen, is de balans van de officiële betalingen een veel minder belangrijke indicator van de druk van de deviezenmarkten aangezien deze tot uiting komt in veranderingen in de wisselkoersen; veranderingen in de officiële reserves komen immers slechts voor wanneer de monetaire overheid ingrijpt.

In de *betalingsbalans van de B.L.E.U.* doen de operaties, die afgezonderd werden om het totale saldo te bepalen, uitkomen in welke mate het verkeer met het buitenland liquiditeiten heeft gecreëerd of vernietigd ⁽²⁾. Dit saldo stemt dus overeen met een begrip van „balans van de niet-monetaire bewegingen”.

„Boven de streep” stemt het totale saldo van de betalingsbalans overeen met het totaal van de volgende rubrieken:

- Goederen- en dienstenverkeer
- Overdrachten
- Kapitaalverkeer van de overheid
- Kapitaalverkeer van de bedrijven ⁽³⁾ en particulieren
- Vergissingen en weglatingen (netto).

⁽²⁾ Overeenstemmend met de veranderingen in de verplichtingen van de instellingen met overwegend geldschepend karakter.

⁽³⁾ Met uitzondering van de instellingen met overwegend geldschepend karakter; de kapitalen van deze laatste worden „onder de streep” opgetekend.

„Onder de streep” stemt het saldo overeen met het totaal van de volgende twee rubrieken:

- Herfinanciering buiten de overwegend geldscheppende instellingen van commerciële vorderingen op het buitenland,
- Beweging van de nettotegoeden tegenover het buitenland van de overwegend geldscheppende instellingen.

De bedragen die in de eerste rubriek naar voren komen weerspiegelen de veranderingen van het bedrag der kredieten aan het buitenland aanvankelijk toegestaan door de Belgische banken en geherfinancierd ofwel op de Belgische markt bij niet-geldscheppende instellingen, ofwel in het buitenland (¹).

(¹) Met inbegrip van Luxemburg. De beschouwde rubriek omvat immers het door de Luxemburgse banken gefinancierde deel van de commerciële kredieten aan het buitenland aanvankelijk toegestaan door de Belgische banken.

Afzonderlijk beschouwd geeft de tweede rubriek de uiteindelijke weerslag weer van alle transacties met het buitenland op de positie tegenover het buitenland—in goud, in nettotegoeden aangehouden bij het I.M.F. en op het E.F.M.S., in buitenlandse valuta's en in Belgische of Luxemburgse franken—van het Belgische en Luxemburgse geldwezen, met uitzondering van hun wederkerige vorderingen en verplichtingen.

Samen beschouwd tonen de twee rubrieken de financiering aan van de transacties met het buitenland die aanvankelijk door het geldstelsel werd gedragen; zij gaf aanleiding tot de schepping van een gelijke hoeveelheid verplichtingen van de instellingen met overwegend geldscheppend karakter; deze schepping is vervolgens verminderd ten belope van de herfinanciering bij niet-geldscheppende instellingen. Het bedrag van deze financiering is gelijk aan het totaal „boven de streep” opgetekende transacties.

II — Definitie van de posten en opmaken van de balans

INLEIDENDE OPMERKINGEN

Om de diverse posten van de betalingsbalans te definiëren, dient men ernaar te streven:

- zoveel mogelijk het algemene criterium waardoor een bepaalde post zich onderscheidt van de andere, te doen uitkomen; dit veronderstelt dat die post homogeen is;
- aan te duiden welke soorten van operaties in een bepaalde post zijn opgenomen; deze handelwijze, de enige die in aanmerking komt om heterogene posten te beschrijven (zoals bijv. de posten „Overige diensten” of „Niet elders vermelde overheidstransacties”), bewijst ook diensten bij de analyse van homogene posten.

Behalve in geval van andersluidende vermelding, hebben de volgende uiteenzettingen betrekking op de betalingsbalans van de B.L.E.U. volgens de eerste versie van het nationale schema.

1. GOEDEREN- EN DIENSTENVERKEER

1.1 Goederenverkeer

Onder deze post worden geregistreerd:

- alle betalingen, uitgevoerd in de loop van de referentieperiode, tussen ingezetenen van de B.L.E.U. en niet-ingezetenen uit hoofde van roerende goederentransacties die plaats hadden via de Belgische en Luxemburgse banken;
- sommige transacties die niet het voorwerp hebben uitgemaakt van dergelijke betalingen, maar die men eraan toevoegt om in zekere mate de bankbetalingen, die immers niet volledig zijn, te corrigeren. Deze transacties hebben betrekking op:
 - de goederentransacties met als tegenpost commerciële kredieten die kunnen worden opgetekend;
 - sommige giften in natura;
 - aankopen en verkopen van goederen aan de hand van bankbiljetten.

Uit de optekening van het goederenverkeer volgens de hierboven uiteengezette beginselen volgt dat:

- sommige goederentransacties in de betalingsbalans van de B.L.E.U. niet zijn opgenomen;
- sommige goederentransacties opgenomen zijn onder een niet-geschikte rubriek;
- sommige goederentransacties onder de juiste post geregistreerd zijn, maar verkeerd zijn opgetekend t.a.v. de referentieperiode;
- sommige operaties, die geen goederentransacties zijn, bij deze laatste gevoegd zijn.

a) NIET IN DE BETALINGSBALANS OPGETEKENDE GOEDERENTRANSACTIES

- ruilhandel;
- giften in natura waarvoor men niet over de nodige gegevens beschikt om ze te tellen;
- goederentransacties die het voorwerp uitmaken van compensaties;
- goederentransacties die directe investeringen in de vorm van inbrengen in natura financieren;
- in het algemeen, goederentransacties die buiten de banken van de B.L.E.U. om betaald zijn of die gefinancierd werden door commerciële kredieten die niet konden worden opgetekend.

b) GOEDERENTRANSACTIES OPGENOMEN ONDER EEN NIET-GESCHIKTE RUBRIEK

Dit is met name het geval voor sommige transacties die betaald zijn door middel van bankbiljetten en waarvoor een raming onmogelijk of slechts gedeeltelijk mogelijk was. Deze transacties komen dan voor onder andere rubrieken (bijv. het reisverkeer in het buitenland).

c) GOEDERENTRANSACTIES DIE ONDER DE JUISTE POST ZIJN GEREgistREERD MAAR VERKEERD ZIJN OPGETEKEND T.A.V. DE REFERENTIEPERIODE

Dat is het geval met teruggestuurde, niet-conforme goederen. De terugbetalingen worden opgetekend bij de goederentransacties op de datum van de betaling:

- in geval van terugzendingen aan ingezetenen van niet-conforme goederen die eerder via de

banken werden betaald, worden de door deze ingezetenen terugbetaalde bedragen gevoegd bij de betalingen van invoer van de lopende periode in plaats van te worden afgetrokken van de uitvoerbetalingen van de voorafgaande periode;

— in geval van terugzendingen aan buitenlanders van niet-conforme goederen die eerder via de banken werden betaald, worden de door die buitenlanders terugbetaalde bedragen gevoegd bij de uitvoerbetalingen van de lopende periode in plaats van te worden afgetrokken van de invoerbetalingen van de voorafgaande periode.

d) OPERATIES DIE GEEN GOEDERENTRANSACTIES ZIJN EN DIE BIJ DEZE LAATSTE WORDEN OPGENOMEN

i) Aangezien de betalingsbalans van de B.L.E.U., zoals reeds gezegd, in hoofdzaak steunt op de betalingen via de banken, weerspiegelen de bedragen van de betalingen met betrekking tot de goederentransacties niet alleen de reële bewegingen van deze laatste, maar ook de veranderingen in hun betalingstermijnen. Deze veranderingen zouden moeten worden opgetekend als kapitaalbeweging en niet als goederenverkeer ⁽¹⁾.

ii) In de betalingsbalans van de B.L.E.U. weerspiegelt de waarde van de ingevoerde en uitgevoerde goederen de betalingsvoorwaarden van iedere transactie: een op fob-basis betaalde transactie wordt erin opgenomen voor haar fob-waarde, een op cif-basis betaalde transactie wordt erin opgenomen voor haar cif-waarde. Dientengevolge zit een deel van de voor het goederenvervoer ontvangen of betaalde vrachten verzekeringskosten in de ontvangsten en uitgaven van de rubriek „Uitvoer en invoer”.

Overeenkomstig de richtlijnen van het Handboek van het I.M.F. worden voorts, om redenen die geen verband houden met de wijze waarop de B.L.E.U. de transacties registreert, sommige operaties weggelaten uit de rubriek „Goederenverkeer”. Het gaat om:

— aan- en verkopen van „bunkerleveranties”. Deze transacties komen voor onder de rubriek 1.4 „Overige transportkosten”;

— in het buitenland door de overheid gekochte goederen en in de B.L.E.U. door buitenlandse regeringen en internationale instellingen gekochte goederen: deze transacties worden opgetekend onder de rubriek 1.7 „Niet elders vermelde overheidstransacties”;

— sommige aankopen door reizigers welke begrepen zijn in de rubriek 1.5 „Reisverkeer”.

⁽¹⁾ In de tabel van de bijlage IV waarin de ramingsmethode van de uitvoer en invoer van goederen op transactiebasis wordt uiteengezet, worden deze variaties geraamd.

1.11 *Uitvoer en invoer*

Deze post dekt tegelijkertijd de door het B.L.I.W. opgetekende betalingen door de banken en sommige aanpassingen die de Nationale Bank heeft aangebracht in de bedragen van die betalingen.

a) DOOR HET B.L.I.W. OPGETEKENDE BETALINGEN VIA DE BANKEN

Op grond van de aangiften van de erkende Belgische en Luxemburgse banken tekent het B.L.I.W. de betalingen op die in de loop van een bepaalde periode door de banken werden uitgevoerd en betrekking hadden op roerende goederen waarvan de eigendom is overgedragen van een ingezetene aan een niet-ingezetene of omgekeerd.

b) AANPASSINGEN DOOR DE NATIONALE BANK

De Nationale Bank past op de bovengenoemde betalingen sommige aanpassingen toe om onder de rubriek 1.11 „Uitvoer en invoer” de waarde op te tekenen van sommige operaties die ofwel niet door het B.L.I.W. opgetekend kunnen worden ofwel door dit laatste ondergebracht worden onder onjuiste rubrieken of op onjuiste data.

Deze aanpassingen worden aangebracht om de balans die de Nationale Bank opstelt in zekere mate dichter bij een balans op transactiebasis te brengen.

1. **Aanpassingen voor niet door het B.L.I.W. opgetekende transacties**

i) Toegestane of ontvangen commerciële kredieten

De commerciële uitvoerkredieten toegestaan door ingezetenen en de commerciële invoerkredieten door hen in de loop van een bepaalde periode ontvangen, hebben betrekking op uitvoer en invoer die plaatsvond tijdens de betrokken periode maar waarvan de betaling niet heeft plaats gehad in de loop van die periode. De waarde van die uitvoer en invoer is door het B.L.I.W. dus niet opgetekend. Om er zoveel mogelijk rekening mee te houden, voegt de Nationale Bank bij de bedragen van uitvoer- en invoerbetalingen opgetekend door het B.L.I.W., de toeneming van de uitvoer en invoer die plaats had op krediet en die kon worden geteld; op dezelfde wijze trekt zij van de door het B.L.I.W. geregistreerde betalingen de vermindering af van de transacties op krediet die kunnen worden geteld.

In feite zijn de aankoop- of verkooptransacties gepaard gaande met commerciële kredieten waarmee rekening kan worden gehouden, die welke aanleiding hebben gegeven tot veranderingen in het bedrag van de acceptverplichtingen van de Belgische en Luxemburgse banken tegenover het buitenland of in het uitstaande bedrag van de

disconto- en acceptkredieten door Belgische banken toegestaan tot financiering van de uitvoer.

In de praktijk gebeuren de aanpassingen als volgt:

● bij de door het B.L.I.W. opgetekende uitvoerontvangsten in de loop van een bepaalde periode, wordt het bedrag gevoegd van de toeneming, in de loop van deze periode, van de uitstaande uitvoerkredieten bij hun oorsprong toegestaan door de Belgische banken in de vorm van acceptatie of discontering van handelspapier; wanneer het uitstaande bedrag van dergelijke kredieten is afgenomen (ten gevolge van terugbetalingen van eerder toegestane kredieten), wordt het bedrag van deze vermindering afgetrokken van de uitvoerontvangsten.

Als tegenpost van het nettobedrag van de commerciële uitvoerkredieten die aldus worden gevoegd bij (of afgetrokken van) de door het B.L.I.W. opgetekende uitvoerontvangsten, wordt een in totaal gelijkwaardig bedrag geregistreerd:

— bij de rubriek 6.1 „Herfinanciering buiten de overwegend geldscheppende instellingen van commerciële vorderingen op het buitenland” ten belope van de verandering in het bedrag van de uitstaande bankkredieten aan de uitvoer en gefinancierd buiten de genoemde instellingen;

— bij de rubriek 6.2 „Mutaties in het netto buitenlands actief van instellingen met overwegend geldscheppend karakter” ten belope van de verandering in het uitstaande bedrag bankkredieten aan de uitvoer gefinancierd door de genoemde instellingen.

● bij de door het B.L.I.W. opgetekende invoeruitgaven gedurende een bepaalde periode, wordt het bedrag gevoegd waarmee de acceptverplichtingen van de Belgische en Luxemburgse banken tegenover het buitenland in de loop van diezelfde periode toenamen; wanneer het bedrag van dergelijke verplichtingen afgenomen is (ten gevolge van terugbetalingen van eerder ontvangen kredieten), wordt het bedrag van deze vermindering afgetrokken van de invoeruitgaven.

Als tegenpost van het nettobedrag van de commerciële invoerkredieten die aldus worden gevoegd (of afgetrokken van) de door het B.L.I.W. opgetekende invoeruitgaven, wordt een gelijkwaardig bedrag opgenomen onder de rubriek 4.324 „Overige buitenlandse investeringen en beleggingen in de B.L.E.U.”.

ii) Giften in natura

Het gaat in hoofdzaak om graanieveringen door de Belgische regering in het kader van de voedselhulp aan de ontwikkelingslanden. Deze leveranties, die bij Belgische producenten worden gekocht, worden gevoegd bij de uitvoerbetalingen

opgetekend door het B.L.I.W.. Als tegenpost wordt, aan de kant van de uitgaven, onder de rubriek 2.2 „Overheidsoverdrachten” een even groot bedrag toegevoegd.

2. Aanpassingen voor operaties die het B.L.I.W. heeft opgetekend onder een verkeerde rubriek

Deze aanpassingen hebben betrekking op de aankopen en verkopen van goederen door middel van bankbiljetten.

In de statistieken van het B.L.I.W. worden de bewegingen van biljetten tussen de B.L.E.U. en het buitenland geboekt onder een enkele allesomvattende post „Biljetten”, ongeacht de aard van de operaties die zij kunnen financieren (¹).

Wat meer in het bijzonder de in- en uitvoer van goederen betreft, past de Nationale Bank op de door het B.L.I.W. opgetekende betalingen een aanpassing toe, voortvloeiend uit haar raming van het aandeel dat toekomt aan dergelijke operaties in het totaal van de ontvangsten en uitgaven van biljetten. Deze aanpassing betreft de aankoop en verkoop van goederen, waarvan men aanneemt dat hij betaald is in bankbiljetten (²), tussen de B.L.E.U. enerzijds en de aangrenzende landen (Frankrijk, Nederland, Bondsrepubliek Duitsland) alsmede het Verenigd Koninkrijk anderzijds.

3. Aanpassingen voor operaties die het B.L.I.W. optekende op een verkeerde datum

Sommige overheidsbedrijven financieren hun aankopen van uitrustingsgoederen in het buitenland, o.a. door leningen die zij rechtstreeks in het land van aankoop verkregen. Naarmate zij deze goederen moeten betalen, nemen zij bedragen op van de lening die hun werd toegestaan.

Doordat op het ogenblik van de opnemingen door het overheidsbedrijf om de gekochte goederen te betalen geen enkele betaling plaatsheeft tussen ingezetenen en niet-ingezetenen via de Belgische en Luxemburgse banken (de opnemingen van de toegestane lening hebben immers plaats in het buitenland), tekent het B.L.I.W. geen enkele operatie op. Genoemd Instituut boekt de aankoop van goederen slechts op het ogenblik dat het overheidsbedrijf het bedrag van de verkregen lening begint af te lossen (d.w.z. op het ogenblik dat de bedragen die het aan zijn schuldeiser overmaakt in de Belgische en Luxemburgse banken tot uiting komen).

(¹) Reisverkeer, aankoop en verkoop van goederen, betaling van lonen van grensarbeiders, inning van coupons van buitenlandse effecten, vorming van tegoeden in een buitenlandse bankrekening, enz.

(²) Deze raming steunt op waarnemingen betreffende de abnormale bewegingen—abnormaal door hun schommelingen of door hun omvang—van bankbiljetten die worden opgetekend en die niet door het verloop of de omvang van het toerisme alleen kunnen worden verantwoord.

De Nationale Bank past een andere methode toe dan het B.L.I.W., en registreert de waarde van de aankopen van de bedoelde uitrustingsgoederen op het ogenblik waarop een ingezetene er rechten op verwerft en niet op het ogenblik waarop de operatie aanleiding geeft tot een verandering in de tegoeden van de banken van de B.L.E.U. op het buitenland.

1.12 *Loonwerk*

Onder deze post boekt de Nationale Bank alle betalingen via de banken betreffende de verwerking — in de B.L.E.U. voor rekening van niet-ingezetenen en in het buitenland voor rekening van ingezetenen — van goederen waarvan de eigendom niet overgedragen is tussen ingezetenen en niet-ingezetenen.

Aangezien de maatstaf van eigendomsoverdracht niet altijd gemakkelijk kan worden toegepast, vooral wanneer het gaat om transacties tussen een hoofdbedrijf en zijn dochterondernemingen, schrijft het I.M.F. voor, als aankopen en verkopen van goederen te beschouwen, en niet als loonwerk, alle internationale verzendingen van goederen tussen een hoofdbedrijf en zijn dochterondernemingen met het oog op de verwerking van die goederen; de kosten van deze verwerking moeten dus worden geweerd uit deze rubriek en de goederen die het voorwerp hebben uitgemaakt van de verwerking moeten voor hun brutowaarde opgetekend worden onder de rubriek „Uitvoer en invoer”.

In de betalingsbalans van de B.L.E.U. wordt dit principe echter niet eenvormig toegepast. Een aantal goederen die hoofdzetels en dochterondernemingen elkaar toesturen, worden, bij gebrek aan statistieken die het mogelijk zouden maken ze te identificeren, beschouwd als goederen ter verwerking, zodat de verwerkingskosten worden geregistreerd onder de rubriek „Loonwerk”.

1.13 *Arbitrage (netto)*

Onder „Goederenarbitrage” verstaat het B.L.I.W. (onder verwijzing naar de uitdrukking „doorvoerhandel met het buitenland”) de aankoop van een goed van een in het buitenland gevestigde verkoper en de doorverkoop ervan aan een in het buitenland gevestigde koper, ongeacht of het goed over het grondgebied van de B.L.E.U. wordt gevoerd of niet ⁽¹⁾.

Het nettosaldo van deze rubriek is gelijk aan het verschil tussen enerzijds, het bedrag van de verkoop aan het buitenland van in het buitenland

⁽¹⁾ Met deze operaties worden gelijkgesteld de interventies van andere ingezetenen dan de erkende banken bij betalingen in buitenlandse valuta's of in franken van goederentransacties tussen twee vreemde landen.

door ingezetenen gekochte goederen en anderzijds, de aankoopprijs van die goederen verhoogd met de uitgaven in het buitenland waartoe deze transacties aanleiding geven voor de ingezetenen. Bijgevolg dekt het de winstmarge van de Belgische en Luxemburgse doorvoerders en de kosten die zij aan andere ingezetenen hebben vergoed.

1.14 *Niet-monetair goud*

Onder niet-monetair goud verstaat men in de B.L.E.U. de tegoeden in goud die niet in het bezit zijn van de Nationale Bank. Meer in het bijzonder wordt het goud dat de handelsbanken van de B.L.E.U. voor eigen rekening aanhouden, beschouwd als niet-monetair goud en niet als een bestanddeel van hun tegoeden tegenover het buitenland. In de betalingsbalans dekt de rubriek „Niet-monetair goud” bijgevolg alle transacties tussen een niet-ingezetene en een andere ingezetene dan de Nationale Bank, voor zover die transacties via de banken betaald zijn.

Voorts zij erop gewezen dat aangemunt goud en goudstaven in de B.L.E.U. vrij kunnen worden verhandeld en zonder beperking door alle Belgen en buitenlanders kunnen worden in- of uitgevoerd, op welke wijze ook. In de mate dat voor die transacties in sommige landen niet dezelfde vrijheid bestaat, kan er naar die landen wederuitgevoerd niet-monetair goud begrepen zijn in de ontvangsten onder andere rubrieken dan die van het niet-monetair goud. Hierdoor kan onder laatstgenoemde rubriek soms een tekort worden veroorzaakt, althans ten dele, door de doorvoer bestemd voor de particuliere goudoppotting in het buitenland.

1.2 tot 1.8 *Dienstenverkeer*

In een betalingsbalans die in hoofdzaak steunt op de financiële betalingen, worden een aantal ontvangsten en uitgaven gecompenseerd, zodat in de rubrieken alleen hun nettosaldo voorkomt. Dergelijke compensaties, die voorkomen in het goederenverkeer, doen zich eveneens dikwijls gelden in het dienstenverkeer: ze kunnen plaatshebben, zowel tussen transacties die behoren tot eenzelfde rubriek, als tussen transacties die zouden moeten worden opgetekend onder verschillende rubrieken. Bij de verklaring van de opgetekende gegevens dient men dan ook de nodige omzichtigheid aan de dag te leggen.

1.2 *Vrachtkosten*

Onder deze rubriek worden de kosten opgetekend voor het goederenvervoer en de betalingen die transportondernemingen of hun in de B.L.E.U. gevestigde vertegenwoordigers deden of ontvingen met betrekking tot het goederenvervoer.

Er zij evenwel op gewezen dat de ontvangsten en de uitgaven onder deze rubriek slechts een deel omvatten van de vrachtkosten ontvangen en betaald voor het goederenvervoer; het andere deel kon niet worden gescheiden van de uitvoer en van de invoer waarop het betrekking heeft en is dus begrepen in de ontvangsten en uitgaven van de rubriek 1.11 „Uitvoer en invoer”.

Voorts omvatten de ontvangsten sommige naar aanleiding van invoer aan ingezetenen betaalde vrachtkosten (die normaliter hadden moeten worden afgetrokken van de uitgaven onder de bovengenoemde post 1.11) ⁽¹⁾ en zijn in de uitgaven sommige naar aanleiding van uitvoer aan buitenlanders betaalde vrachtkosten begrepen (die eveneens hadden moeten worden afgetrokken van de ontvangsten onder de post 1.11) ⁽²⁾.

1.3 Verzekeringskosten voor het goederenvervoer

Onder deze rubriek worden de betalingen geregistreerd voor premies, kosten, toeslagen en schadeloosstellingen met betrekking tot de verzekering van goederenvervoer.

Evenals voor de vrachtkosten omvatten de ontvangsten en de uitgaven onder deze rubriek slechts een deel van de ontvangen en betaalde verzekeringen voor het goederenvervoer; het andere deel kon niet worden gescheiden van de invoer en de uitvoer waarop het betrekking heeft en is dus vervat in de ontvangsten en uitgaven onder de post 1.11 „Uitvoer en invoer”. Voorts omvatten zij sommige, naar aanleiding van invoer of uitvoer aan ingezetenen of aan buitenlanders betaalde verzekeringen die normaliter hadden moeten worden afgetrokken van de uitgaven ⁽¹⁾ of de ontvangsten ⁽²⁾ onder de post „Uitvoer en invoer”.

⁽¹⁾ De uitgaven voor invoer kunnen immers de terugbetaling omvatten door importeurs van sommige vracht- en verzekeringskosten betaald door de buitenlandse exporteurs aan in de B.L.E.U. verblijvende transporteurs en verzekeraars. Deze overschatting van de invoerontvangsten wordt, wat het saldo van de gezamenlijke goederen- en dienstentransacties betreft, gecompenseerd doordat de posten „Vrachtkosten” en „Verzekeringskosten” aan de kant van de ontvangsten de bedragen omvatten die de in de B.L.E.U. verblijvende transporteurs en verzekeraars hebben geïnd.

⁽²⁾ De uitvoerontvangsten kunnen immers de terugbetaling door buitenlandse importeurs omvatten van sommige vracht- en verzekeringskosten door de exporteurs van de B.L.E.U. betaald aan buitenlandse transporteurs en verzekeraars. Deze overschatting van de uitvoerontvangsten wordt, wat het saldo van de gezamenlijke goederen- en dienstentransacties betreft, gecompenseerd doordat de rubrieken „Vrachtkosten” en „Verzekeringskosten” aan de kant van de uitgaven de betalingen door de uitvoerders omvatten voor rekening van de buitenlandse invoerders, ten gunste van de buitenlandse transporteurs en verzekeraars.

1.4 Andere vervoerkosten

Deze rubriek omvat alle betalingen met betrekking tot andere soorten van vervoer dan dat van goederen: personenvervoer; douanekosten, opslagkosten, havenkosten, sleepkosten, enz.; huur van schepen en vliegtuigen; aankoop en verkoop van bunkerleveranties; onderhouds- en herstellingskosten van schepen en vliegtuigen.

1.5 Reisverkeer

Deze rubriek schetst het verloop van de ontvangsten en de uitgaven in verband met toerisme. De cijfers omvatten reiskosten (met uitzondering van de vervoerkosten die ondergebracht zijn in de rubriek 1.4), verblijf-, huur- en studiekosten.

Deze bedragen worden door het B.L.I.W. opgetekend op grond van de betalingen via de banken; bovendien brengt de Nationale Bank er twee belangrijke aanpassingen in aan.

1. Aanpassing voor de transacties in bankbiljetten

Zoals reeds uiteengezet bij de beschrijving van de post 1.11 „Uitvoer en invoer” oordeelt de Nationale Bank dat de transacties in bankbiljetten niet alleen ontvangsten en uitgaven in verband met reisverkeer dekken, maar ook aankopen en verkopen van goederen, betalingen van lonen van grensarbeiders, inningen van opbrengsten uit beleggingen en investeringen en kapitaalverkeer. Om de bewegingen van bankbiljetten tussen deze diverse categorieën van transacties te kunnen indelen, gaat de Nationale Bank bijgevolg over tot ramingen.

Zo gaat men er van uit dat slechts een deel van de transacties in bankbiljetten overeenstemt met ontvangsten en uitgaven in verband met reisverkeer.

2. Aanpassing voor uitgaven i.v.m. technische bijstand

Een deel van de uitgaven voor technische bijstand van de Belgische regering is bestemd voor de intellectuele (studiebeurzen) of beroepsopleiding (stages) van ingezetenen van ontwikkelingslanden in de B.L.E.U. Als tegenpost van deze uitgaven, die voorkomen onder de rubriek 2.2 „Overheidsoverdrachten”, tekent de Nationale Bank, aan de kant van de ontvangsten, een even groot bedrag op onder de onderhavige rubriek. Men gaat er namelijk van uit dat deze gelden door de studenten en stagiairs, aan wie deze vorm van technische bijstand ten goede komt, werden uitgegeven tijdens hun verblijf in de B.L.E.U.

1.6 Opbrengsten uit beleggingen en investeringen

Onder deze rubriek worden alle opbrengsten uit

beleggingen en investeringen door ingezetenen in het buitenland en door niet-ingezetenen in de B.L.E.U. geboekt. ⁽¹⁾

De aandacht dient evenwel te worden gevestigd op de volgende punten:

- de uitgaven vertegenwoordigen slechts dat deel van de opbrengsten dat niet opnieuw geïnvesteerd werd in de bedrijven waarvan ze afkomstig zijn; de ontvangsten omvatten slechts dat deel van de opbrengsten uit Belgische en Luxemburgse beleggingen en investeringen in het buitenland dat naar de B.L.E.U. wordt gerepatriëerd op een wijze waaruit de aard van de transactie duidelijk blijkt. Meer in het bijzonder worden de niet-uitgekeerde winsten van de buitenlandse vennootschappen in de B.L.E.U. en die van de Belgische en Luxemburgse vennootschappen in het buitenland, bij gebrek aan statistische gegevens, niet geboekt;
- de beschikbare gegevens maken het niet mogelijk een onderscheid te maken tussen directe investeringsopbrengsten en de overige opbrengsten.

Op de bedragen van de door het B.L.I.W. opgetekende betalingen past de Nationale Bank twee aanpassingen toe:

1. Aanpassing voor de opbrengsten die door de in de B.L.E.U. gevestigde Europese instellingen geïnd of betaald zijn

Aan de hand van de statistieken van het B.L.I.W. is het onmogelijk de opbrengsten geïnd of betaald door de in de B.L.E.U. gevestigde Europese instellingen afzonderlijk op te tekenen. Daarom gebruikt de Nationale Bank de gedetailleerde gegevens die de genoemde instellingen haar rechtstreeks meedelen. Deze gegevens hebben enerzijds betrekking op het bedrag van de opbrengsten die de instellingen hebben geïnd tengevolge van leningen en beleggingen die zij in de B.L.E.U. hebben uitgevoerd en, anderzijds, op het bedrag van de opbrengsten die zij betaald hebben aan ingezetenen in het bezit van obligaties die zij hebben uitgegeven.

2. Aanpassing voor in bankbiljetten geïnde coupons

De Nationale Bank boekt onder de rubriek „Opbrengsten uit beleggingen en investeringen” sommige betalingen in bankbiljetten die hebben plaatsgehad tussen de B.L.E.U. en het buitenland. Deze betalingen hebben betrekking op de

⁽¹⁾ Coupons, dividenden, renten, interesten (met inbegrip van de bankinteresten en van de interesten over buitenlandse leningen van de Belgische Staat, maar met uitsluiting van de interesten verschuldigd door importeurs, exporteurs of doorvoerhandelaars aan hun buitenlandse verkopers of kopers en omgekeerd; deze interesten worden, met de overige handelskosten geboekt omdat de post „Overige” diensten, opbrengsten uit de verhuring van roerende en onroerende goederen, exploitatiewinsten, overige inkomsten uit roerende goederen.

geraamde bedragen van inningen van coupons door ingezetenen van de B.L.E.U. in het buitenland.

1.7 Niet elders vermelde overheidstransacties

Dit is een sluitpost bestemd voor de optekening van de transacties van de overheid met betrekking tot goederen, diensten en opbrengsten die niet elders zijn ondergebracht. Zo zijn de transacties met betrekking tot militair materieel of betreffende interesten van buitenlandse staatsleningen opgetekend onder de rubrieken die er betrekking op hebben (goederen, opbrengsten uit beleggingen en investeringen).

Onder dat voorbehoud omvat deze rubriek alle bewegingen uit hoofde van:

- de betalingen gedaan of ontvangen door de Belgische en Luxemburgse regering en de betalingen ten gunste van of afkomstig van buitenlandse regeringen betreffende de diplomatieke en consulaire vertegenwoordigingen, de staatspensioenen en de militaire uitgaven;
- operaties van de in de B.L.E.U. gevestigde internationale instellingen (Shape, Navo, Europese instellingen).

Uit wat voorafgaat blijkt dat de optekening van de transacties berust op het volgende algemene criterium: het is voldoende dat een van de bij de transactie betrokken partijen een regering is (of een internationale organisatie) om de transactie op te tekenen onder de onderhavige rubriek.

1.8 Overige

Ook hier gaat het om een categorie die als sluitpost dient en alle goederen, diensten en opbrengsten omvat die niet elders vermeld zijn.

Deze transacties zijn ondergebracht in twee hoofdposten:

- 1.81 Grensarbeiders
- 1.82 Overige

1.81 Grensarbeiders

Bij het opmaken van de betalingsbalans worden de burgers van vreemde landen die in de B.L.E.U. werkzaam zijn, beschouwd als ingezetenen van hun land van oorsprong indien dit laatste een aan de B.L.E.U. grenzend land is ⁽²⁾ en als ingezetenen van de B.L.E.U. in het tegenovergestelde geval. Omgekeerd, worden de Belgische en Luxemburgse werknemers in het buitenland beschouwd als ingezetenen van de B.L.E.U. indien het land waarin ze werken aan de B.L.E.U. grenst. In het

⁽²⁾ Aan de B.L.E.U. grenzende landen zijn: Nederland, de Bondsrepubliek Duitsland en Frankrijk.

tegenovergestelde geval worden ze beschouwd als niet-ingezetenen.

De Belgische en Luxemburgse ingezetenen die werkzaam zijn in de aan de B.L.E.U. grenzende landen zijn immers meestal grensarbeiders die vaak terugkeren naar de B.L.E.U., waar hun gezin verblijft, zodat men mag aannemen dat zij er hun centrum van economische belangen hebben behouden. Gelijkaardige beschouwingen gelden t.a.v. de buitenlandse werknemers afkomstig van aangrenzende landen, die in de B.L.E.U. werkzaam zijn.

Onder de onderhavige post worden aldus door het B.L.I.W. de betalingen opgetekend afkomstig van of met bestemming naar Frankrijk, de Bondsrepubliek Duitsland en Nederland, hoofdzakelijk uit hoofde van lonen en wedden, pensioenen (andere dan die van de Staat) en sociale voorzieningen.

Bij die betalingen worden, aan de kant van de ontvangsten, de geraamde bedragen gevoegd van de gerepatrieerde lonen in de vorm van bankbiljetten afkomstig van de bovengenoemde, aangrenzende landen.

1.82 Overige

Onder deze rubriek worden de betalingen ondergebracht opgetekend onder de volgende voornaamste boekingshoofden:

- Royalties voor octrooien en fabricage- en merklicenties, auteurs- en verveelvoudigingsrechten
- Huren van films
- Abonnementen en bijdragen
- Technische bijstand en beheerskosten ⁽¹⁾
- Courtages, provisies, reclame- en diverse handelskosten
- Aannemingscontracten ⁽²⁾
- Verzekeringen ⁽³⁾.

2. OVERDRACHTEN

Onder deze benaming zijn de inschrijvingen gegroepeerd die de boekhoudkundige tegenpost vormen van de eenzijdige transacties (d.w.z. zonder economische tegenprestaties) en die elders in de betalingsbaianen zijn opgenomen: reële

middelen (goederen, diensten) ⁽⁴⁾ en financiële tegoeden afgestaan of verkregen zonder daarvoor noch reële middelen, noch financiële activa te verwerven of te geven.

2.1 Overdrachten van particulieren

Deze rubriek omvat de overdrachten met uitzondering van die van regeringswege, d.w.z. de transacties tussen andere economische subjecten dan de overheid. Zij heeft betrekking op drie grote categorieën:

- de overdrachten van migranten ⁽⁵⁾
- de overdrachten van werknemers
- de overige overdrachten, exclusief die van de overheid.

Als „Overdrachten van migranten” tekent het B.L.I.W. de overdrachten op van eigen middelen door ingezetenen van buitenlandse nationaliteit die zich in het buitenland gaan vestigen, alsmede de middelen overgedragen door ingezetenen van Belgische of Luxemburgse nationaliteit die zich in het buitenland gaan vestigen of door alle personen die zich in de B.L.E.U. komen vestigen.

De „Overdrachten van werknemers” die het B.L.I.W. optekent bestaan uit de betalingen, afkomstig van of met bestemming naar de landen die niet aan de B.L.E.U. grenzen ⁽⁶⁾, hoofdzakelijk uit hoofde van lonen, wedden, pensioenen (met uitzondering van die van de Staat) en diverse sociale voorzieningen alsmede uit de hulpverlening en de steun aan hun familie door de buitenlandse werknemers die in de B.L.E.U. werkzaam zijn. Bij die betalingen worden de geraamde bedragen gevoegd van de middelen die door de buitenlandse ambtenaren van de in de B.L.E.U. gevestigde internationale instellingen naar hun land van herkomst worden overgedragen, alsmede de bezoldigingen waarover de Belgen die in de

⁽¹⁾ Deze post dekt de vergoedingen uit hoofde van technische bijstand door buitenlandse ondernemingen aan ingezetenen en omgekeerd, evenals de deelname van ondernemingen in de beheerskosten van hun hoofdbedrijf.

⁽²⁾ Werk uitgevoerd in het buitenland door ingezetenen of in de B.L.E.U. door niet-ingezetenen.

⁽³⁾ Het gaat om alle verzekeringen, met uitzondering van de verzekeringen voor goederenvervoer (begrepen in de rubriek 1.3), de levensverzekeringen, de kapitalisatieverzekeringen en de kredietverzekeringen (begrepen in de rubriek 4.314 en 4.324).

⁽⁴⁾ Met inbegrip van de diensten van de produktiefactoren (factorinkomsten).

⁽⁵⁾ De overdrachten van de migranten vertegenwoordigen de tegenposten van de goederenstromen en van de veranderingen in de financiële activa ten gevolge van de migratie (verandering van verblijfplaats) van particulieren van een volkshuishouding naar een andere.

⁽⁶⁾ Zoals reeds gezegd, worden de Belgische en Luxemburgse burgers die werken in landen die niet aan de B.L.E.U. grenzen, beschouwd als ingezetenen van het werkverschaffende land. Omgekeerd worden de buitenlandse werknemers herkomstig uit niet-aangrenzende landen die in de B.L.E.U. komen werken, beschouwd als ingezetenen. Wanneer het werkverschaffende land en het land van herkomst geografisch van elkaar verwijderd zijn, mag men er immers van uitgaan dat de werknemer zijn voornaamste centrum van economische belangen heeft in het land waar hij een betrekking bekleedt. Men neemt bijgevolg aan dat alle werknemers afkomstig van ver afgelegen (niet-aangrenzende) landen hun belangencentrum verplaatsen naar het werkverschaffende land en dat de bedragen die zij naar hun land van oorsprong sturen besparingen zijn en geen inkomsten. Die bedragen worden bijgevolg geboekt onder de onderhavige rubriek.

ontwikkelingslanden technische bijstand verlenen, in België beschikken.

De „overige niet goevernementele overdrachten” die in de onderhavige rubriek begrepen zijn, bestaan uit giften, loten, erfenissen, enz. . . die door het B.L.I.W. werden opgetekend.

2.2 Overdrachten van de Staat

Deze rubriek omvat alle overheidsoverdrachten zonder tegenpost, d.w.z. de transacties:

- ofwel tussen de Belgische of Luxemburgse regering en een buitenlandse regering (of een internationale organisatie);
- ofwel tussen de Belgische of Luxemburgse regering en andere niet-ingezetenen dan regeringen (of internationale organisaties);
- ofwel tussen buitenlandse regeringen (of internationale organisaties) en andere ingezetenen dan de Belgische of Luxemburgse regering.

Zo worden onder deze post geboekt:

- de bijdragen van de Belgische en Luxemburgse Staat in de internationale organisaties,
- de uitgaven in verband met technische bijstand door de Belgische Staat ten gunste van de ontwikkelingslanden,
- de belastingen en boeten verschuldigd aan de Belgische en Luxemburgse Staat of aan buitenlandse Staten,
- de giften verleend of ontvangen door de Belgische of Luxemburgse regering,
- de overdrachten tussen ingezetenen en Europese instellingen. Deze betreffen inzonderheid stortingen door het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw aan de in de B.L.E.U. gevestigde landbouwers en aan de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal gestorte bijdragen door de kolen- en staalbedrijven van de B.L.E.U.

3. KAPITAALVERKEER VAN DE OVERHEID

Deze rubriek omvat de transacties van de economische subjecten die deel uitmaken van de sector „Staat” in de zin van de nationale rekeningen, nl. het geheel bestaande uit de centrale overheid, de lokale overheid en de instellingen voor sociale zekerheid (met uitzondering van de pensioenfondsen).

De transacties van de overheid worden ingedeeld in de posten „Staat” en „Andere overheid”.

3.1 Staat

Het kapitaalverkeer van de Staat bestaat hoofdzakelijk uit uitleningen, deelnemingen en leningen

van de Staat in de strikte betekenis, d.w.z. de Schatkist ⁽¹⁾.

3.11 Verplichtingen

De verplichtingen van de Staat tegenover het buitenland worden ondergebracht onder de rubrieken 3.111 „Contractuele aflossingen” en 3.112 „Andere transacties” ⁽²⁾.

De „Contractuele aflossingen” stemmen overeen met de aflossingen van leningen op lange termijn volgens een procedure van gespreide aflossingen.

De „Andere transacties” omvatten, aan de kant van de uitgaven, de (niet-contractuele) aflossingen van schulden en, aan de kant van de ontvangsten de inkomsten uit hoofde van verplichtingen op korte en lange termijn aangegaan door de Staat.

Er zij op gewezen dat de beweging van de verplichtingen van de Staat tegenover het buitenland niet verward mag worden met die van de openbare schuld in buitenlandse valuta's. Enerzijds omvatten de verplichtingen van de Staat tegenover het buitenland de openbare schuld in franken waarvan men weet dat zij in het buitenland is ondergebracht. Anderzijds vertegenwoordigt de openbare schuld in buitenlandse valuta's niet voor het volle bedrag een verplichting van de Staat tegenover het buitenland, want een deel van die schuld is ondergebracht bij de banken in België. Een dergelijke verplichting stemt overeen met een transactie tussen een ingezetene (de Belgische Schatkist) en andere ingezetenen (de Belgische banken) en wordt als zodanig dus niet opgetekend in de betalingsbalans. Om hun portefeuille overheidsfondsen in buitenlandse valuta's te financieren gaan de Belgische banken normaliter evenwel verplichtingen in deviezen aan tegenover hun buitenlandse correspondenten. In de betalingsbalans komt dit indirecte beroep van de Staat op de buitenlandse markten tot uiting doordat de banken als gevolg daarvan schulden aangaan tegenover het buitenland. Dit heeft een vermindering van hun netto buitenlandse tegoeden tot gevolg die, onder overigens gelijkblijvende omstandigheden, haar tegenpost vindt in een stijging van de netto buitenlandse tegoeden van de Nationale Bank (de Schatkist staat aan de Bank immers de buitenlandse valuta's af die zij van de banken heeft verkregen). Met andere woorden, de inschrijving door de Belgische banken op een staatslening in buitenlandse valuta's komt in de betalingsbalans slechts tot uiting in een verandering in de indeling van de nettotegoeden tegenover

⁽¹⁾ De schulden van het Wegenfonds worden evenwel gelijkgesteld met die van de Staat.

⁽²⁾ Het Tijdschrift van de Bank publiceert jaarlijks, samen met het artikel over de betalingsbalans van de B.L.E.U., een indeling van de verplichtingen naar hun termijn (voor meer dan een jaar en op korte termijn).

het buitenland tussen de diverse geldscheppende instellingen ⁽¹⁾.

3.12 Vorderingen

De vorderingen van de Staat op het buitenland omvatten in hoofdzaak leningen aan buitenlandse Staten en deelnemingen in het kapitaal van internationale financiële instellingen (met uitzondering van het Internationale Monetaire Fonds) ⁽²⁾.

3.2 Andere overheid

Onder „Andere overheid” wordt in hoofdzaak ondergebracht de lokale overheid (provincies en gemeenten) alsmede de instellingen voor sociale zekerheid (met uitzondering van de pensioenfondsen).

De transacties van deze overheidsinstanties zijn ingedeeld in de posten 3.21 „Verplichtingen” en 3.22 „Vorderingen” ⁽³⁾.

4. KAPITAALVERKEER VAN DE BEDRIJVEN EN PARTICULIEREN

De sector „Bedrijven en particulieren” omvat alle bedrijven (behalve de instellingen met overwegend geldscheppend karakter), zowel particuliere als publieke, en de particulieren.

De overheidsondernemingen worden gegroepeerd in twee verschillende rubrieken: „Overheidsbedrijven” en „Financiële instellingen van de overheidssector”.

De particuliere bedrijven en de particulieren zijn ondergebracht onder de rubriek „Particuliere sector”.

4.1 Overheidsbedrijven

Deze rubriek omvat de niet-financiële overheidsbedrijven, d.w.z. de niet-financiële instellingen die een ondernemersactiviteit uitoefenen, maar die onder de voogdij of het gezag van de Staat of van de lagere overheid staan (bijv. de Nationale Maat-

⁽¹⁾ Indien de stijging van de portefeuille van de Belgische banken een gewone repatriëring vertegenwoordigt van een in het buitenland ondergebrachte schuld in buitenlandse valuta's (i.p.v. overeen te stemmen met een nieuwe schuld van de Staat) verminderen de verplichtingen van de Schatkist tegenover het buitenland en de betalingsbalans registreert dan, als tegenpost voor de vermindering van de nettotegoeden op het buitenland, een uitgave uit hoofde van de verplichtingen van de Staat.

⁽²⁾ Naar aanleiding van het artikel over de betalingsbalans van de B.L.E.U. publiceert het Tijdschrift van de Nationale Bank jaarlijks een indeling van de vorderingen naar de looptijd.

⁽³⁾ In het jaarlijks artikel over de betalingsbalans van de B.L.E.U. in het Tijdschrift van de Bank wordt, net zoals voor de Staat, een indeling van de transacties van de andere overheid naar hun termijn gepubliceerd.

schappij der Belgische Spoorwegen, Sabena, de Regie voor Telegrafie en Téléfonie).

De opgetekende transacties hebben, aan de kant van de ontvangsten, in hoofdzaak betrekking op de opbrengst van de leningen die deze instellingen in het buitenland aangingen en, aan de kant van de uitgaven, op de aflossingen van die leningen ⁽⁴⁾.

4.2 Financiële instellingen van de overheidssector

Deze rubriek omvat:

- de niet-geldscheppende openbare kredietinstellingen, d.w.z. de financiële instellingen met overheidsstatuut die niet-geldscheppende functies uitoefenen en die in hoofdzaak tot taak hebben specifieke kredieten te verlenen (bijv. de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid);
- de institutionele beleggers van de overheidssector, d.w.z. de financiële instellingen met overheidsstatuut, waarvan de eerste opdracht erin bestaat middelen aan te trekken en zodanig te beheren dat zij er een vergoeding kunnen over uitkeren (bv. de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, de pensioenfondsen).
- het Rentenfonds, een openbare instelling belast met de regulering van de markt van de overheidsfondsen en van het daggeld.

De transacties van deze instellingen met het buitenland bestaan hoofdzakelijk in daggelduitleningen of in de uitgifte van obligaties. Een indeling naar de looptijd verschijnt in het reeds aangehaalde jaarlijks artikel in het Tijdschrift van de Bank.

4.3 Particuliere sector

De particuliere sector omvat alle particuliere bedrijven (met uitzondering van de instellingen met overwegend geldscheppend karakter) en de particulieren.

De kapitaaltransacties van deze sector worden ingedeeld in enerzijds, Belgisch-Luxemburgse investeringen en beleggingen in het buitenland (post 4.31) en anderzijds, buitenlandse investeringen en beleggingen in de B.L.E.U. (post 4.32). Ieder van deze twee kapitaalsoorten wordt vervolgens ingedeeld over de subposten „Effecten”, „Directe investeringen”, „Onroerende goederen” en „Overige”.

Er zij op gewezen dat, bij gebrek aan statistische gegevens, de kapitaalstromen uit hoofde van directe investeringen welke overeenkomen met de

⁽⁴⁾ Zoals voor de overheid, wordt in het jaarlijks artikel van het Tijdschrift over de betalingsbalans van de B.L.E.U. een indeling gepubliceerd volgens de termijn van de transacties.

niet-uitgekeerde winsten van de vennootschappen, niet opgetekend zijn (zie rubriek 1.6 „Opbrengsten uit beleggingen en investeringen”).

4.311 en 4.321 „EFFECTEN” (NETTO-CIJFERS)

Deze posten omvatten z.g. portefeuille-investeringen. Deze categorie van beleggingen omvat alle aankopen en inschrijvingen, verkopen en aflossingen van buitenlandse effecten ⁽¹⁾ (rubriek 4.311), of van Belgische en Luxemburgse effecten ⁽²⁾ (rubriek 4.321) als zodanig aangegeven door de ingezetene die bij de transactie betrokken is. Indien effectentransacties worden aangegeven als een aankoop of een afstand van deelnemingen, worden zij opgenomen in de posten 4.312 en 4.322 „Directe investeringen”.

Er zij overigens op gewezen dat de cijfers van de effectentransacties nettocijfers zijn: de bruto-ontvangsten en -uitgaven worden immers aanzienlijk beïnvloed door de effectenarbitrages (gelijktijdige aankopen en verkopen van verschillende effecten) die men niet kan gelijkstellen met nieuwe beleggingen, noch met repatriëring van kapitalen. Daaruit volgt dat, behalve indien men de omzet in effecten zou willen beoordelen, alleen de saldi van de posten in aanmerking dienen te worden genomen.

4.312 en 4.322 „DIRECTE INVESTERINGEN”

Deze posten omvatten de overdrachten van middelen naar aanleiding van oprichtingen of vereffeningen van vennootschappen, het verwerven of het afstaan van deelnemingen in vennootschappen evenals de toegestane leningen en voorschotten of de aflossingen daarvan.

Volgens de beginselen van het Handboek van de Betalingsbalans van het I.M.F. dienen alle investeringen die bestemd zijn om een blijvende participatie in een bedrijf te nemen of te vermeerderen, als directe investeringen te worden beschouwd. De directe investering is dus gekenmerkt door het feit dat de investeerder een zekere controle heeft op het beheer van het bedrijf waarin hij investeerde.

De oprichtingen of vereffeningen van vennootschappen, alsmede het verwerven of het afstaan

⁽¹⁾ Onder buitenlandse effecten dient men hier te verstaan de aandelen, deelbewijzen en obligaties uitgegeven door buitenlandse mogendheden, instellingen en vennootschappen of door internationale organisaties, ongeacht de valuta waarin die effecten zijn uitgegeven.

⁽²⁾ Onder Belgische en Luxemburgse effecten dient men hier te verstaan de aandelen, deelbewijzen en obligaties uitgegeven door de Belgische of Luxemburgse particuliere sector, ongeacht de soort van valuta waarin ze zijn uitgegeven. De obligaties uitgegeven door de Belgische of Luxemburgse overheidssector worden, samen met de overige kapitalen van de overheidssector, opgetekend onder de rubrieken 3.1 (Staat), 3.2 (Andere overheid), 4.1 (Overheidsbedrijven) en 4.2 (Financiële instellingen van de overheidssector).

van deelnemingen vallen zonder twijfel in deze categorie. Wat de toegestane leningen betreft, bespouwt het geünificeerde betalingsbalansschema van het Internationale Monetaire Fonds en de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling als directe investeringen de aan z.g. „geassocieerde” bedrijven verstrekte leningen. De statistieken waarover men beschikt maken dat onderscheid evenwel niet mogelijk en derhalve werden alle toegestane leningen als directe investeringen beschouwd. De beschikbare statistieken maken het evenmin mogelijk een onderscheid te maken tussen de leningen op lange termijn en gewone tijdelijke voorschotten van gelden. Omdat de optekening van brutostromen voor deze laatste categorie van kapitaalbewegingen slechts weinig betekenis zou hebben, wordt het totaal van de toegestane en afgeloste leningen en voorschotten in nettocijfers geboekt in de betrokken posten 4.312 en 4.322.

4.313 en 4.323 „ONROERENDE GOEDEREN”

Onder deze posten worden alle aankopen en verkopen van in het buitenland (post 4.313) en in de B.L.E.U. (post 4.323) gelegen onroerende goederen geboekt, zonder onderscheid t.a.v. het commerciële of niet-commerciële karakter van die onroerende goederen.

4.314 en 4.324 „OVERIGE” (NETTOCIJFERS)

De overige kapitaalbewegingen van de particuliere sector die onder deze posten worden ondergebracht omvatten in hoofdzaak de volgende transacties: vorming en repatriëring van deposito's (met uitzondering van deposito's bij banken in de B.L.E.U.) het aangaan van levensverzekeringen, kapitalisatieverzekeringen, kredietverzekeringen en de terugkoopkapitalen en -waarden van dergelijke verzekeringen; de borgtochten, de pandgeving en waarborgen met betrekking tot kapitaaltransacties; bovendien omvat de post 4.324 de kapitaaldoorvoertransacties via in het Groothertogdom Luxemburg gevestigde houstermaatschappijen, alsmede de invoerkredieten gefinancierd door het buitenland, die konden worden opgetekend.

Omdat de optekening van de brutostromen voor de totale bovengenoemde kapitaalbewegingen ⁽³⁾ slechts weinig betekenis zou hebben, worden deze in de betrokken posten 4.314 en 4.324 slechts opgetekend voor hun nettobedrag.

⁽³⁾ Zo geven de transacties van de Luxemburgse houstermaatschappijen (die tot taak hebben in het buitenland kapitalen aan te trekken voor de buitenlandse oprichtende vennootschappen of voor hun in het buitenland gevestigde dochterondernemingen, inzonderheid in de vorm van uitgifte van obligaties) aanleiding tot aanzienlijke brutostromen (kapitaalinvloer in de B.L.E.U. gevolgd door kapitaaluitvoer). Deze stromen hebben slechts betekenis wanneer men de nettobedragen in aanmerking neemt, want het gaat om gewone doorvoer van kapitaal.

5. VERGISSINGEN EN WEGLATINGEN

Dit is een sluitpost die zorgt voor het boekhoudkundig evenwicht tussen enerzijds, het totaal van de „boven de streep” opgetekende transacties (lopend verkeer en kapitaalverkeer van de niet-monetaire sectoren) en anderzijds, de financieringsposten van dit totaal (transacties van de Belgische en Luxemburgse geldscheppende instellingen). Behalve de boekhoudkundige afwijkingen en de eigenlijke vergissingen en weglatingen, omvat deze post verscheidene transacties die, bij gebrek aan voldoende nauwkeurig onderscheid niet konden worden ingedeeld in de posten van de betalingsbalans waarop zij betrekking hebben.

6. FINANCIERING VAN HET TOTAAL

6.1 „Herfinanciering van commerciële vorderingen op het buitenland buiten de instellingen met overwegend geldscheppend karakter”

De bedragen die onder deze post voorkomen, weerspiegelen de veranderingen in het uitstaande bedrag van de commerciële kredieten in franken aan het buitenland die bij hun oorsprong door de Belgische banken werden toegestaan en die werden gefinancierd, hetzij op de Belgische markt bij niet-geldscheppende instellingen, hetzij in het buitenland ⁽¹⁾.

6.2 Mutaties in het netto buitenlands actief van de instellingen met overwegend geldscheppend karakter

6.21 *Belgische en Luxemburgse banken*

6.211 BELGISCHE EN LUXEMBURGSE FRANKEN

6.212 BUITENLANDSE VALUTA'S ⁽²⁾

6.22 *Diverse instellingen*

6.23 *Nationale Bank van België* ⁽²⁾

Naar aanleiding van de publikatie van het jaarlijks artikel over de betalingsbalans van de B.L.E.U. wordt in het Tijdschrift van de Bank een indeling van het netto buitenlands actief van de bovengenoemde instellingen naar de voornaamste

⁽¹⁾ Met inbegrip van Luxemburg. De beschouwde rubriek 6.1 omvat immers het door de Luxemburgse banken gefinancierde deel van de handelskredieten aan het buitenland die bij hun oorsprong door Belgische banken werden toegestaan.

⁽²⁾ De mutaties in de tegoeden en verplichtingen in buitenlandse valuta's die onder deze rubriek opgetekend zijn, omvatten niet de boekhoudkundige veranderingen voortvloeiend uit veranderingen in de wisselkoers tussen de Belgische frank en de buitenlandse valuta's.

categorieën vorderingen en verplichtingen opgenomen. Deze indeling heeft plaats volgens het hieronderstaande schema:

A. Vorderingen van:

1. Nationale Bank van België

1.1 Goud

Onder deze rubriek wordt de goudvoorraad van de Bank, in de Bank zelf, of ondergebracht bij andere centrale banken in het buitenland, geboekt.

1.2 Internationaal Monetair Fonds

1.21 Deelneming

Krachtens de wet van 9 juni 1969 is de Bank gemachtigd de rechten die de Belgische Staat bezit als lid van het Internationale Monetair Fonds uit hoofde van het gedeelte van zijn quota in het Fonds dat de tegoeden van dit laatste in Belgische franken overtreft, te boeken als eigen tegoeden. Ofschoon ze gepaard gaan met het incasseren van en het inschrijven op Belgische schatkistcertificaten door het Fonds, komen de opvragingen door die instelling op haar tegoeden in franken en de wederaanvullingen van deze laatste in de betalingsbalans van de B.L.E.U. tot uitdrukking als bewegingen van vorderingen van de Nationale Bank en niet als kapitaalverkeer van de Staat, omdat, in overeenstemming met de geldende wettelijke en conventionele voorschriften, de Bank de transacties met het I.M.F. financiert voor rekening en tot ontheffing van de Staat; zij draagt de last van de terugbetalingen van Schatkistcertificaten in het bezit van het I.M.F. en ontvangt, aan de andere kant, de opbrengst van de inschrijvingen op certificaten door het Fonds. Deze boekingswijze strookt met de voorschriften van het Handboek van de betalingsbalans van het I.M.F. dat alle transacties van een land met het Fonds beschouwt als behorend tot het domein van de geldscheppende instellingen.

Het bedrag van de rekening „Deelneming” vertegenwoordigt de tegenwaarde van wat bij overeenkomst genoemd wordt de trekkingsrechten in de „goudtranche” en in de „super-goudtranche”.

1.22 Leningen

Onder deze post komen de leningen voor die de Bank, ingevolge de algemene leningsakkoorden, aan het I.M.F. heeft toegestaan tot ontheffing van de Belgische Staat.

1.23 Bijzondere trekkingsrechten

Krachtens de wet van 9 juni 1969, is de Bank gemachtigd de bijzondere trekkingsrechten die de Belgische Staat in zijn hoedanigheid

van deelnemer in de bijzondere trekkingsrekening van het Internationale Monetaire Fonds bezit, te boeken als eigen tegoeden mits zij de verplichtingen die daaruit voor de Belgische Staat voortvloeien, op zich neemt.

1.24 Voorschotten

Ingevolge een met het Internationale Monetaire Fonds gesloten overeenkomst die door de Regering is goedgekeurd, heeft de Bank zich ertoe verbonden deel te nemen aan de financiering van de z.g. „oliefaciliteit” die het Fonds in het leven had geroepen ten gunste van zijn leden die bij de financiering van hun aardolieïmvoer moeilijkheden ondervonden. De deelneming van de Bank geschiedt in de vorm van voorschotten die zij voor eigen rekening aan het Fonds toestaat.

1.3 Europees Fonds voor Monetaire Samenwerking

Dit Fonds, dat werd ingesteld op 3 april 1973 krachtens een reglement van de Raad van de Europese Gemeenschappen, trad op 1 juni 1973 in werking.

De Bank maakt in haar staten afzonderlijk melding van haar vorderingen en verplichtingen tegenover het Europees Fonds voor Monetaire Samenwerking, welke voortvloeien uit de toepassing van de maatregelen in verband met de vernauwing van de schommelingsmarges van de valuta's van de lidstaten, voor zover de bedoelde vorderingen en verplichtingen, behoudens overeenkomst tussen de partijen, niet kunnen gecompenseerd worden omdat ze niet dezelfde vervaldag hebben.

1.4 Voorschotten, disconto- en acceptkredieten

Onder deze rubriek wordt de portefeuille wissels en accepten in Belgische franken geboekt waaraan uitvoerkredieten ten grondslag liggen die bij hun oorsprong door de Belgische banken werden toegestaan en door de Bank werden gefinancierd.

1.5 Overige

1.51 In buitenlandse valuta's

Het onder deze post ingeschreven bedrag stemt overeen met de tegenwaarde van de tegoeden in buitenlandse valuta's in rekening bij correspondenten van de Bank in het buitenland of op korte termijn in het buitenland belegd.

Onder deze post wordt eveneens de financiële bijstand op middellange termijn geboekt die de Belgische Staat, krachtens de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 17 december 1974, aan Italië heeft toegestaan en waarvan de Bank de financiering

waarneemt voor rekening van de Staat, conform de overeenkomst van dezelfde datum tussen de Belgische Staat en de Bank.

1.52 In franken

Onder deze post worden de voorschotten in franken geboekt die de Bank, krachtens betalingsakkoorden toestaat aan E.E.G.-landen ⁽¹⁾.

2. Diverse instellingen: voorschotten, disconto- en acceptkredieten.

Deze kredieten bestaan uit de portefeuille wissels en accepten in Belgische franken waaraan uitvoerkredieten ten grondslag liggen die bij hun oorsprong werden toegestaan door de Belgische banken en gefinancierd door het Herdiscontering- en Waarborginstituut met behulp van middelen geleend van geldscheppende instellingen.

3. Belgische en Luxemburgse banken

3.1 Obligaties

Het gaat om buitenlandse obligaties, hoofdzakelijk op lange termijn, van de overheidssector en van private vennootschappen en instellingen, grotendeels gesteld in buitenlandse valuta's.

3.2 Voorschotten, disconto- en acceptkredieten

Hieronder zijn opgetekend de kredieten aan het buitenland (uitvoer en andere) in Belgische franken en in deviezen, toegestaan in de vorm van kas-, disconto- en acceptkredieten door de banken en door hen gefinancierd.

3.3 Overige

3.31 In buitenlandse valuta's

3.32 In franken

De „overige vorderingen” in buitenlandse valuta's en in franken van de banken omvatten tegoeden bij buitenlandse banken, hoofdbedrijven, succursalen en dochterondernemingen, voorschotten aan diezelfde instellingen en vorderingen op niet-ingezetenen, met uitzondering van de onder 3.2 reeds opgetekende kredieten.

B. Verplichtingen van

1. Nationale Bank van België

1.1 Tegenover het I.M.F.

Het gaat om het deel van de inschrijving in Belgische franken van België in het I.M.F. dat door dit laatste bij de Bank in rekening wordt gehouden. Het vertegenwoordigt 0,25% van het aandeel van België in het Fonds.

⁽¹⁾ Onder deze rubriek werden vroeger ook de certificaten van de Amerikaanse Schatkist luidend in franken, de z.g. „Roosa-bons” geboekt.

1.2 Tegenover het Europees Fonds voor Monetaire Samenwerking

Zie rubriek 1.3 van het actief.

1.3 Tegenover niet-geldscheppende internationale instellingen

Onder deze rubriek worden de verplichtingen van de Bank tegenover de andere internationale instellingen dan het I.M.F. en het E.F.M.S. geboekt.

1.4 Tegenover andere officiële instellingen

Hier worden de verplichtingen opgetekend van de Bank tegenover buitenlandse centrale banken en officiële instellingen alsmede die welke werden aangegaan uit hoofde van internationale akkoorden ⁽¹⁾.

1.5 Overige

Het gaat hier om de verplichtingen van de Bank tegenover het buitenland met uitzondering van de reeds genoemde (b.vb. tegenover buitenlandse bankiers).

2. Diverse instellingen: verplichtingen tegenover niet-geldscheppende internationale instellingen.

Deze verplichtingen bestaan uit de tegoeden in franken van het Europees Ontwikkelingsfonds van de Europese Economische Gemeenschap bij het Bestuur der Postchecks.

3. Belgische en Luxemburgse banken

3.1 Tegenover officiële instellingen

Onder deze rubriek worden de verplichtingen opgenomen van de banken tegenover buiten-

landse officiële instellingen of organen (regeringen, centrale banken, diensten voor valuta-verkeer).

3.2 Overige

Het gaat om de verplichtingen tegenover andere niet-ingezetenen dan de onder 3.1 genoemde officiële instellingen.

Pro memorie: Beweging van de bijzondere trekkingsrechten die voortvloeien uit de toewijzingen

De door de B.L.E.U. aangenomen boekingswijze inzake het optekenen van de toewijzingen van bijzondere trekkingsrechten is de volgende:

- de toewijzingen van B.T.R. worden opgenomen in de statistieken van de uitstaande vorderingen van de Nationale Bank op het buitenland; daarentegen staat de tegenwaarde van deze toewijzingen niet vermeld in de verplichtingen van de Nationale Bank tegenover het buitenland. Op die manier komt de weerslag van de B.T.R.-toewijzingen op de netto buitenlandse vorderingen van de Nationale Bank duidelijk tot uiting;
- in de statistiek van de bewegingen van dezelfde netto buitenlandse vorderingen, worden de B.T.R.-toewijzingen slechts „pro memorie” geboekt onderaan de betalingsbalans. Aldus wordt de versterking van de goud- en deviezenreserves opgetekend zonder te moeten voorzien in een tegenwaarde. Deze zou immers, indien ze boven de streep zou vermeld worden, de betekenis van het saldo van de balans vervalsen en, indien ze onder de streep zou opgetekend worden, kunnen verklaard worden als een compensatie van de uitwerking van de stijging van de B.T.R. op de netto buitenlandse tegoeden.

⁽¹⁾ Als zodanig worden geboekt de tegoeden in franken, enerzijds van de centrale banken die het akkoord ondertekenden waarbij een wisselkoersgarantie werd ingesteld tussen de centrale banken van de Lid-Staten van de O.E.S.O., anderzijds van de instellingen van landen waarmee de Belgische Staat betalingsakkoorden heeft gesloten.

Nationaal schema van de betalingsbalans van de B.L.E.U.
(eerste versie)

1. Goederen en dienstentransacties

- 1.1 Goederentransacties:
 - 1.11 Uitvoer en invoer ⁽¹⁾
 - 1.12 Loonwerk
 - 1.13 Arbitrage (netto)
 - 1.14 Niet-monetair goud
- 1.2 Vrachtkosten ⁽²⁾
- 1.3 Verzekeringskosten voor goederenvervoer ⁽²⁾
- 1.4 Andere vervoerkosten
- 1.5 Reisverkeer
- 1.6 Opbrengsten uit beleggingen en investeringen
- 1.7 Niet elders vermelde overheidstransacties
- 1.8 Overige:
 - 1.81 Grensarbeiders
 - 1.82 Overige

Totaal 1

2. Overdrachten

- 2.1 Particulieren
- 2.2 Staat

Totaal 2

3. Kapitaalverkeer van de overheid

- 3.1 Staat ⁽³⁾:
 - 3.11 Verplichtingen:
 - 3.111 Contractuele aflossingen
 - 3.112 Andere transacties
 - 3.12 Tegoeden
- 3.2 Andere overheid:
 - 3.21 Verplichtingen
 - 3.22 Tegoeden

Totaal 3

4. Kapitaalverkeer van de bedrijven ⁽⁴⁾ en particulieren

- 4.1 Overheidsbedrijven
- 4.2 Financiële instellingen van de overheidssector
- 4.3 Particuliere sector:
 - 4.31 Belgisch-Luxemburgse investeringen en beleggingen in het buitenland:
 - 4.311 Effecten (nettocijfers)
 - 4.312 Directe investeringen
 - 4.313 Onroerende goederen
 - 4.314 Overige (nettocijfers)
 - 4.32 Buitenlandse investeringen en beleggingen in de B.L.E.U.
 - 4.321 Effecten (nettocijfers)
 - 4.322 Directe investeringen
 - 4.323 Onroerende goederen
 - 4.324 Overige (nettocijfers)
 - 4.33 Niet-onderscheiden investeringen en beleggingen (nettocijfers)

Totaal 4

5. Vergissingen en weglatingen (netto)

Totaal 1 tot 5

6. Financiering van het totaal

- 6.1 Herfinanciering buiten de instellingen met overwegend geldscheppend karakter van commerciële vorderingen op het buitenland
- 6.2 Mutatie van het netto buitenlands actief van instellingen met overwegend geldscheppend karakter:
 - 6.21 Belgische en Luxemburgse banken:
 - 6.211 In Belgische en Luxemburgse franken
 - 6.212 In buitenlandse geldsoorten ⁽⁵⁾
 - 6.22 Diverse instellingen
 - 6.23 N.B.B. ⁽⁵⁾
- p.m. Mutatie van de bijzondere trekkingsrechten voortvloeiend uit toekenningen

⁽¹⁾ Voor een deel van de uitvoer en van de invoer zijn het c.i.f.-cijfers, d.w.z. dat de vracht- en verzekeringskosten voor het goederenvervoer erin begrepen zijn.

⁽²⁾ De ontvangsten en uitgaven van deze rubriek omvatten slechts een deel van de vracht- en verzekeringskosten voor het goederenvervoer. Het andere deel kon niet worden gescheiden van de uitvoer of van de invoer waarop het betrekking heeft en is dus begrepen in de ontvangsten en de uitgaven van de rubriek 1.11 „Uitvoer en invoer“ (zie noot⁽¹⁾).

⁽³⁾ Inclusief het Wegenfonds.

⁽⁴⁾ Andere dan de instellingen met overwegend geldscheppend karakter.

⁽⁵⁾ Deze cijfers zijn berekend op basis van de mutatie van de nettotegoeden op het buitenland in buitenlandse geldsoorten, omgezet in Belgische franken tegen de wisselkoersen van de periode; zij houden geen rekening met de boekhoudkundige veranderingen die voortvloeien uit de wisselkoersveranderingen tussen de Belgische frank en de buitenlandse valuta's.

Tabel met verwijzing van het nationale schema van de betalingsbalans van de B.L.E.U. (eerste versie) naar het geünificeerde O.E.S.O.-I.M.F.-schema en omgekeerd

GEÜNIFICEERD O.E.S.O.-I.M.F.-SCHEMA

A. GOEDEREN EN DIENSTEN (1 tot 8)

- 1. Goederen:**
 - 1.1 Uitvoer en invoer
 - 1.2 Overige goederentransacties
- 2. Niet-monetair goud**
- 3. Vracht- en verzekeringskosten op internationaal goederenverkeer:**
 - 3.1 Vracht
 - 3.2 Verzekering
- 4. Overige vervoer:**
 - 4.1 Reizigers
 - 4.2 Diversen
- 5. Toerisme en reizen**
- 6. Opbrengsten uit investeringen:**
 - 6.1 Opbrengsten uit directe investeringen
 - 6.2 Overige particuliere investeringen
 - 6.3 Overige overheidsinvesteringen
- 7. Niet elders vermelde overheidstransacties:**
 - 7.1 Militaire
 - 7.2 Overige
- 8. Overige diensten:**
 - 8.1 Andere verzekeringen dan van goederen
 - 8.2 Inkomens uit arbeid
 - 8.3 Diverse diensten

B. OVERDRACHTEN (9 en 10)

- 9. Particuliere sector:**
 - 9.1 Transfers van emigranten
 - 9.2 Overige particuliere overdrachten
- 10. Staat**

C. KAPITALEN EN MONETAIR GOUD (11 tot 16)

- 11. Particulier kapitaal op lange termijn (inclusief de gezamenlijke directe investeringen):**
 - 11.1 Directe investeringen
 - 11.2 Overige gewone aandelen
 - 11.3 Overige effecten
 - 11.4 Overige handelskredieten
 - 11.5 Overige tegoeden en verplichtingen

NATIONAAL SCHEMA VAN DE BETALINGSBALANS VAN DE B.L.E.U. (EERSTE VERSIE)

1. GOEDEREN- EN DIENSTENTRANSACTIES (1.1 tot 1.8)

- 1.1 Goederentransacties
 - 1.11 Uitvoer en invoer
 - 1.12 Loonwerk en 1.13 Arbitrage
 - 1.14 Niet-monetair goud
- 1.2 en 1.3 Vracht- en verzekeringskosten voor het goederenvervoer
- 1.2 Vrachtkosten
- 1.3 Verzekeringskosten voor goederenvervoer
- 1.4 Andere vervoerkosten
- 1.4 Andere vervoerkosten (gedeeltelijk)
- 1.4 Andere vervoerkosten (gedeeltelijk)
- 1.5 Reisverkeer
- 1.6 Opbrengsten uit beleggingen en investeringen
- 1.6 Opbrengsten uit beleggingen en investeringen
- 1.7 Niet elders vermelde overheidstransacties
- 1.7 Niet elders vermelde overheidstransacties (gedeeltelijk)
- 1.7 Niet elders vermelde overheidstransacties (gedeeltelijk)
- 1.8 Overige
 - 1.82 Overige (gedeeltelijk)
 - 1.81 Grensarbeiders
 - 1.82 Overige (gedeeltelijk)

2. OVERDRACHTEN

- 2.1 Particulieren
- 2.1 Particulieren
- 2.2 Staat

3., 4. en 6. KAPITAALVERKEER EN FINANCIERING

- 4. KAPITAALVERKEER VAN DE BEDRIJVEN EN PARTICULIEREN (gedeeltelijk)**
 - 4.312 en 4.322 Directe investeringen
 - 4.311 en 4.321 Effecten (gedeeltelijk)
 - 4.311 en 4.321 Effecten (gedeeltelijk)
 - 4.313 en 4.323 Onroerende goederen — 4.314 en 4.324 Overige (gedeeltelijk) — 4.1 en 4.2 Overheidsbedrijven en Financiële instellingen van de overheidssector (gedeeltelijk)

12. Particulier kapitaal op korte termijn (exclusief de directe investeringen):

- 12.1 Handelskredieten
- 12.2 Overige tegoeden en verplichtingen

13. Plaatselijke overheid:

- 13.1 Tegoeden en verplichtingen op lange termijn
- 13.2 Tegoeden en verplichtingen op korte termijn

14. Staat:

- 14.1 Uitgiften op lange termijn in het buitenland
- 14.2 Overige effecten op lange termijn
- 14.3 Leningen op lange termijn onder Staten
- 14.4 Overige leningen op lange termijn
- 14.5 Overige tegoeden en verplichtingen op lange termijn
- 14.6 Tegoeden en verplichtingen op korte termijn

15. Centrale geldscheppende instellingen:

- 15.1 Positie bij het I.M.F.
- 15.2 Goud
- 15.3 Tegoeden in B.T.R.
- 15.4 Overige vrij aan te wenden tegoeden
- 15.5 Overige reserves
- 15.6 Verplichtingen tegenover officiële instellingen ⁽²⁾
- 15.7 Overige leningen op lange termijn
- 15.8 Overige leningen op korte termijn
- 15.9 Overige tegoeden op en verplichtingen tegenover het buitenland

16. Overige geldscheppende instellingen:

- 16.1 Goud
- 16.2 Overige vrij aan te wenden tegoeden
- 16.3 Verplichtingen tegenover officiële instellingen ⁽²⁾
- 16.4 Leningen op korte termijn
- 16.5 Overige tegoeden en verplichtingen op korte termijn
- 16.6 Leningen op lange termijn
- 16.7 Overige tegoeden en verplichtingen op lange termijn

6.1 en 4. Herfinanciering en kapitaalverkeer van de bedrijven en particulieren (gedeeltelijk)

6.1 Herfinanciering buiten de instellingen met overwegend geldscheppend karakter van commerciële vorderingen op het buitenland en 4.324 Overige (gedeeltelijk)

4.1 en 4.2 Overheidsbedrijven en Financiële instellingen van de overheidssector (gedeeltelijk) — 4.314 en 4.324 Overige (gedeeltelijk)

3.2 Andere overheid

3.22 en 3.21 Andere overheid: tegoeden en verplichtingen (gedeeltelijk)

3.22 en 3.21 Andere overheid: tegoeden en verplichtingen (gedeeltelijk)

3.1 Staat:

3.11 Staat: verplichtingen (gedeeltelijk)

3.12 Staat: tegoeden (gedeeltelijk)

3.12 Staat: tegoeden (gedeeltelijk)

3.11 Staat: verplichtingen (gedeeltelijk)

6.23 Nationale Bank van België ⁽¹⁾

A.1.21-22-24 en B.1.1

A.1.1

A.1.23

A.1.51

A.1.3 en 1.52

B.1.2 en 1.4

A.1.4 en B.1.3 en 1.5

6.21 en 6.22 Belgische en Luxemburgse banken en diverse instellingen ⁽³⁾

A.3.3

B.3.1

A.2 en 3.2 en B.2 en 3.2

A.3.1

D. SAMENVATTING

17. Goederen en diensten (1 tot 8)

18. Overdrachten (9 en 10)

19. Tegoeden op het buitenland (11 tot 16, op het actief)

20. Verplichtingen tegenover het buitenland (11 tot 16, op het passief)

21. Toewijzingen van B.T.R.

22.

23.

24. Saldo van de gezamenlijke geboekte transacties (17 tot 21)

25. Nettovergissingen en -weglatingen

1. GOEDEREN- EN DIENSTENTRANSACTIES (1.1 tot 1.8)

2. OVERDRACHTEN

3., 4. en 6. KAPITALEN EN FINANCIERING (op het actief)

3., 4. en 6. KAPITALEN EN FINANCIERING (op het passief)

PRO MEMORIE: B.T.R.-MUTATIES VOORTVLOEIEND UIT TOEWIJZINGEN

1. tot 4., en 6. EN RUBRIEK „PRO MEMORIE”

5. (NETTO)VERGISSINGEN EN -WEGLATINGEN

⁽¹⁾ De nummers van de sub-rubrieken van de netto buitenlandse tegoeden van de N.B.B. zijn die van het schema dat jaarlijks in het Tijdschrift van de Bank verschijnt ter gelegenheid van de publicatie van het artikel over de betalingsbalans van de B.L.E.U. (zie hoofdstuk II, blz. 59 en volgende van de onderhavige methodologie).

⁽²⁾ Exclusief de niet-geldscheppende internationale instellingen.

⁽³⁾ De nummers van de sub-rubrieken van de netto buitenlandse tegoeden van de beschouwde instellingen zijn die van het schema dat jaarlijks in het Tijdschrift van de Bank verschijnt, ter gelegenheid van de publicatie van het artikel over de betalingsbalans van de B.L.E.U. (zie hoofdstuk II, blz. 59 en volgende van de onderhavige methodologie).

Nationaal schema van de betalingsbalans van de B.L.E.U. (tweede versie)

De eerste versie van het nationale schema van de betalingsbalans van de B.L.E.U. werd opgesteld volgens de beginselen van het „Handboek van de Betalingsbalans” van het Internationale Monetaire Fonds.

Alle contante verrichtingen, zowel in (Belgische of Luxemburgse) franken als in buitenlandse geldsoorten tussen de ingezetenen van de B.L.E.U. en de niet-ingezetenen, worden erin opgetekend, „Onder de streep”, als financieringsposten van de balans, komen de verrichtingen van de Belgische en Luxemburgse geldscheppende instellingen voor, o.m. met het doel te doen uitschijnen in welke mate de verrichtingen met het buitenland aanleiding hebben gegeven tot schepping, of vernietiging, van geld.

Men kan echter ook een ander doel nastreven, namelijk het geheel van de verrichtingen in het licht stellen die, direct of indirect, een weerslag kunnen hebben gehad op de valutamarkten en die er de centrale bank bijgevolg eventueel toe genoopt hebben op te treden. Met het oog daarop:

1. Moeten de contante verrichtingen van de ingezetenen met het buitenland opgetekend in de betalingsbalans (eerste versie), de verrichtingen in buitenlandse valuta's van de ingezetenen met de nationale geldscheppende instellingen en de termijnvalutatransacties in aanmerking worden genomen. Contante verrichtingen met het buitenland vinden namelijk in een aantal gevallen plaats omdat er in de twee overige categorieën verrichtingen hebben plaatsgevonden.

Dat is, bij voorbeeld, het geval wanneer de banken inschrijven op certificaten van de Belgische Schatkist in buitenlandse valuta's en zij die inschrijving financieren door bij hun buitenlandse correspondenten schulden aan te gaan, of wanneer zij buitenlandse geldsoorten op termijn verkopen aan ingezetenen, invoerders die zich wensen te dekken tegen het wisselkoersrisico en zij, om niet zelf een dergelijk risico te lopen, in het buitenland een tegoed kweken in buitenlandse geldsoorten.

Door de verrichtingen van de twee bovenvermelde categorieën in aanmerking te nemen, is het bovendien mogelijk de verschijnselen die men op de voorgrond wenst te plaatsen, met name de verrichtingen van speculatieve aard, in al hun omvang te doen uitkomen. Ingezetenen die willen speculeren op de stijging van een buitenlandse valuta kunnen, bij voorbeeld, dat doel bereiken door bij de banken deposito's in deviezen te vormen of door er op termijn deviezen van te kopen; zo kunnen ook buitenlanders speculeren op de stijging van de frank, niet alleen door bij de banken tegoeden in rekening te kweken maar ook door, met deze laatste, termijntransacties aan te gaan ten einde te beschikken over te ontvangen franken.

2. Moeten de mutatie van de goud- en deviezenreserves van de Bank, zijnde haar nettotoegoeden op het buitenland, exclusief de commerciële kredieten, en de mutatie van haar tegoeden en verplichtingen voortvloeiend uit de termijntransacties waarbij zij betrokken is, „onder de streep” worden geboekt als enige tegenposten van alle overige transacties; het in aanmerking nemen van die termijntransacties is gerechtvaardigd door het

feit dat die van de overige economische subjecten „boven de streep” worden opgetekend met de overige transacties; sommige van de verrichtingen waarvan sprake worden aangegaan tussen die subjecten en de Bank.

Bij de opstelling van de tweede versie van het nationale schema is met de hierboven opgesomde beginselen rekening gehouden. Zij wordt gepubliceerd in tabel 4 van hoofdstuk IX van het deel „Statistieken” van het Tijdschrift van de Nationale Bank van België. Deze tabel die in onderhavige bijlage werd opgenomen, draagt als titel „Verrichtingen met het buitenland, verrichtingen in buitenlandse valuta's van de ingezetenen met de Belgische en Luxemburgse banken en termijnvalutatransacties”.

Hierna volgt een beschrijving van de algemene boekingsprincipes van de verrichtingen, van de geleding van de verschillende rubrieken van de tabel en van de inhoud van de verrichtingen die ze omvatten.

I — ALGEMENE BEGINSELEN INZAKE DE BOEKING VAN DE VERRICHTINGEN

De verrichtingen in buitenlandse valuta's van de ingezetenen met de binnenlandse geldscheppende instellingen en de termijnvalutatransacties zijn in aanmerking genomen overeenkomstig de volgende algemene boekingsregels:

1. De verrichtingen in buitenlandse geldsoorten van de banken met de ingezetenen geven aanleiding tot twee boekingen: de ene uit hoofde van de ingezetene, de andere uit hoofde van de bank. De plaatsing van certificaten in buitenlandse valuta's door de Schatkist bij een bank betekent, bij voorbeeld, een ontvangst van middelen voor de Schatkist (inschrijving op het credit van rubriek 3.2, die de schuld van de Schatkist vertegenwoordigt) en een uitgave voor de bank (boeking op het debet van rubriek 6.1, die de vorming van een vordering door de bank weergeeft).

2. De termijntransacties worden geboekt volgens dezelfde regels als de contante transacties:

● wanneer de banken of de Bank termijntransacties aangaan met niet-ingezetenen, worden tegelijkertijd geboekt de, door die instellingen, te leveren, of te ontvangen, buitenlandse geldsoorten en de door die instellingen te ontvangen, of te leveren, franken. Een verbintenis van een bank om tegen deviezen Belgische franken op termijn te leveren aan een niet-ingezetene geeft, bij voorbeeld, aanleiding tot een boeking op het credit van rubriek 5.3 (die de aankoop van de op termijn te ontvangen Belgische franken door de niet-ingezetene vertegenwoordigt) en tot een boeking op het debet van rubriek 6.2 (vorming door de bank van een tegoed bestaande uit op termijn te ontvangen buitenlandse valuta's);

● bij de termijntransacties van de banken of van de Bank met ingezetenen worden alleen de buitenlandse valuta's geboekt, maar zij maken het voorwerp uit van twee inschrijvingen: de eerste, uit hoofde van door de ingezetenen te ontvangen, of te leveren, buitenlandse valuta's, de tweede, uit hoofde van door de banken of de Bank te leveren, of te ontvangen, buitenlandse

valuta's. Een verkoop van buitenlandse valuta's op termijn door een bank aan een ingezetene geeft, bij voorbeeld, aanleiding tot een debet onder rubriek 4.212 (aankoop van een tegoed door de ingezetene) en tot een credit onder rubriek 6.2 (verplichting van de bank).

II — GELEDING VAN DE RUBRIEKEN EN INHOUD VAN DE VERRICHTINGEN

Rubrieken 1 en 2: Zij worden, onveranderd, overgenomen van de betalingsbalans (eerste versie).

Rubriek 3: In deze rubriek zijn opgenomen het kapitaalverkeer van de overheid met het buitenland (rubriek 3 van de betalingsbalans (eerste versie), die post 3.1 van de nieuwe tabel vormt) en de transacties in buitenlandse valuta's, à contant (post 3.2) en op termijn (post 3.3) van de bovenvermelde overheid met de Belgische en Luxemburgse geldscheppende instellingen.

Rubriek 4: Op dezelfde wijze groepeerd zij het kapitaalverkeer van de bedrijven (exclusief de geldscheppende instellingen) en van de particulieren met het buitenland (rubriek 4 van de betalingsbalans (eerste versie), die post 4.1 van de nieuwe tabel vormt) en de transacties in buitenlandse valuta's van de bovenvermelde bedrijven en particulieren met de Belgische en Luxemburgse banken (post 4.2); onder die transacties wordt een onderscheid gemaakt tussen de tegoeden en verplichtingen, à contant en op termijn.

Rubriek 5: Hierin worden opgetekend de verrichtingen, in Belgische of Luxemburgse franken, van de niet-ingezetenen met de banken en de andere geldscheppende instellingen.

Een eerste categorie verrichtingen (post 5.1) staat in direct verband met de buitenlandse handel; zij hebben in hoofdzaak betrekking op de commerciële kredieten in Belgische franken ten gunste van buitenlandse invoerders; opgetekend worden de kredieten bij hun oorsprong gefinancierd door de banken, ongeacht of zij nog gefinancierd worden door deze laatste dan wel geherfinancierd bij andere geldscheppende instellingen of daarbuiten.

De posten 5.2 en 5.3 omvatten de overige verrichtingen van de niet-ingezetenen met de geldscheppende instellingen waardoor de eerstgenoemden hun tegoeden en verplichtingen in franken tegenover de laatste wijzigen. Zij kunnen het zonder onderscheid, doen op twee wijzen: bij voorbeeld, door hetzij buitenlandse geldsoorten à contant te verkopen om zich onmiddellijk een vordering in franken te vormen (post 5.2), hetzij door buitenlandse geldsoorten op termijn te verkopen om, op de datum van de vereffening, franken te ontvangen (post 5.3).

Aangezien het initiatief van de onder rubriek 5 opgetekende verrichtingen vaak uitgaat van niet-ingezetenen, althans wat de posten 5.2 en 5.3 betreft, is de omschrijving van die rubriek opgesteld, gezien vanuit hun oogpunt, meer dan uit dat van de binnenlandse sector (de geldscheppende instellingen) die bij de verrichting betrokken zijn.

Rubriek 6: Zij tekent de verandering op in het saldo van de tegoeden en verplichtingen in buitenlandse valuta's van de banken tegenover de ingezetenen en niet-ingezetenen, zowel à contant (post 6.1) als op termijn (post 6.2).

Rubriek 7: Onder post 7.1 neemt die rubriek de vergissingen en weglatingen over die voorkomen in de eerste versie van de betalingsbalans (rubriek 5) en, onder post 7.2, de afwijkingen van allerlei aard die het gevolg zijn van het in aanmerking nemen van de statistieken der deviezentransacties van de ingezetenen met de geldscheppende instellingen en van die van de termijnvalutatransacties. Al die verrichtingen met inbegrip van die welke voorkomen op de betalingsbalans (eerste versie), zijn weliswaar derwijze gedefinieerd dat, in beginsel, de inschrijvingen op het debet en op het credit elkaar in evenwicht houden, maar, aangezien de basisgegevens van die inschrijvingen onvolledig of onjuist kunnen zijn of ook nog kunnen voortkomen uit verschillende bronnen die niet noodzakelijk overeenstemmen, dient de post „Vergissingen en weglatingen” om de staat van debet- en creditboekingen in evenwicht te houden.

Rubriek 8: Deze rubriek vormt de tegenpost van het geheel van de transacties en kapitaalbewegingen die in de tabel zijn opgetekend. Zij neemt de diverse posten over, die men gewoon-

lijk de goud- en deviezenreserves van de Bank noemt (¹). Deze laatste zijn in rubriek 8 samen beschouwd met de tegoeden en verplichtingen van de Bank voortvloeiend uit de termijntransacties waaraan zij deelneemt. Die transacties wijzigen het totaal van de rubriek wanneer zij met ingezetenen worden gedaan; wanneer de Bank aldus buitenlandse valuta's op termijn aan de Schatkist verkoopt, geeft dit type van verrichtingen aanleiding tot inschrijving onder de posten 8.42 en 3.3. Daarentegen verandert het totaal van de rubriek niet wanneer voorgenoemde verrichtingen met niet-ingezetenen plaatshebben; een termijntransactie met een buitenlandse centrale bank wordt aldus ingeschreven met het omgekeerde teken naast de posten 8.42 en 8.52.

In wat hierna volgt nemen wij ons voor, aan de hand van twee voorbeelden, de techniek uit te leggen volgens welke de verrichtingen in buitenlandse valuta's van de banken met de ingezetenen en hun termijntransacties de Bankstaat kunnen beïnvloeden. Wij gaan uit van de veronderstelling dat de banken ervoor zorgen hun nettopositie in buitenlandse valuta's, contant en termijn samen, ongewijzigd te houden.

Eerste voorbeeld: de Schatkist plaatst certificaten in buitenlandse valuta's bij de banken voor een bedrag van 100 en dekt zich op termijn bij de Bank.

De boeking van die verrichtingen van de Schatkist en van die welke zij teweegbrengen zal de volgende inschrijving in de tabel tot gevolg hebben:

1. De Schatkist plaatst certificaten bij de banken:

3.2 + 100: schuld in buitenlandse valuta's van de Schatkist tegenover de banken;
6.1 - 100: vordering in buitenlandse valuta's van de banken op de Schatkist.

2. Voor de financiering van de vorderingen in buitenlandse valuta's die de banken op de Schatkist verkrijgen door hun inschrijving op certificaten, gaan zij een deviezenschuld aan tegenover hun buitenlandse correspondenten. De Schatkist verkoopt aan de Bank de buitenlandse valuta's, opbrengst van de uitgifte van certificaten (opgemerkt zij dat indien de banken geen schulden in het buitenland hadden aangegaan, de vorderingen van de Bank niet zouden stijgen; in dat geval immers zouden de banken op de valutamarkt de nodige buitenlandse geldsoorten moeten kopen voor de inschrijving op de schatkistcertificaten en die aankoop zou de verkoop door de Schatkist van de opbrengst van de uitgifte van haar certificaten compenseren):

6.1 + 100: schuld in buitenlandse valuta's van de banken tegenover het buitenland;
8.41 + 100: vordering in buitenlandse valuta's van de Bank op het buitenland (die inschrijving vormt de tegenpost van die welke gedaan is onder post 6.1, maar zij draagt hetzelfde teken omdat zij „onder de streep” gedaan is).

3. Om zich tegen het wisselkoersrisico te dekken, koopt de Schatkist termijnvaluta's van de Bank:

3.3 - 100: door de Schatkist van de Bank op termijn te ontvangen valuta's;
8.42 - 100: door de Bank aan de Schatkist op termijn te leveren valuta's (die inschrijving vergt een opmerking gelijkaardig aan die welke onder 2) gedaan werd in verband met post 8.41).

Er dient nog te worden vermeld dat, ten slotte, de nettopositie in buitenlandse valuta's van de Bank per saldo ongewijzigd blijft:

8.41 + 100: vordering in buitenlandse valuta's op het buitenland;
8.42 - 100: aan de Schatkist op termijn te leveren valuta's.

Tweede voorbeeld: Een niet-ingezetene verkoopt op termijn buitenlandse valuta's voor een bedrag van 100 aan een bank.

Die transactie en andere die zij tot gevolg heeft, geven aanleiding tot de volgende inschrijvingen in de tabel:

(¹) Bepaald als netto buitenlandse tegoeden, zonder de handelskredieten (laatstgenoemde zijn in de tabel in post 5.1 begrepen).

1. De niet-ingezetene verkrijgt het recht franken op termijn te ontvangen en de bank het recht buitenlandse valuta's te ontvangen

5.3 + 100: door de niet-ingezetenen van de bank op termijn te ontvangen franken

6.2 – 100: door de bank op termijn te ontvangen buitenlandse valuta's van de niet-ingezetene.

2. Ten einde haar nettopositie in buitenlandse valuta's niet te wijzigen, gaat de bank, die termijnvaluta's verwerft, een schuld aan in buitenlandse valuta's tegenover het buitenland. Zij verkoopt aan de Bank het provenu van die schuld:

6.1 + 100: schuld in buitenlandse valuta's van de bank tegenover het buitenland;

8.41 + 100: vordering in buitenlandse valuta's van de Bank op het buitenland, (die inschrijving vergt dezelfde opmerking als die welke gedaan werd in verband met dezelfde post in het eerste voorbeeld).

3. Wanneer de techniek van de swapakkoorden met de Federal Reserve Bank of New York gebruikt wordt, koppelt de Bank, om zich tegen de wisselkoersrisico's te dekken, haar aankopen van buitenlandse valuta's aan verkooptransacties op termijn. In dat geval komen twee bijkomende boekingen in de tabel voor:

8.42 – 100: aan de Federal Reserve Bank op termijn te leveren valuta's;

8.52 + 100: aan de Federal Reserve Bank op termijn te ontvangen franken.

Verrichtingen met het buitenland, verrichtingen in buitenlandse valuta's van de ingezetenen met de Belgische en Luxemburgse banken en termijnvalutatransacties (*)

1. Goederen- en dienstenverkeer (rubriek 1 van de betalingsbalans, eerste versie)

2. Overdrachten (rubriek 2 van de betalingsbalans, eerste versie)

3 Kapitaalverkeer van de overheid:

3.1 Rubriek 3 van de betalingsbalans (eerste versie)

3.2 Vermeerdering (+) of vermindering (-) van de schuld in buitenlandse valuta's tegenover de Belgische en Luxemburgse banken

3.3 Vermeerdering (-) of vermindering (+) van het bedrag van de op termijn van de N.B.B. te ontvangen buitenlandse valuta's

4. Kapitaalverkeer van de bedrijven (1) en particulieren

4.1 Rubriek 4 van de betalingsbalans (eerste versie)

4.2 Mutatie in de tegoeden en verplichtingen in buitenlandse valuta's van de ingezetenen tegenover de Belgische en Luxemburgse banken:

4.21 Vermeerdering (-) of vermindering (+) van tegoeden:

4.211 Vorderingen in buitenlandse valuta's

4.212 Bedrag van de op termijn te ontvangen buitenlandse valuta's

4.22 Vermeerdering (+) of vermindering (-) van verplichtingen:

4.221 Schulden in buitenlandse valuta's

4.222 Bedrag van de op termijn te leveren buitenlandse valuta's

5. Mutatie van de tegoeden en verplichtingen in Belgische en Luxemburgse franken van de niet-ingezetenen tegenover de Belgische en Luxemburgse banken en tegenover andere instellingen met overwegend geldscheppend karakter

5.1 Vermeerdering (-) of vermindering (+) van de verplichtingen in de vorm van commerciële kredieten bij hun oorsprong gefinancierd door de Belgische banken

5.2 Vermeerdering (+) of vermindering (-) van het overschot van de tegoeden op de overige contante verplichtingen

5.3 Vermeerdering (+) of vermindering (-) van het overschot van het bedrag der op termijn te ontvangen Belgische en Luxemburgse franken t.o.v. het bedrag van de op termijn te leveren Belgische en Luxemburgse franken.

6. Buitenlandse valutapositie (2) van de Belgische en Luxemburgse banken:

6.1 Vermeerdering (-) of vermindering (+) van de positie à contant (3)

6.2 Vermeerdering (-) of vermindering (+) van de positie op termijn

7. Vergissingen en weglatingen:

7.1 Rubriek 5 van de betalingsbalans (eerste versie)

7.2 Afwijkingen in de statistieken van de contante verrichtingen in buitenlandse valuta's met de ingezetenen

Totaal 1 tot 7

8. Tegenposten van het totaal in de balans van de N.B.B. (vermeerdering (+); vermindering (-)):

8.1 Goudvoorraad

8.2 Tegoeden bij het I.M.F. (4)

8.3 Nettotegoeden op het Europees Fonds voor Monetaire Samenwerking

8.4 Netto buitenlandse valutapositie:

8.41 Contante tegoeden (5)

8.42 Overschot van het bedrag der op termijn te ontvangen buitenlandse valuta's op het bedrag van de op termijn te leveren buitenlandse valuta's

8.5 Nettotegoeden in Belgische franken op niet-ingezetenen:

8.51 Contante tegoeden (6)

8.52 Overschot van het bedrag van de op termijn te ontvangen Belgische franken op het bedrag van de op termijn te leveren Belgische franken

(*) Wat de deviezentransacties op termijn betreft, exclusief de aankopen en verkopen door ingezetenen en buitenlanders van buitenlandse valuta's tegen buitenlandse valuta's.

De mutaties van de tegoeden en van de verplichtingen, à contant en op termijn, in buitenlandse geldsoorten van de Belgische en Luxemburgse banken en van de N.B.B. zijn omgezet in Belgische franken tegen de wisselkoersen van de periode; zij houden geen rekening met de boekhoudkundige veranderingen die voortvloeien uit de wisselkoersveranderingen tussen de Belgische frank en de buitenlandse valuta's.

(1) Andere dan de instellingen met overwegend geldscheppend karakter.

(2) Overschot van de tegoeden in buitenlandse valuta's op de verplichtingen in buitenlandse valuta's.

(3) Exclusief de vastliggende activa (in hoofdzaak de deelnemingen van de banken in hun buitenlandse dochtermaatschappijen) die reeds zijn opgetekend onder rubriek 4.1 van de bovenstaande tabel aangezien zij in de betalingsbalans beschouwd worden als een directe investering.

(4) Exclusief de mutatie van de bijzondere trekkingsrechten ten gevolge van toewijzingen.

(5) Inclusief de financiële bijstand op middellange termijn E.E.G.

(6) Met uitzondering van de uitvoeraccepten die in deze tabel opgenomen zijn onder rubriek 5.1.

Ramingsmethode van de uitvoer van goederen op transactiebasis

De ramingsmethode van de uitvoer en invoer van goederen op transactiebasis is, in het kort, de volgende: voor het grootste deel van de betalingen is het tijdstip waarop de uitvoer of de invoer ongeveer plaatsvond bekend; derhalve wordt het mogelijk de uitvoer en de invoer van een gegeven periode opnieuw samen te stellen door onder de betalingen gedaan voor (voor de voorafbetalingen), tijdens of na deze periode, die af te zonderen welke betrekking hebben op transacties die tijdens deze periode verricht werden. In principe kunnen de transacties van een periode slechts op deze wijze opnieuw samengesteld worden nadat ze alle betaald zijn, d.w.z. (rekening houdend met het bestaan van transacties betaalbaar op middellange en lange termijn) soms na verscheidene jaren. In de praktijk heeft men voor iedere periode de transacties opnieuw samengesteld die aanleiding hebben gegeven tot betaling binnen zeven maanden en de andere transacties geraamd op basis van de betalingen van de periode, met dien verstande dat, wat de uitvoer betreft, evenwel rekening werd gehouden met de ontwikkeling van de uitstaande bedragen van Creditexport⁽¹⁾ gedurende de periode: de op deze wijze geraamde transacties zijn vermeld in de kolommen (7), (8) en (9) van bijgaande tabel. Uit de vergelijking van deze transacties met de cijfers van de betalingen, die voorkomen in de kolommen (4), (5) en (6) van de tabel, verkrijgt men een raming van de ontwikkeling van de nettovorderingen en -schulden die verband houden met de uitvoer (kolom (10)), met de invoer (kolom (11)) en met het geheel van deze transacties (kolom (12)).

Er dient te worden aangestipt dat de vorenvermelde betalingscijfers verschillen van die van de betalingsbalans van de B.L.E.U.⁽²⁾ Laatstgenoemde cijfers die pro memorie in de kolommen (1) tot (3) van de onderhavige tabel zijn opgenomen, omvatten immers sommige verrichtingen op krediet die, om de betalingsbalans op te maken, gevoegd werden bij de bankbetalingen; het zijn uiteraard slechts de cijfers van deze betalingen die gebruikt worden om de vergelijking met de geraamde transacties te maken aangezien de cijfers van de betalingsbalans in zekere zin een tussenstadium vormen tussen de bovenvermelde betalingen en de bovenvermelde transacties.

Deze ramingsmethode van de in- en uitvoer op een transactiebasis en van de variaties van de netto commerciële vorderingen op het buitenland heeft tot voordeel dat ze uitsluitend gebruik maakt van de betalingsstatistieken. De ramingsmethodes die steunen op de douanestatistieken kunnen geen bevredigende resultaten opleveren wegens de diepgaande afwijking die in België bestaat tussen deze statistieken en die van de betalingen⁽³⁾: het verschil tussen de aldus verkregen transacties en

de betalingen zou deze afwijkingen weerspiegelen evenzeer, meer zelfs, dan de schommelingen van de commerciële vorderingen: m.a.w. uit het oogpunt van de betalingsbalans in haar geheel zou men het betrokken verschil niet, in zijn geheel, kunnen gelijkstellen met kapitaalverrichtingen, maar men zou een deel ervan moeten opnemen in de verrichtingen op goederen en diensten andere dan de uit- en invoer, m.n. door een zeer belangrijke aanpassing van de rubrieken „Vrachtkosten” en „Verzekeringskosten voor goederenvervoer”⁽⁴⁾. Men beschikt trouwens over geen enkele betrouwbare aanduiding voor dergelijke indeling, zodat men, uitgaande van de douanestatistieken, geen ook maar enigszins benaderende raming zou kunnen maken noch van het totaal van de verrichtingen op goederen en diensten op transactiebasis noch van de variaties van de commerciële vorderingen.

In het vlak van de economische analyse blijkt duidelijk het nut te beschikken over transactiecijfers voor de in- en uitvoer en, meer in het algemeen, voor de balans van de lopende verrichtingen. Gezuiverd van de invloed van de variaties van de commerciële vorderingen vloeien de vastgestelde ontwikkelingen voort uit conjuncturele en structurele factoren. Door de weerslag van de eerstgenoemde te ramen kan men trachten vast te stellen of de betalingsbalans fundamenteel al dan niet in evenwicht is, wat een bijzonder nuttige aanduiding is voor het economisch beleid.

De variaties van de netto commerciële vorderingen op het buitenland kunnen uit een van de volgende oorzaken voortvloeien.

1. De ontwikkeling zelf van de handelsstromen: inderdaad, aangezien de gemiddelde betalingstermijn van de uitvoer in het geval van de B.L.E.U. langer is dan die van de invoer, is de omvang van de commerciële vorderingen van de bedrijven op hun buitenlandse cliënteel veel belangrijker dan die van hun schulden tegenover hun leveranciers en elke aangroei van de handelsstromen verbreedt het verschil tussen het eerste en het tweede van deze volumes.

2. De wijzigingen in de betalingstermijnen: bij voorbeeld ten gevolge van veranderingen in de structuur per land, of per produkt, van het handelsverkeer; om een afzetmarkt te veroveren of te behouden; om nut te halen uit een renteverval of uit een verwachte wijziging van de koers van een munt (dit laatste verschijnsel is wat men de eigenlijke „leads and lags” noemt).

Hoewel het met deze methode, in haar huidige vorm, niet mogelijk is de schommelingen van de vorderingen, die uit de verschillende hierboven vermelde oorzaken voortvloeien, te onderscheiden, maakt ze het mogelijk het kapitaalverkeer dat aan de gezamenlijke gevolgen ervan moet worden toegeschreven in zijn geheel te kwantificeren. Zij biedt bijgevolg zeer belangwekkende analysemogelijkheden. Ze vertoont evenwel bepaalde onvolmaaktheden.

⁽¹⁾ De Vereniging voor de Coördinatie van de Financiering op Middellange Termijn van de Belgische uitvoer (Creditexport), v.z.w., werd in 1959 opgericht door een bepaald aantal openbare kredietinstellingen en de banken die bijzonder geïnteresseerd zijn in de verrichtingen van de buitenlandse handel. Zij heeft een pool ingesteld voor de gezamenlijke financiering, ten bedrage van de quota's van de leden in de pool, op middellange en lange termijn van de uitvoer van investeringsgoederen waarvan de betaling verspreid ligt over een periode langer dan twee jaar vanaf de levering. De financiering vindt plaats door de mobilisering van handelspapier dat uitvoerverrichtingen vertegenwoordigt en door de banken aan de pool kan worden aangeboden.

⁽²⁾ Zie tabellen van bijlage I (rubriek 1.11) en bijlage II (rubriek 1.1).

⁽³⁾ Deze afwijkingen worden beschreven aan het einde van deze bijlage (zie: Addendum).

⁽⁴⁾ Deze aanpassing is nodig omdat de douane-invoer opgetekend wordt in c.i.f. (kosten, verzekering en vracht) en de douane-uitvoer in f.o.b. (franco aan boord), terwijl de bankbetalingen deels c.i.f. en deels f.o.b. zijn zowel wat de invoer als wat de uitvoer betreft.

Het streven om binnen een niet al te lange termijn te beschikken over de aldus „ex post” opnieuw samengestelde transacties noopt tot verwaarlozing van de hergroepering van de betalingen betreffende transacties die meer dan zeven maanden voor de betaling plaatsvonden; voor deze transacties heeft men, zoals werd gezegd, bepaalde hypothesen moeten maken.

Dat om het hergroeperingswerk te verrichten, niet de juiste data waarop de transacties plaatsvonden konden worden gebruikt is een tweede nadeel. Stappen werden aangewend om deze leemte op min of meer korte termijn aan te vullen.

Een derde beperking van de methode vloeit voort uit het feit dat de balans van de „transacties” die aan de hand van deze methode kan worden opgesteld, zoals reeds gezegd, uitsluitend de eigenlijke in- en uitvoer betreft van goederen, waarbij de andere verrichtingen op goederen en diensten dus buiten beschouwing worden gelaten. Waarschijnlijk neemt de beweging van de netto commerciële vorderingen of schulden tegenover het buitenland die het gevolg is van de in- en uitvoerverrichtingen alleen evenwel een overwegende plaats in, in vergelijking met de bewegingen van de vorderingen en schulden voortvloeiend uit de andere verrichtingen op goederen en diensten. Door de uitvoer en de invoer op transactiebasis te voegen bij de andere verrichtingen op goederen en diensten op kasbasis, wordt een redelijke raming van de totale balans van de goederen en diensten op transactiebasis derhalve mogelijk.

ADDENDUM: VERSCHILLEN TUSSEN DE DOUANESTATISTIEKEN EN DIE VAN DE BETALINGEN

De verschillen tussen de douanestatistieken en die van de betalingen hebben verschillende oorzaken:

- Door de douane wordt de invoer opgetekend in c.i.f.-waarde (kosten, verzekering, vracht), terwijl de uitvoer in f.o.b.-waarde (franco aan boord) wordt opgetekend. Daarentegen zijn de betalingsstatistieken deels c.i.f. deels f.o.b. zowel wat de invoer als wat de uitvoer betreft;
- In de douanestatistieken zijn de tijdelijke invoer gevolgd door de wederuitvoer, zowel als de tijdelijke uitvoer gevolgd door wederinvoer afzonderlijk opgetekend. In de betalingsstatistieken zijn alleen de netto-ontvangsten en -uitgaven van loonwerk opgetekend;

- De douanestatistieken omvatten alle verzendingen en ontvangsten van goederen, welke ook de betalingswijze zij (verrekening, creditnota's, bankbiljetten, enz.) alsmede de ruilverrichtingen en de schenkingen in natura. De betalingsstatistieken omvatten slechts de transacties die via een bank betaald werden (met inachtneming van de correcties die door de Nationale Bank aangebracht werden om rekening te houden met verrichtingen die betaald werden in bankbiljetten of door middel van kredieten die met de medewerking van de Belgische banken werden verleend of nog met sommige schenkingen in natura);
- Dientengevolge worden de betalingsstatistieken beïnvloed door het verloop van de betalingstermijnen, en, inzonderheid, door de wijzigingen van speculatieve aard van deze termijnen („leads and lags”);
- Voor de transacties die in buitenlandse valuta's kunnen worden betaald, kan het tijdsverschil tussen de datum van invoer of van uitvoer en de betalingsdatum aanleiding geven tot verschillen tussen de twee statistieken voor identieke aangegeven waarden, wat de bewegingen in Belgische franken betreft. In periodes van onstabiele wissekoersen kunnen de verschillen te wijten aan de verschillende omrekeningskoersen die in de twee statistieken gebruikt worden niet te verwaarlozen bedragen bereiken;
- Over het algemeen worden de goederen in de douanestatistieken opgetekend tegen de marktprijs. Deze kan afwijken van de factuurprijs, d.w.z. het bedrag dat in de betalingsstatistieken wordt aangerekend;
- De douanestatistieken bevatten de transacties op niet-monetair goud. In de betalingsbalans staan deze in een afzonderlijke rubriek vermeld;
- De aankopen en verkopen van elektrische energie worden niet opgenomen in de douanestatistieken, maar wel in de betalingsstatistieken;
- Bovendien vertonen de douanestatistieken bepaalde elementen van onzekerheid sedert de Intergouvernementele Conferentie van de Benelux in april 1969 besloten heeft de douaneformaliteiten aan de Belgisch-Nederlandse grens af te schaffen.

UITVOER EN INVOER VAN DE B.L.E.U.

Betalings, transacties en variaties van de netto commerciële vorderingen en schulden t.o.v. het buitenland

Betalings van uitvoer en invoer (inclusief sommige verrichtingen op krediet) opgetekend in de betalingsbalans van de B.L.E.U. (1)			Betalings van uitvoer en invoer, exclusief de verrichtingen op krediet			Ramingen van de uitvoer- en invoertransacties			Variaties (2) van de netto commerciële vorderingen of schulden t.o.v. het buitenland		
Uitvoer (1)	Invoer (2)	Saldo (3)	Uitvoer (4)	Invoer (5)	Saldo (6)	Uitvoer (7)	Invoer (8)	Saldo (9)	Bij de uitvoer (10) = (7) - (4)	Bij de invoer (11) = (5) - (8)	Totaal (12) = (9) - (6) = (10) + (11)

(1) Zie Nationaal schema (eerste versie) rubriek 1.11.

(2) Teken +: stijging van de nettovorderingen of daling van de nettoschulden.
Teken -: daling van de nettovorderingen of stijging van de nettoschulden.

DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABERS STATISTISKE KONTOR
STATISTISCHES AMT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN
STATISTICAL OFFICE OF THE EUROPEAN COMMUNITIES
OFFICE STATISTIQUE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
ISTITUTO STATISTICO DELLE COMUNITA EUROPEE
BUREAU VOOR DE STATISTIEK DER EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

A. Dornonville de la Cour	Generaldirektør / Generaldirektor / Director-General Directeur général / Direttore generale / Directeur general
V. Paretti	Direktør, som varetager den tekniske koordination, navnlig koordinationen mellem direktorat A, B, og F Direktor für die technische Koordinierung, namentlich der Direktionen A, B, und F Director responsible for technical coordination and coordination between Directorates A, B, and F in particular Directeur chargé de la coordination technique et en particulier des directions A, B et F Direttore incaricato del coordinamento tecnico e in particolare del coordinamento delle direzioni A, B ed F Directeur belast met de technische coördinatie tussen de directoraten A, B en F
G. W. Clarke	Konsulent / Berater / Adviser / Conseiller / Consigliere / Adviseur
N. Ahrendt	Assistent / Assistent / Assistant / Assistant / Assistente / Assistent
	Direktører / Direktoren / Directors / Directeurs / Direttori / Directeuren:
V. Paretti	Almen statistik, metodologi og forbindelsesvirksomhed Allgemeine Statistik, Methoden, Verbindungswesen General statistics, statistical methods and liaison activities Statistiques générales, méthodologie et activités de liaison Statistiche generali, metodologia ed attività di collegamento Algemene statistiek, statistische methoden en contactbureau
G. Bertaud	Nationalregnskaber Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung National accounts Comptes nationaux Conti nazionali Nationale rekeningen
D. Harris	Befolknings- og socialstatistik Bevölkerungs- und Sozialstatistik Demographic and social statistics Statistiques démographiques et sociales Statistiche demografiche e sociali Sociale en bevolkingsstatistiek
S. Louwes	Landbrugs-, skovbrugs- og fiskeristatistik Statistik der Landwirtschaft, Forstwirtschaft und Fischerei Agriculture, forestry and fisheries statistics Statistiques de l'agriculture, des forêts et des pêches Statistiche dell'agricoltura, delle foreste e della pesca Landbouw-, bosbouw- en visserijstatistiek
H. Schumacher	Industri-, miljø- og tjenesteydelsesstatistik Industrie, Umwelt- und Dienstleistungsstatistik Industrial, environment and services statistics Statistiques de l'industrie, de l'environnement et des services Statistiche dell'industria, dell'ambiente e dei servizi Industrie-, milieu- en dienstverleningsstatistiek
S. Ronchetti	Statistik vedrørende udenrigshandel, AVS og tredjelande Statistik des Außenhandels, der AKP-Länder und der Drittländer External trade, ACP and non-member countries statistics Statistiques du commerce extérieur, ACP et pays tiers Statistiche del commercio esterno, ACP e paesi terzi Statistiek van de buitenlandse handel, ACS-Landen, derde landen

Communautés européennes — Commission
Europese Gemeenschappen — Commissie

**La méthodologie de la balance des paiements de
l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise**

**Methodologie van de betalingsbalans van de
Belgisch-Luxemburgse Economische Unie**

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

1978 — 84 p. — 21,0 × 29,7 cm

Statistiques macro-économiques (série violet)
Macro-economische statistieken (paarse serie)

FR/NL

ISBN 92-825-0380-1

Cat.: CA-22-77-742-2E-C

BFR 300	DKR 53	DM 19,40	FF 43,50
LIT 8100	HFL 21	UKL 5	USD 9.50

Cette publication décrit les concepts, définitions et méthodes utilisés pour l'établissement de la balance des paiements de l'U.E.B.L. relative à l'année 1976.

L'ouvrage est articulé en trois chapitres. Dans le premier, les principes ainsi que les concepts et les définitions de base qui régissent la balance des paiements de l'U.E.B.L. sont exposés dans leurs grandes lignes et sont, le cas échéant, comparés avec les recommandations formulées en la matière par le Fonds Monétaire International. Le deuxième chapitre donne une description détaillée des critères distinctifs et de la composition de chaque poste de la balance. Le troisième chapitre fournit un aperçu des sources de renseignements utilisés et décrit le procédé d'élaboration de chaque poste. Le texte est assorti d'une série d'annexes qui, pour les données relatives à la balance de 1976, d'une part fournissent un tableau analytique des opérations reprises et des ajustements effectués, d'autre part indiquent la correspondance entre les rubriques du schéma de balance des paiements propre de l'U.E.B.L. et celles du schéma proposé par le Fonds Monétaire International.

Deze publikatie beschrijft de begrippen, definities en methoden die gebruikt zijn bij de opstelling van de betalingsbalans van de B.L.E.U. voor het jaar 1976.

Het werk bestaat uit drie hoofdstukken. In het eerste worden de principes evenals de basisbegrippen en -definities van de betalingsbalans van de B.L.E.U. kort geschetst en, waar nodig, vergeleken met de aanbevelingen op dit gebied van het Internationale Monetaire Fonds. Het tweede hoofdstuk geeft een gedetailleerde beschrijving van de onderscheidingscriteria en van de samenstelling van elke post van de betalingsbalans. Het derde hoofdstuk verstrekt een overzicht van de gebruikte inlichtingenbronnen en beschrijft de wijze van opstelling van elke post.

Aan de tekst zijn een aantal bijlagen toegevoegd die voor de gegevens voor de betalingsbalans van 1976 een analytisch overzicht van de transacties en de aanpassingsposten geven, en tevens de overeenkomst aanduiden tussen de rubrieken van het betalingsbalansschema van de B.L.E.U. en die van het schema, dat voorgesteld is door het Internationale Monetaire Fonds.

**Salgs- og abonnementskontorer · Vertriebsbüros · Sales Offices
Bureaux de vente · Uffici di vendita · Verkoopkantoren**

Belgique - België

Moniteur belge — Belgisch Staatsblad

Rue de Louvain 40-42 —
Leuvensestraat 40-42
1000 Bruxelles — 1000 Brussel
Tél. 512 00 26
CCP 000-2005502-27
Postrekening 000-2005502-27

Sous-dépôts — Agentschappen:

Librairie européenne — Europese
Boekhandel
Rue de la Loi 244 — Wetstraat 244
1040 Bruxelles — 1040 Brussel

CREDOC

Rue de la Montagne 34 - Bte 11 —
Bergstraat 34 - Bus 11
1000 Bruxelles — 1000 Brussel

Danmark

J.H. Schultz — Boghandel

Møntergade 19
1116 København K
Tlf. (01) 14 11 95
Girokonto 200 1195

Underagentur:

Europa Bøger
Gammel Torv 6
Postbox 137
1004 København K
Tlf. (01) 14 54 32

BR Deutschland

Verlag Bundesanzeiger

Breite Straße — Postfach 10 80 06
5000 Köln 1
Tel. (0221) 21 03 48
(Fernschreiber: Anzeiger Bonn
8 882 595)
Postscheckkonto 834 00 Köln

France

*Service de vente en France des publica-
tions des Communautés européennes*

Journal officiel
26, rue Desaix
75732 Paris Cedex 15
Tél. (1) 578 61 39 — CCP Paris 23-96

Sous-agent

D.E.P.P. — Maison de l'Europe
37, rue des Francs-Bourgeois
75004 Paris
Tél.: 887 96 50

Ireland

Government Publications

Sales Office
G.P.O. Arcade
Dublin 1

or by post from

Stationery Office

Beggar's Bush
Dublin 4
Tel. 68 84 33

Italia

Libreria dello Stato

Piazza G. Verdi 10
00198 Roma — Tel. (6) 8508
Telex 62008
CCP 1/2640

Agenzia

Via XX Settembre
(Palazzo Ministero del tesoro)
00187 Roma

**Grand-Duché
de Luxembourg**

*Office des publications officielles
des Communautés européennes*

5, rue du Commerce
Boîte postale 1003 — Luxembourg
Tél. 49 00 81 — CCP 19190-81
Compte courant bancaire:
BIL 8-109/6003/300

Nederland

Staatsdrukkerij- en uitgeverijbedrijf

Christoffel Plantijnstraat, 's-Gravenhage
Tel. (070) 62 45 51
Postgiro 42 53 00

United Kingdom

H.M. Stationery Office

P.O. Box 569
London SE1 9NH
Tel. (01) 928 69 77, ext. 365
National Giro Account 582-1002

United States of America

*European Community Information
Service*

2100 M Street, N.W.
Suite 707
Washington, D.C. 20 037
Tel. (202) 862 95 00

Schweiz - Suisse - Svizzera

Librairie Payot

6, rue Grenus
1211 Genève
Tél. 31 89 50
CCP 12-236 Genève

Sverige

Librairie C.E. Fritze

2, Fredsgatan
Stockholm 16
Postgiro 193, Bankgiro 73/4015

España

Libreria Mundi-Prensa

Castelló 37
Madrid 1
Tel. 275 46 55

Andre lande · Andere Länder · Other countries · Autres pays · Altri paesi · Andere landen

Kontoret for De europæiske Fællesskabers officielle Publikationer · Amt für amtliche Veröffentlichungen der Europäischen Gemeinschaften · Office for Official Publications of the European Communities · Office des publications officielles des Communautés européennes · Ufficio delle pubblicazioni ufficiali delle Comunità europee · Bureau voor officiële publikaties der Europese Gemeenschappen

Luxembourg 5, rue du Commerce Boîte postale 1003 Tél. 49 00 81 · CCP 19 190 81 Compte courant bancaire BIL 8-109/6003/300

BFR 300

DKR 53

DM 19,40

FF 43,50

LIT 8100

HFL 21

UKL 5

USD 9.50



KONTORET FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABERS OFFICIELLE PUBLIKATIONER
AMT FÜR AMTLICHE VERÖFFENTLICHUNGEN DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN
OFFICE FOR OFFICIAL PUBLICATIONS OF THE EUROPEAN COMMUNITIES
OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
UFFICIO DELLE PUBBLICAZIONI UFFICIALI DELLE COMUNITÀ EUROPEE
BUREAU VOOR OFFICIËLE PUBLIKATIES DER EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

ISBN 92-825-0380-1

Boîte postale 1003 - Luxembourg

Cat.: CA-22-77-742-2E-C